



RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2023

ÉQUIPE ÉDITORIALE ET DE RECHERCHE

Andrew Firmin, Inés M. Pousadela, Mandeep Tiwana

ÉQUIPE DE COMMUNICATION

Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith

PERSONNEL CIVICUS

Cathryn Archibald, Karen Bedoume, Josef Benedict, Mouna Ben Garga, Clara Bosco, Jack Cornforth, Asma Darwish, Patricia Deniz, Josefina Folle, Cornelius Hanung, Safia Khan, David Kode, Débora Leão, Joanna Makhlouf, Tlholohelo Mojakisane, Paul Mulindwa, Aarti Narsee, Mawethu Nkosana, Elisa Novoa, Nicola Paccamiccio, Isabel Rosales, Yessenia Soto, Ine Van Severen, Carolina Vega Rivas, Hannah Wheatley

TRADUCTEURS

Espagnol : Olivia Dominguez
Français : Samuel King
Portugais : Renato Barreto

MISE EN PAGE EN ARABE

Amal Atrakouti

GRAPHISTE

Juliana Pecollo

PHOTO DE COUVERTURE : Manifestation devant le consulat d'Iran à Istanbul, en Turquie, en solidarité avec les femmes iraniennes mobilisées en signe d'indignation suite à la mort de Mahsa Amini. 22 octobre 2022.

Photo par Omer Kuscu/dia images via Getty Images

DATE DE PUBLICATION : MARS 2023

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Bienvenue dans le rapport sur l'état de la société civile 2023 de CIVICUS, l'alliance mondiale de la société civile. Le rapport de cette année, le 12e de notre série annuelle, revient sur l'année 2022 pour examiner les tendances des actions de la société civile, à tous les niveaux et dans tous les domaines, depuis les luttes pour la démocratie, l'inclusion et la justice climatique, jusqu'aux demandes de réforme de la gouvernance mondiale.

L'analyse présentée dans ce rapport s'inspire de notre initiative d'analyse régulière lancée en janvier 2022, le **CIVICUS Lens**, qui s'informe directement auprès des voix de la société civile touchées par les principaux problèmes actuels et répondant aux défis primordiaux. Il offre un aperçu du monde de la société civile tel qu'il se présente au début de l'année 2023 : un monde en proie aux conflits et aux crises, y compris des valeurs et institutions démocratiques, mais dans lequel la société civile continue de s'efforcer de faire une différence indispensable dans la vie des gens.



SYNTHÈSE





L'ACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LORS D'UNE ANNÉE MOUVEMENTÉE

LA SOCIÉTÉ CIVILE, ACTEUR CLÉ DANS LA RÉPONSE AUX CONFLITS ET AUX CRISES HUMANITAIRES, FAIT FACE À DES REPRÉSAILLES

Les conflits et les crises ont laissé de profondes cicatrices sur des millions de personnes au cours de l'année écoulée. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des impacts mondiaux et des répercussions politiques et économiques dans les pays du monde entier.

Mais la guerre en Ukraine est malheureusement loin d'être le seul conflit qui a marqué l'année 2022. Une guerre de deux ans n'a pris fin que récemment en **Éthiopie**. En Syrie, le conflit fait rage depuis des années. De violentes insurrections continuent de faire des victimes dans de nombreux pays du Sahel.

Ces conflits et bien d'autres provoquent d'immenses souffrances humaines et entraînent des coûts dévastateurs, qui se mesurent en milliers de vies humaines perdues et en violations des droits humains à grande échelle. Les répercussions se feront sentir pendant des générations.

Aujourd'hui, **plus de 100 millions de personnes** sont déplacées, tant à l'intérieur des pays comme au-delà des frontières, en raison d'urgences humanitaires engendrées par des conflits. Ceux-ci se trouvent parmi les principaux facteurs de **migration massive**. D'autres problèmes majeurs tels que les persécutions politiques, les conflits économiques et les catastrophes climatiques poussent aussi les gens à fuir.

Pendant ces moments critiques, la société civile a démontré son importance vitale en fournissant des services essentiels, en aidant et défendant les victimes, en surveillant les droits humains et en recueillant des preuves de violations afin que les responsables soient tenus redevables.

Mais à cause de cela, la société civile est attaquée, en partie parce qu'elle se retrouve prise entre deux feux, mais aussi parce qu'elle est délibérément ciblée. Le rôle vital qu'elle joue a été reconnu par l'**attribution** du prix Nobel de la paix 2022 à des militants et à des organisations du Belarus, de Russie et d'Ukraine, qui s'efforcent de faire respecter les droits humains au cœur des conflits. Mais cette reconnaissance n'a pas mis fin à la répression. Le lauréat russe, une organisation de défense des droits humains appelée Memorial, a reçu l'ordre de fermer ses portes à l'approche de la guerre. Le lauréat du Belarus, Ales Bialiatski, a été condamné à dix ans de **prison**.

Dans les États touchés par des conflits et des crises, la société civile est souvent considérée comme une source de contre-pouvoir et de contre-narratifs et comme un concurrent pour les ressources. Par conséquent les États tentent souvent de la réprimer. En **Éthiopie**, des militants et des journalistes ont été détenus dans un effort de l'État de contrôle du flux d'informations. Au **Mali**, la junte militaire au pouvoir a interdit les activités des organisations de la société civile qui reçoivent des fonds de la France, à cause des divergences actuelles avec le

gouvernement français. Cela affecte particulièrement les organisations qui apportent une aide humanitaire aux personnes touchées par le conflit. En Italie, des groupes de la société civile **sont actuellement poursuivis en justice** pour avoir sauvé des migrants de la mer.

Dans le monde entier, la société civile doit faire face à un manque de reconnaissance de son rôle crucial et à des récits stigmatisants qui favorisent les violations de l'espace civique et entravent sa capacité à effectuer son travail.

LES ÉCHECS CATASTROPHIQUES DE LA GOUVERNANCE MONDIALE SOULIGNENT L'URGENCE D'UNE RÉFORME

Trop souvent, face aux conflits et aux crises qui ont marqué le monde au cours de l'année écoulée, les institutions internationales n'ont pu offrir que des platitudes. Les institutions multilatérales ont été mises à nu par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU) a été **paralysé** par le droit de veto de la Russie, et si bien l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté des résolutions sur le conflit, de nombreux États ont voté contre ou se sont abstenus - non seulement des États autoritaires, mais aussi plusieurs États démocratiques du Sud global.

Le **Conseil des droits de l'homme des Nations Unies** et certaines institutions comme la **Cour pénale internationale** fournissent des efforts pour recueillir des preuves de violations des droits et obliger les auteurs des violations à rendre des comptes, notamment dans des zones de crise comme l'**Afghanistan** et le **Myanmar** ainsi qu'en Ukraine. Mais la **Chine** a parvenu à arrêter les tentatives d'enquête de l'ONU sur ses crimes contre les droits humains dans la région du Xinjiang, en manipulant certains États avec sa puissance économique.

Le système international est de plus en plus inadapte lorsqu'il s'agit de relever les nombreux défis qui dépassent des frontières et ne peuvent être résolus par un seul État - conflits, changement climatique, catastrophes et déplacements, entre autres. Les approches bureaucratiques et des dirigeants peu enclins à prendre des positions courageuses sur des questions controversées ne cessent de l'entraver.

La société civile déploie d'immenses efforts pour s'engager dans le système international afin d'obtenir des engagements internationaux ambitieux et des garanties en matière de droits humains. Ensuite, elle fait pression pour que ceux-ci soient appliqués, en contrôlant la conformité des États et en utilisant les mécanismes internationaux pour enquêter sur les violations des droits humains. Toutefois, elle est encore perçue comme secondaire dans ce système construit autour des États, entravé par les calculs d'intérêt des dirigeants gouvernementaux et trop récepteur aux puissants intérêts du secteur privé. Sans la pleine participation de la société civile, les institutions de gouvernance mondiale n'atteindront certainement pas leur potentiel.

La société civile a développé un projet de réforme. Les échecs de cette année montrent qu'elle doit en-

core déployer des efforts pour faire adopter ses propositions en convainquant des responsables politiques de s'attaquer au statu quo.

DE NOMBREUSES PERSONNES SE MOBILISENT EN RÉPONSE AU CHOC ÉCONOMIQUE, EXPOSANT SIMULTANÉMENT DES PROBLÈMES PLUS PROFONDS

En provoquant une hausse massive des prix des carburants et des denrées alimentaires, la guerre de la Russie contre l'Ukraine est devenue un facteur clé de la crise mondiale du coût de la vie. Cela a déclenché une énorme vague de manifestations - **plus de 12 500** - dans la plupart des pays du monde : le **CIVICUS Monitor** a recensé des manifestations dans au moins 133 pays en 2022.

Les manifestations se sont souvent organisées en réponse à des augmentations de prix de la part des gouvernements, tel que la **réduction des subventions** en Indonésie et les **nouvelles taxes** au Ghana qui ont frappé le plus durement les personnes économiquement marginalisées. Ces politiques impopulaires semblaient ne pas entendre les difficultés des gens, et bien que de nombreuses d'entre elles aient été rapidement annulées, les manifestations se sont souvent poursuivies malgré tout, car la colère à l'égard de problèmes plus profonds tels que la corruption, la mauvaise gouvernance et les inégalités économiques avait été libérée.

Il y a de plus en plus de conscience du fait que les élites super riches n'ont fait que s'enrichir au cours des différentes crises de ces dernières années, notamment par la pandémie et la guerre en Ukraine. Tandis que des millions de personnes avaient du mal à affronter la flambée des prix, les entreprises de

combustibles fossiles ont enregistré des bénéfiques records. Cela a suscité des interrogations à propos des intérêts servis par le modèle économique mondial dominant, et sur comment il peut être réformé et rendu plus équitable.

Les manifestants réclament souvent davantage de filets de protection sociale et de services publics, ainsi que des systèmes progressistes d'imposition où les plus riches cotisent proportionnellement à leurs richesses. De leur côté, des syndicats sont en train de se rassembler et s'organiser sur les lieux de travail pour exiger des salaires plus élevés et de meilleures conditions, y compris dans des entreprises de grande marque comme **Amazon**, **Apple** et **Starbucks**. La société civile continue de faire pression en faveur d'un système normatif plus stricte pour les entreprises et d'impôts plus progressifs, notamment en **promouvant** des accords mondiaux.

La société civile fait face aussi à un important défi : celui de faire transcender les demandes de justice économique au-delà des manifestations, en les reliant à d'autres luttes pour la justice, notamment la justice climatique, sociale, raciale et de genre, et en proposant des idées économiques progressistes qui garantissent davantage les droits humains.

LE DROIT DE MANIFESTER EST ATTAQUÉ, MÊME DANS LES DÉMOCRATIES DE LONGUE DATE

De nombreux États, ne voulant ou ne pouvant pas répondre aux revendications plus profondes des manifestations déclenchées par la hausse du coût de la vie, ont réagi par la violence. Au **Sri Lanka**, par exemple, les manifestations déclenchées par l'effondrement de l'économie ont abouti à la démission du président,

mais son successeur a instauré une violente **répression** caractérisée par des détentions et des tortures.

La violence d'État a été la norme lorsque des manifestations motivées par le désespoir économique ont éclaté dans des contextes répressifs où les manifestations sont rares, comme au **Kazakhstan**.

En outre, la répression n'est pas que réservée aux manifestations déclenchées par la hausse des prix. Le droit de manifester est attaqué partout dans le monde, tant dans le cadre de mobilisations demandant la justice économique, la démocratie, les droits humains et l'action environnementale, comme pour toute autre type de revendications. En **Iran**, les manifestations massives dirigées par des femmes pour réclamer la fin de la théocratie ont été accueillies avec une force brutale, y compris des meurtres et des exécutions, ainsi que des arrestations massives. Au **Pérou**, les forces de sécurité ont tué des dizaines de personnes qui protestaient contre la destitution du président.

Toutes sortes d'États répriment les manifestations. Dans des démocraties comme l'**Australie** et le **Royaume-Uni**, les manifestants ont été criminalisés pour avoir réclamé des mesures climatiques, alors même que les gouvernements se disent des défenseurs du climat.

Bien que le droit international relatif aux droits humains consolide clairement le droit de manifester pacifiquement - et la grande majorité des manifestations organisées tout au long de l'année ont été effectivement pacifiques - de nombreux gouvernements déploient un large éventail de stratégies pour réprimer les manifestations pacifiques, utilisant les manifestations violentes occasionnelles comme prétexte pour restreindre toute manifestation.

Parmi les tactiques fréquentes figurent la violence



Les forces de sécurité détiennent un manifestant dans une manifestation contre l'annonce du président Vladimir Poutine de la mobilisation partielle des réservistes pour combattre en Ukraine. Moscou, Russie, 21 septembre 2022.

Photo par Alexander Nemenov/AFP via Getty Images

disproportionnée, pouvant aller jusqu'à la violence meurtrière, ainsi que le harcèlement, la détention arbitraire et la criminalisation des manifestants. La technologie de reconnaissance faciale et d'autres formes de surveillance omniprésentes, rendues possibles par l'intelligence artificielle, sont de plus en plus employées. Souvent, les journalistes qui reportent sur les manifestations sont également ciblés. Or, les violations des droits des manifestants demeurent dans l'impunité.

Les groupes de la société civile s'efforcent de défendre les droits des manifestants, notamment en dénonçant les atteintes aux droits auprès des institutions de droits humains des Nations Unies et en promouvant des réformes normatives sur la gestion des manifestations. Au niveau national, les groupes de la société civile tentent notamment d'informer les manifestants détenus de leurs droits et de faire campagne pour leur libération. Mais les restrictions imposées aux espaces de contestation posent un défi, en particulier dans les nombreux contextes où les manifestations représentent le seul moyen disponible pour exprimer son désaccord et tenter d'influencer la prise de décision.

L'ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE PREND PLUSIEURS FORMES – ET PARFOIS LES DIRIGEANTS ÉLUS EN SONT À L'ORIGINE

Les conflits économiques et l'insécurité favorisent l'émergence de dirigeants autoritaires qui sèment la polarisation et s'attaquent aux droits. L'autoritarisme et le populisme restent des courants puissants et se rejoignent dans une approche politique que l'on peut décrire comme autoritarisme populaire, dans lequel les politiciens remportent les élections en accueillant les demandes de la population, pour ensuite dé-

manteler les institutions démocratiques, restreindre l'espace civique et violer les droits. Le président du Salvador, Nayib Bukele, offre un exemple actuel de l'érosion de la démocratie depuis l'intérieur, concentrant le pouvoir et piétinant les droits au nom de la lutte contre la **violence des gangs**.

Ailleurs, les politiques autoritaires prospèrent aussi. Le dirigeant répressif de la **Hongrie**, Viktor Orbán, a consolidé son pouvoir divisif, malgré le défi posé par une opposition unie. Aux **Philippines**, le président impitoyable Rodrigo Duterte, dont la soi-disant « guerre contre la drogue » a fait des milliers de victimes, a créé les conditions pour que le fils d'un ancien dictateur extrêmement corrompu et cruel lui succède à la présidence, avec sa propre fille comme vice-présidente.

Aucun régime autoritaire de longue date n'a fait de progrès significatifs vers la démocratie en 2022. Plutôt que d'évoluer vers un régime civil, les gouvernements militaires de pays tels que le **Burkina Faso**, la **Guinée** et le **Mali** ont consolidé leur pouvoir grâce à la construction d'un ennemi commun : c'est ainsi que le public s'est fortement mobilisé contre la France, ancienne puissance coloniale.

Même dans les pays où de véritables élections ont eu lieu, il y a eu une claire tendance vers l'extrême droite. En **Italie** et en **Suède**, les partis d'extrême droite dirigent désormais les gouvernements ou exercent une influence significative sur eux. La **France** a enregistré le vote d'extrême droite le plus élevé de son histoire, accompagné d'une normalisation totale du discours politique anti-migrants. **Israël** a maintenant le gouvernement le plus extrême de son histoire.

Au **Brésil**, le second terme d'un président de l'extrême droite, qui aurait achevé son œuvre destructrice, n'a été évité que de justesse. Le Brésil n'est pas

le seul pays à avoir regagné du terrain : les candidats sortants populistes d'extrême droite ont été battus en **République tchèque** et en **Slovénie**, ce qui a permis d'améliorer l'espace civique. Aux **États-Unis**, les élections de mi-mandat ont conduit à la défaite de plusieurs candidats extrémistes, les citoyens s'étant mobilisés pour défendre l'avortement et les droits de vote.

Une autre tendance émergente est le rejet du pouvoir en place. En Amérique latine, ce qui a été considéré comme un tournant progressiste englobant le **Brésil**, le **Chili**, la **Colombie** et le **Honduras** est peut-être davantage l'expression de ce rejet : incapables ou peu désireux de s'attaquer à des problèmes profondément enracinés et de tenir leurs promesses, les partis au pouvoir ont rarement gagné.

Dans certains pays, allant du **Costa Rica** au **Lesotho**, le sentiment de déception par rapport aux candidats sortants s'est traduit par un rejet de la politique traditionnelle. Dans ces cas, la recherche de nouvelles alternatives a conduit à l'élection de candidats se présentant comme des « outsiders ».

La quête de nouveauté crée des opportunités tant pour l'innovation que pour l'autoritarisme. La société civile doit résister à la régression et profiter des opportunités de changement progressiste, travaillant pour consolider le progrès et continuant à plaider en faveur d'une démocratie inclusive, pluraliste et participative.

LA DÉSINFORMATION BIAISE LE DISCOURS PUBLIC, SAPE LA DÉMOCRATIE ET ALIMENTE LA HAINE

La désinformation a joué un rôle énorme dans les élections de pays aussi divers que le **Brésil**, les **Philippines**

et la **Corée du Sud**. Au **Chili**, elle a influencé le référendum qui a abouti au rejet d'une nouvelle Constitution progressiste. Elle contribue à la limitation du sentiment anti-guerre en Russie, promeut le nationalisme hindou antimusulman du parti au pouvoir en **Inde** et maintient le Trumpisme en vie aux États-Unis.

La désinformation et les théories du complot se sont multipliées sous l'effet de la pandémie, contaminant tous les domaines du discours public, allant des vaccins jusqu'au changement climatique en passant par les questions de genre et de race. Elle contribue aussi à la normalisation des discours de haine et des idées extrémistes.

De puissants États autoritaires diffusent de la désinformation pour semer la polarisation dans les démocraties et maintenir leurs violations des droits dans le flou. Tel est le cas avec les atrocités commises par la Russie en Ukraine et les abus systématiques commis par la **Chine** au Xinjiang.

La société civile est souvent ciblée par la désinformation et la haine, en particulier lorsque les activistes sont issus de groupes marginalisés, ou bien défendent les droits de ces groupes. La désinformation est omniprésente dans le mouvement réactionnaire contre les droits des femmes et des personnes LGBTQI+. Dans ce cadre, des réseaux mondiaux de groupes ultraconservateurs, nationalistes et de suprématistes blancs, dotés d'importantes ressources et influence, mènent des guerres culturelles. Certains s'attaquent notamment aux droits des femmes au nom de ce qu'ils appellent les droits des enfants à naître, tout en attaquant les droits des personnes transgenres au nom des droits des femmes.

Ces groupes influencent de manière disproportionnée le discours public et permettent des mouvements régressifs en décalage avec les idées plus modérés

soutenues par l'opinion publique. Tel a été le cas pour l'interdiction de l'avortement aux **États-Unis**.

L'industrie technologique n'est manifestement pas à la hauteur du problème, notamment parce qu'elle s'en nourrit : ses algorithmes attirent les gens avec des contenus de plus en plus extrêmes et simplistes qui renforcent leurs opinions préexistantes, déforment leurs perspectives et les isolent des points de vue diverses.

Les initiatives de vérification des faits ne sont qu'une première étape et sont éclipsées par l'ampleur de la tâche, qui devrait inclure la mise en place d'une action mondiale concertée et multiforme pour lutter contre la désinformation. Cela doit s'accompagner d'une meilleure normative relative aux réseaux sociaux et à l'industrie technologique, élaborée dans le cadre de processus participatifs et comprenant des garanties pour la liberté d'expression.

LES MOUVEMENTS EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTQI+ PROGRESSED CONTRE VENTS ET MARÉES

Face aux difficultés, la société civile continue de faire avancer les choses. Les **États-Unis** ont fait les unes de la presse mondiale lorsqu'une décision de la Cour Suprême, très politiquement biaisée, a restreint le droit à l'avortement, s'attaquant aux droits de millions de femmes. Mais la tendance mondiale va dans le sens inverse, vers la libéralisation, notamment en Amérique latine, où la **Colombie** et de nombreux États **mexicains** ont récemment reconnu le droit à l'avortement.

Il en va de même pour ce qui concerne les droits des personnes LGBTQI+, la lutte se concentrant sur deux grands fronts : la dépénalisation, là où

subsistent des lois archaïques contre les comportements homosexuels, et le mariage pour tous, là où le débat a déjà progressé. En 2022, le mariage homosexuel est devenu une réalité dans plusieurs pays, dont le **Chili** et la **Suisse**, tandis que trois États des Caraïbes - **Antigua-et-Barbuda**, la **Barbade** et **Saint-Kitts-et-Nevis** - ont abrogé les lois coloniales qui criminalisaient les relations homosexuelles.

La vague progressiste qui parcourt l'Amérique latine est le résultat des efforts déployés depuis des décennies par des mouvements sociaux actifs dans tous les domaines, allant des manifestations de rue jusqu'à la constitution de réseaux régionaux, en passant par l'engagement de haut niveau auprès des institutions gouvernementales. La reconnaissance des droits sexuels et reproductifs est généralement le produit des parlements ou des tribunaux, mais aussi parfois de référendums. Dans les Caraïbes du Commonwealth, des progrès ont été réalisés grâce à une stratégie de litige multi-pays poursuivie devant les tribunaux nationaux et régionaux.

Ces victoires ont fait de la société civile la cible d'une réaction féroce. Elle est maintenant confrontée à un défi multiforme, devant à la fois se défendre, résister aux tentatives de renversement des progrès, et construire un soutien public pour s'assurer que le changement légal soit accompagné d'un changement social.

LA SOCIÉTÉ CIVILE EST LE PRINCIPAL MOTEUR DE L'ACTION POUR LE CLIMAT

La société civile continue de faire sonner d'alarme sur la triple menace que représentent le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité. La société civile, par le biais de toute tactique possible,

demande instamment que des mesures soient prises. Elle organise ainsi des manifestations de rue et des actions directes, mais aussi des litiges et du plaidoyer dans les arènes nationales et mondiales.

La nécessité d'agir a été prouvée une fois de plus en 2022 par un autre catalogue interminable de conditions météorologiques extrêmes, notamment des inondations dévastatrices qui ont laissé un tiers du **Pakistan** sous l'eau.

L'énergie de la société civile a parvenu à maintenir l'urgence climatique prioritaire et à l'ordre du jour, conduisant à quelques avancées. En 2022, après des années de plaidoyer de la société civile, le **sommet sur le climat COP27** a finalement accepté la création d'un fonds de compensation. Celui-ci permettra de verser aux pays du sud global des compensations pour les pertes et les dommages causés par le changement climatique. Ainsi, lors d'un autre sommet majeur, les États se sont engagés à mettre en place un nouveau **cadre mondial pour la biodiversité** qui aura pour objectif la préservation des ressources planétaires et la cessation des cycles de destruction.

Le problème est que les décisions mondiales sur le climat et l'environnement ont tendance à être ignorées. Et surtout, il n'y a toujours pas d'engagement visant à arrêter l'utilisation des combustibles fossiles. Tout au contraire : en réponse à la pression exercée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux États ont déployé des efforts à court terme pour accroître encore l'extraction. Une part trop faible des bénéfices record actuels des combustibles fossiles est consacrée à un véritable financement de la transition vers les énergies

renouvelables. Le pouvoir politique du lobby des combustibles fossiles reste intact.

Face à la répression, la société civile doit soutenir sa mobilisation. Plusieurs défis sont encore à relever, dont les restrictions croissantes imposées aux manifestations et la violence à l'encontre de divers groupes. En effet, certains groupes communautaires de base sont ciblés, tout comme les communautés autochtones qui résistent aux initiatives d'extraction en continuant à trouver de nouveaux moyens d'attirer l'attention du public et de communiquer la nécessité d'agir contre l'urgence climatique.

LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉINVENTE POUR S'ADAPTER À UN MONDE EN MUTATION.

Dans le contexte des pressions exercées sur l'espace civique et des énormes défis mondiaux, la société civile se développe, se diversifie et élargit son répertoire d'actions. S'appuyant sur ses atouts particuliers que sont la diversité, l'adaptabilité et la créativité, la société civile continue d'évoluer.

Aujourd'hui, une grande partie de l'énergie radicale de la société civile provient de l'extérieur de l'univers des ONG : de petits groupes informels de base, souvent formés et dirigés par des femmes, des jeunes et des peuples originaires. Dans de nombreuses mobilisations massives, les jeunes - parfois très jeunes - sont en première ligne et agissent sur des questions qui les concernent directement, comme le manque d'opportunités économiques, la crise climatique qui menace de les priver de leur avenir, et la négation des droits

des groupes marginalisés auxquels ils appartiennent ou dont ils sont les alliés.

De nombreux nouveaux groupes s'organisent horizontalement, adoptant des approches participatives et distribuant davantage le leadership. Ils ont tendance à s'appuyer sur l'engagement volontaire et vont très loin avec peu de moyens. Ils sont souvent plus intersectionnels que leurs homologues plus établis, s'efforçant d'établir des liens au-delà des lignes traditionnelles de la société, notamment en matière de classe, de race et de religion. C'est ce que l'on a pu constater dans de nombreuses manifestations de cette année, par exemple au Sri Lanka, où des chocs économiques aux conséquences considérables ont rassemblé divers groupes de personnes au-delà de clivages profondément ancrés.

Les nouvelles formes et pratiques de la société civile ont fait preuve d'une résilience admirable, mais des questions subsistent quant à leur viabilité à long terme. D'une part, elles ne s'intègrent pas parfaitement dans les modèles conventionnels de financement de la société civile, donc leurs partenaires et alliés peuvent avoir du mal à trouver les meilleurs moyens de les soutenir. Cela peut engendrer des problèmes de déconnexion entre différents acteurs et éléments de la société civile. D'autre part, l'engagement connaît des limites, nécessaires pour éviter l'épuisement professionnel et prendre soin de soi. Sur le long terme, le bénévolat sera difficilement viable, une fois que le travail et les responsabilités parentales des personnes entrent en jeu. L'un des principaux défis à venir sera celui de soutenir et de canaliser cette énergie prodigieuse afin de réaliser les changements profonds dont le monde a manifestement besoin aujourd'hui.



10 IDÉES POUR L'ACTION

- 1** La société civile réagit aux conflits et aux crises mais fait face à des représailles. Il est urgent de lancer une vaste campagne pour faire reconnaître le rôle vital joué par la société civile dans la réponse aux conflits et aux crises. Les parties aux conflits et la communauté internationale doivent s'engager à reconnaître et à respecter les droits de la société civile dans les situations de conflit et à soutenir son travail dans toutes ses différentes facettes.
- 2** Les mobilisations publiques à grande échelle se sont avérées essentielles pour façonner l'agenda public, faire pression en faveur d'un changement de politiques, et résister aux attaques contre les droits. La société civile et les États qui la soutiennent doivent mettre davantage l'accent sur la protection de la liberté de réunion pacifique, notamment en élaborant des actions préventives, en plaidant pour des réformes de l'application de la loi et en veillant à ce que les auteurs d'actes de violence à l'encontre des manifestants soient tenus de rendre des comptes.
- 3** Un système de gouvernance mondiale plus efficace, inclusif et démocratique est absolument nécessaire. La société civile doit travailler avec les États qui la soutiennent pour faire avancer les plans de réforme du Conseil de sécurité de l'ONU et les propositions visant à ouvrir l'ONU et d'autres institutions internationales à une participation et un contrôle publics beaucoup plus importants.
- 4** Les tournants politiques peuvent soit créer des menaces, soit des opportunités pour la société civile. Même lors de tournants politiques progressistes, la société civile doit rester vigilante pour s'assurer que les dirigeants politiques soient redevables et tiennent leurs promesses de changement, demeurant attentive aux signes précurseurs des réactions régressives.
- 5** La participation de la société civile est essentielle pour garantir des élections libres et équitables et une gouvernance démocratique. Dans la période précédant les élections, les rôles de la société civile devraient inclure la défense des droits électoraux, l'éducation des électeurs, le contrôle de l'intégrité des systèmes de vote, la promotion du débat civil et le plaidoyer auprès des candidats pour qu'ils s'engagent à sauvegarder les droits et libertés et à agir sur les questions de justice sociale.
- 6** La désinformation entrave les efforts de la société civile pour faire avancer le changement et est instrumentalisée par les forces régressives qui attaquent la société civile. La société civile doit jouer un rôle primordial dans l'élaboration de stratégies de lutte contre la désinformation, notamment par le biais de la vérification des faits, l'alphabétisation médiatique et, surtout, la promotion d'un régime normatif plus stricte pour les entreprises de réseaux sociaux, dans le respect de la liberté d'expression.
- 7** La crise climatique et les dysfonctionnements économiques sont deux facettes du même problème. La société civile doit s'efforcer d'améliorer l'éducation économique et de critiquer les défauts inhérents à un système économique mondial qui ne profite qu'aux riches et qui est fortement dépendant des combustibles fossiles. Il est important de défendre et impulser les impôts progressifs, les planchers de protection sociale, les revenus de base universels, la reconnaissance des syndicats, une transition énergétique juste et une réglementation efficace des entreprises.
- 8** Les litiges stratégiques aux niveaux national et international se sont avérés efficaces pour l'accroissement des droits, notamment dans le cadre de l'action pour le climat et des droits des peuples autochtones et des personnes LGBTQI+. La société civile doit utiliser l'ensemble des stratégies disponibles, y compris le contentieux, pour concrétiser les droits et obtenir des résultats progressistes.
- 9** L'engagement des médias est crucial pour sensibiliser le public à des questions telles que le changement climatique et l'égalité de genre, et pour obtenir du soutien. La société civile doit développer des partenariats.
- 10** La solidarité transnationale est vitale dans les luttes pour résister à la régression. La société civile doit s'efforcer de renforcer et d'améliorer l'adhésion et la portée des réseaux transnationaux de la société civile, et permettre le déploiement rapide de la solidarité et du soutien lorsque les droits sont attaqués.



RÉPONSES AUX CONFLITS ET AUX CRISES





Dans un monde marqué par de nombreux conflits et crises, la société civile continue de se mobiliser. La société civile s'efforce de protéger les personnes en première ligne, de préserver des vies, d'atteindre les personnes abandonnées par les gouvernements et d'aider les groupes exclus les plus touchés par les conflits, notamment les millions de personnes déplacées à l'intérieur d'un même pays ou au-delà des frontières. Le travail de la société civile se centre sur la défense des droits, la demande des comptes aux forces puissantes qui commettent des violations, et la documentation de ces violations pour contribuer à d'éventuelles poursuites judiciaires.

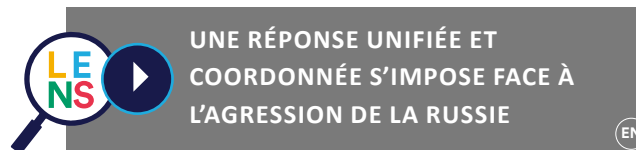
L'importance de la société civile a été prouvée à maintes reprises par sa réponse à l'urgence mondiale de la pandémie de COVID-19. De plus, son rôle vital continue d'être perçu dans les nombreux conflits qui font rage dans le monde aujourd'hui - non seulement en Ukraine, mais aussi en Éthiopie, en Syrie et au Sahel, entre autres - et dans les crises humanitaires dans de nombreux autres pays, comme en Afghanistan, en Haïti et au Myanmar.

L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE

Cela fait maintenant un peu plus d'un an depuis que la Russie a envahi l'Ukraine. L'impact de la guerre a été véritablement global, avec une hausse générale des prix des carburants et des denrées alimentaires. Les produits de première nécessité ont été mis hors

de portée de millions de personnes, provoquant une grande vague de manifestations massives. Les conséquences politiques ont également été ressenties au niveau mondial, avec une remise en question du système international, des tensions au sein de l'Union européenne (UE), un débat sur l'OTAN, des répercussions sur les élections européennes et, à cause de la désinformation russe systématique, la propagation des théories du complot d'extrême droite.

La guerre a entraîné d'énormes pertes humaines. Presque toutes les régions d'Ukraine ont subi des attaques russes. Bien que les estimations varient considérablement, il est probable que des dizaines de milliers de civils aient été tués. Les preuves de crimes contre les droits humains commis à grande échelle par les forces russes s'accumulent. En mars dernier, le retrait des troupes russes de Bucha a mis en évidence la réalité de l'invasion, avec des preuves d'atrocités telles que des exécutions sommaires, des viols et des tortures. La Russie est allée jusqu'à évoquer la menace de la guerre nucléaire pour tenter de dissuader les États d'aider l'Ukraine.



Dans ce sombre contexte, la société civile ukrainienne accomplit des choses qu'auparavant auraient été à

peine imaginables. Dans le cadre d'un immense effort volontaire, les gens se sont mobilisés pour apporter une aide humanitaire essentielle. Des volontaires distribuent de la nourriture et des fournitures médicales, soignent les blessés et les traumatisés, recherchent les personnes disparues, organisent le transport et l'hébergement des personnes déplacées à l'intérieur du pays et aident les millions de réfugiés ukrainiens à trouver des réseaux de soutien dans les pays voisins.

Cette démarche est soutenue par une campagne internationale visant à construire des liens de solidarité et à inciter les États et les institutions internationales à adopter une position ferme à l'égard de la Russie, notamment contre ses intérêts financiers et son élite économique.

« Nous coopérons avec des organisations partenaires de défense des droits humains dans des pays européens, comme la France et l'Allemagne, afin qu'elles fassent pression sur leurs gouvernements nationaux. Certains pays ont poursuivi leurs affaires avec la Russie comme si de rien n'était, même après avoir répudié la guerre. Nous avons besoin de décisions politiques qui permettent effectivement de sauver des vies ukrainiennes.



OLEKSANDRA MATVIICHUK
Centre pour les libertés civiles, Ukraine

Parallèlement, des efforts sont déployés pour recueillir des preuves de violations des droits humains, afin qu'un jour Vladimir Poutine et son entourage rendent

des comptes. Les preuves recueillies pourraient être cruciales pour le travail des mécanismes de suivi des Nations Unies (ONU) ainsi que l'enquête de la Cour pénale internationale (CPI) lancée en mars.

Lorsque la Russie a commencé son invasion de l'Ukraine, j'ai immédiatement rejoint une équipe d'enquêteurs travaillant jour et nuit pour documenter les crimes de guerre commis par les Russes dans notre pays. Depuis lors, les membres de notre équipe ont recueilli des preuves de bombardements aveugles, d'attaques ciblées contre des civils, de crimes écologiques et d'autres violations des coutumes de la guerre.

 **YAROPOLK BRYNYKH**
Chasseurs de Vérité, Ukraine

Comme c'est souvent le cas en temps de crise, les femmes jouent un rôle énorme : si certaines servent dans l'armée, ce sont surtout les hommes qui ont pris les armes, laissant aux femmes la responsabilité de presque tout le reste. Les organisations de la société civile (OSC) existantes ont également joué un rôle essentiel, en transférant rapidement leurs ressources vers la réponse humanitaire pour rendre appui aux droits humains. L'expérience de l'Ukraine démontre qu'un investissement dans la société civile, en tant qu'élément essentiel du tissu social, est un investissement dans la résilience. Il peut vraisemblablement faire la différence entre la vie et la mort.



Poutine est conscient du fait qu'une société civile active peut marquer la différence, et c'est pour cela qu'il s'efforce de fermer davantage l'espace civique en Rus-

sie. Dès le début de la guerre, des gens se sont mobilisés contre le conflit, même sachant que la répression était certaine. Un grand nombre de personnes ont été criminalisées : on estime que **plus de 19 000** ont été détenues. Certaines personnes ont même été arrêtées pour le simple fait d'avoir brandi des pancartes vierges lors de manifestations en solo.

L'effet de la censure a presque entièrement éliminé les médias indépendants. Une loi **adoptée** en mars dernier impose de longues peines de prison pour la diffusion de ce que l'État appelle des « fausses informations » sur la guerre. De nombreuses entreprises médiatiques et OSC ont été qualifiées d'« agents étrangers » et ont été obligés de fermer.

La désinformation systématique a également joué un rôle clé dans les efforts déployés par le gouvernement pour garder l'opinion publique dans son camp. En outre, la certitude de la répression a fait que le nombre de manifestations contre la guerre ont été limités.

Nous assistons à la mise en place d'une censure militaire. Il est même interdit de parler de guerre en Ukraine. Un nouveau crime a été inclus dans le code pénal : celui de diffuser publiquement des informations sciemment fausses sur les forces armées.

 **MARIA KUZNETSOVA**
OVD-Info, Russie

Mais à mesure que la guerre progresse, même des voix normalement favorables à l'État osent **critiquer** l'effort de guerre, notamment après une série de revers militaires et l'introduction de la conscription partielle en septembre - déclenchant une **nouvelle vague** de manifestations. Au fur et à mesure que les pertes s'accumulent, les familles des victimes pourraient commencer à exercer une pression supplémentaire en faveur du changement.

La communauté internationale peut soutenir la société civile russe en partageant des informations correctes sur la situation actuelle dans le pays. La majorité des OSC et des activistes installés dans les pays voisins, ainsi que des OSC internationales, s'efforcent d'aider les Ukrainiens, qu'ils soient réfugiés ou restés en Ukraine. C'est tout à fait compréhensible, mais je pense qu'ils ne doivent pas oublier les personnes qui, en Russie, continuent à défendre la paix et les droits humains.

 **NELYA RAKHIMOVA**
Coalition pour le développement durable de la Russie

Un jour, le régime de Poutine arrivera à son terme et il faudra reconstruire la démocratie russe. Cette reconstruction devra venir d'en bas, avec l'investissement d'une société civile indépendante. Pour préparer le terrain, des actes de protestation et de solidarité sont nécessaires, à l'échelle internationale et, dans la mesure du possible, en Russie, pour montrer que les Russes qui veulent le changement ne sont pas seuls. Les dissidents courageux qui prennent des risques énormes en s'exprimant, que ce soit en Russie ou en exil, doivent être soutenus en tant que futurs bâtisseurs de la démocratie.



UN MONDE DE DÉPLACEMENTS ET DE MIGRATIONS

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé la plus grande population de personnes déplacées en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale : à la fin de 2022, environ **huit millions** d'Ukrainiens - soit 20 % de la population du pays avant la guerre - étaient devenus des réfugiés.

Mais plus loin de l'attention globale, plusieurs autres crises ont continué à se développer. Les conflits, les catastrophes telles que les inondations et les sécheresses, la pénurie alimentaire, la violence, les persécutions politiques, les conflits économiques et le changement climatique ont continué à entraîner des déplacements. Si bien beaucoup de migrations ont eu lieu des pays du Sud vers les pays du Nord, il y en a aussi eu entre les pays du Sud et, surtout, à l'échelle nationale.

Douze ans après le début du conflit au sein de leur pays, les Syriens demeurent la **plus grande population déplacée** au monde, ayant fui la violence, la tyrannie et les violations généralisées des droits humains. Près de 5,6 millions de réfugiés syriens sont actuellement enregistrés comme vivant dans les pays voisins, soit bien plus que ceux qui ont atteint l'Europe.

Le monde semble oublier les réfugiés syriens. Plus personne ne parle d'eux. Mais le fait que de nouvelles crises surviennent ne signifie pas que la situation des réfugiés syriens se soit améliorée ni que la question ait disparu.



**SERENE DARDARI ET
MAHMOUD ABDULLAH**
American Near East Refugee Aid, Liban

En Europe, la présence de migrants en provenance de Syrie et d'autres pays d'Asie et d'Afrique a provoqué une importante réaction de l'opinion publique, encouragée par les groupes d'extrême droite : cela a joué un rôle clé dans l'augmentation du **soutien aux partis et politiciens d'extrême droite**, comme l'illustrent les récents basculements vers la droite en **Italie** et en **Suède**. En Italie, la société civile est une fois de plus **criminalisée** pour avoir sauvé des migrants de la mer.

Traditionnellement, les Syriens ont reçu un accueil plus chaleureux dans les pays voisins, mais cette situation commence à changer, notamment en Turquie. Le pays abrite le plus grand nombre de réfugiés



Des gens se rassemblent autour de Little Amal, une marionnette de 3,5 mètres de haut représentant une jeune réfugiée syrienne, lors d'une tournée de 8 000 km à travers l'Europe, de la Turquie au Royaume-Uni, pour sensibiliser au sort des jeunes réfugiés. Stuttgart, Allemagne, 1er octobre 2021.

Photo par Lukas Barth/Reuters via Gallo Images

syriens, environ 3,5 millions de personnes. Depuis longtemps, le président autoritaire Recep Tayyip Erdoğan instrumentalise les migrants pour obtenir des ressources et des concessions de l'UE. Mais avec l'arrivée d'une grave crise du coût de la vie, remettant en question le résultat des élections de mai 2023, la réponse d'Erdoğan a été de cibler les réfugiés.

Il n'est pas surprenant que la migration et l'avenir des réfugiés soient devenus des points principaux dans l'ordre du jour de la politique turque. Les réfugiés sont le bouc émissaire idéal en temps de crise. Les politiciens utilisent cette question pour rediriger la colère des gens vers les réfugiés, au lieu d'admettre leur incapacité de répondre aux préoccupations.

 **DILAN AKBAYIR**
militant de la société civile, Turquie

La xénophobie s'est accrue et a conduit à la violence, des personnes ayant été menacées d'expulsion vers la Syrie, parfois en représailles pour s'être exprimées. Parallèlement, le gouvernement a **refusé** l'entrée de personnes fuyant le régime théocratique des Talibans en Afghanistan. Dans une course politique vers le bas, les politiciens s'affrontent pour savoir qui a la position la plus stricte envers la migration. La situation s'est encore aggravée avec les tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Syrie et la Turquie en février 2023. Les personnes déplacées dans le nord de la Syrie sont parmi les plus touchées et ont des grandes difficultés à obtenir de l'aide.



En outre, la vie des réfugiés rohingyas contraints de

fuir le Myanmar, où la citoyenneté leur est depuis longtemps refusée, ne s'est guère améliorée. Au Bangladesh, ils sont soumis à des restrictions étouffantes quant à leur capacité à s'exprimer, tandis qu'en Inde, ils sont exposés à la haine antimusulmane. Leur sort semble avoir été largement oublié, et maintenant la même armée qui a déchaîné une violence génocidaire contre eux continue à diriger leur pays. En attendant d'avoir la possibilité de rentrer chez eux, ils continuent de lutter pour que les pays d'accueil leur réservent un traitement moins hostile.

Il n'y a pas eu de changement dans notre situation depuis 2017. Alors même que des réunions sur les Rohingyas ont été tenues et que de nombreuses organisations et groupes ont publié des déclarations concernant notre situation, toutes ces réunions et déclarations n'ont apporté aucun résultat positif. Le nombre de solutions proposées pour mettre fin au conflit demeurent inexistantes.

 **MAUNG SAWYEDDOLLAH**
Réseau des étudiants rohingyas, Bangladesh



Or, les Vénézuéliens qui se sont dispersés dans toute l'Amérique latine pour fuir l'effondrement économique et l'oppression politique ont pu trouver davantage de solidarité. Entre 2015 et 2022, sept millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, la plupart d'entre eux se rendant en Colombie. Les migrants vénézuéliens sont confrontés à la discrimination et à de multiples formes d'exclusion, et des manifestations anti-migrants ont eu lieu au Chili et au Pérou, mais ce qui fait une différence positive, c'est la quasi-absence de xénophobie venant d'en haut exercée à des fins politiques.

La dernière vague de migrants en provenance du Venezuela comprenait beaucoup plus de personnes en situation de vulnérabilité, ce qui a créé une demande à laquelle la communauté, mais surtout l'État colombien, ont dû répondre. Et le pays a commencé à fonctionner selon une logique de solidarité et de gratitude : les Colombiens se souviennent que dans le passé, c'était le Venezuela qui accueillait les migrants colombiens.

 **CARMEN AIDA FARIA**
Fundación Manitas Amarillas, Colombie

Néanmoins, les gens continuent de s'exposer à d'immenses dangers physiques pour migrer. En Amérique latine, ils traversent le **bouchon du Darién** entre la Colombie et le Panama – environ 100 km de dense forêt tropicale et de marécages, où opèrent de violentes bandes criminelles. Depuis les côtes de Cuba, ils prennent la mer dans l'espoir d'atteindre les États-Unis. Dans le monde entier, la **Méditerranée** reste l'une des routes migratoires les plus dangereuses. De nombreuses personnes se mettent à la merci des gangs de trafiquants, prenant la mer dans de petites embarcations inadéquates parce que les restrictions ont rendu impossible l'utilisation des routes plus sûres. Bien que les chiffres soient en baisse par rapport au pic de 2015, ils restent élevés, avec près de 600 000 arrivées et près de 2 000 morts ou disparus en 2022 seulement.

Au Royaume-Uni, le parti au pouvoir et ses porte-paroles médiatiques ont alimenté une véritable panique à propos des petits bateaux qui traversent la Manche. En avril, le gouvernement a annoncé un accord pour expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda, soi-disant pour tenter de dissuader les migrants de faire la traversée. Par conséquent, ces personnes pourraient être abandonnés à leur sort dans un pays avec lequel ils n'ont aucun lien et qui est un État autoritaire avec un bilan épouvantable en matière de droits humains.



L'ASILE AU ROYAUME-UNI : UN ALLER SIMPLE POUR LE RWANDA ?

FR EN

La politisation de l'angoisse migratoire a parcouru l'Europe. Ainsi, la situation est tendue dans les enclaves espagnoles au Maroc, où les migrants se rassemblent pour tenter de franchir la frontière de l'UE. Plusieurs personnes sont décédées lors d'une tentative de traversée massive en juin, démontrant les dangers de l'approche sécuritaire à la migration et l'absence de redevabilité en matière de violations des droits.



LES MIGRANTS PAIENT AVEC LEUR VIE LES POLITIQUES RESTRICTIVES ESPAGNOLES

FR ES EN

La migration reste également une question politique majeure aux États-Unis. En 2022, les passages de frontières par des migrants sans papiers ont **dépassé** les 2,76 millions, dépassant le record précédent de plus d'un million. Cette augmentation a été largement alimentée par les Vénézuéliens, suivis des Cubains et des Nicaraguayens, ce qui montre à quel point la répression politique peut être un moteur migratoire. Les Vénézuéliens sont arrivés en si grand nombre qu'ils ont provoqué un changement de politique : un permis humanitaire leur est désormais accordé, à différence des citoyens des autres pays.



RÉFUGIÉS SYRIENS ET VÉNÉZUÉLIENS : DEUX CÔTÉS DE LA MÊME CRISE

ES EN



CUBA : POURQUOI FUIR LE PARADIS ?

ES EN

L'année 2022 a démontré que nous vivons dans un monde de grands flux migratoires. Les gens restent en mouvement car les multiples crises qui les déracinent continueront à se produire. Mais les politiques dominantes nient encore cette réalité. Les États cherchent à renforcer leurs défenses plutôt que de s'attaquer aux causes profondes de la migration.

L'accueil chaleureux qui a été réservé aux Ukrainiens, même par des dirigeants de droite habitués à attiser la xénophobie à des fins politiques, contraste fortement avec le manque d'hospitalité accordé aux autres migrants. Mais en prouvant leur capacité à répondre efficacement et avec compassion à une crise migratoire, les États de l'UE ont clairement montré que l'hostilité envers les migrants non blancs et non chrétiens n'est pas inévitable. Tout au contraire, elle constitue un choix politique conscient.



RÉFUGIÉS D'UKRAINE : LA COMPASSION L'EMPORTERA-T-ELLE SUR LES PRÉJUGÉS ?

EN

« L'élite politique traite la migration comme un problème à contrôler, un phénomène qui met en danger le bien-être et les valeurs de nos pays, et qu'il faut donc arrêter à tout prix. La réalité est différente : la migration ne cessera pas d'exister. Les tentatives pour l'arrêter ne feront que causer plus de souffrance aux migrants qui franchissent les frontières.



MEMBRES DE L'ÉQUIPE
de Solidary Wheels, Espagne

CRISE AU SAHEL

Si l'on se tenait aux schémas de vote des Nations Unies sur les résolutions concernant la Russie, qui ont vu une condamnation beaucoup plus cohérente de Poutine par les États du Nord que par ceux du Sud, la guerre Russe contre l'Ukraine semblerait être principalement une préoccupation du Nord.

Cependant, le conflit dépasse largement les frontières de l'Europe. Les mercenaires du groupe Wagner - une organisation obscure dirigée par Yevgeny Prigozhin, membre du cercle intime de Poutine - ont joué un **rôle de plus en plus important** non seulement en Ukraine mais aussi dans plusieurs pays africains. Depuis le début de la **guerre en Ukraine**, la Russie a intensifié son offensive diplomatique en Afrique, ce qui pourrait expliquer la réticence de plusieurs États africains à dénoncer l'invasion.

Actuellement, la vague d'insurrections djihadistes à travers le Sahel met des vies en danger, entraîne de nombreuses violations des droits humains et provoque le déplacement de nombreuses personnes. À l'origine, les gouvernements se sont tournés vers la France, l'ancienne puissance coloniale, pour fournir des forces armées. Au Mali, où l'insurrection a pris naissance en 2012, les territoires occupés par les djihadistes ont été reconquis, mais le conflit se poursuit et s'est étendu aux pays voisins. Au fil du temps, le mécontentement s'est accru à l'égard du rôle des troupes françaises, et dans une moindre mesure des forces de l'ONU.

Au Mali, un **coup d'État militaire** en août 2020, suivi du **renversement** du régime civil de transition en mai 2021, a précipité le départ de la France. Suivant la détérioration des relations entre les deux gouvernements, les dernières troupes françaises se sont retirées en août. C'est alors que les forces de Wagner sont intervenues. En raison de l'opacité du groupe, il



Manifestation contre la présence militaire française à Niamey, au Niger, le 18 septembre 2022.

Photo par Boureima Hama/AFP via Getty Images

est difficile d'estimer le nombre de soldats déployés. Alors que la junte malienne a insisté sur le fait que les officiers russes ne jouaient qu'un rôle consultatif, des témoignages indiquent qu'ils sont impliqués dans un conflit actif, et que les civils sont **ciblés**. Parallèlement, l'insurrection continue de **progresser** : comme le montrent certaines études, les violations des droits humains par les forces de sécurité sont un **facteur** clé dans le recrutement des extrémistes.

Ces troupes, accusées d'atrocités, notamment en République centrafricaine (RCA) où le groupe opère depuis longtemps, ne rendent pas de comptes. En outre, les forces de Wagner **extraient** des richesses minérales - elles sont souvent payées en or ou en pétrole - détournant les ressources qui pourraient contribuer au développement pour les remettre au Kremlin.

Au Mali et dans d'autres pays de la région, de nombreuses personnes s'opposent aux troupes françaises. Il y a eu de nombreuses manifestations anti-françaises, avec quelques personnes brandissant des drapeaux russes. Les manifestants sont non seulement en colère en raison du rôle colonial de la France, mais ils considèrent également que les forces françaises sont inefficaces. Les opinions ont été influencées par une **campagne de désinformation** pro-russe déclenchée au Mali et dans **d'autres pays du Sahel**.

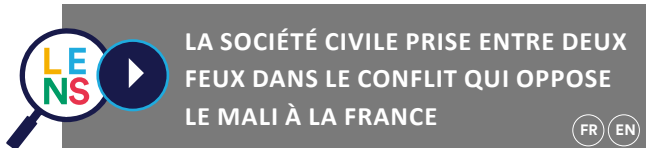
Pour le gouvernement militaire malien, qui fait face à de nombreuses demandes de démission, ce changement est une manière de résister : tandis que la France a condamné le coup d'État, la Russie ne lance évidemment aucun appel à la démocratie. Il n'y a aucun signe de démocratie en RCA, et le Burkina Faso suit une trajectoire similaire après **deux coups d'État** en 2022. En janvier 2023, sa junte a également **demandé** aux troupes françaises de se retirer du pays.

Certains dirigeants de la société civile se sont montrés favorables à une prise de distance avec la France. Mais

en novembre le lien entre la connexion du Mali avec Wagner et le déni de la démocratie est apparu clairement, lorsque la junta a **interdit** les activités des OSC recevant un soutien français, en raison de la suspension par la France de son aide au gouvernement. En conséquence, la capacité de la société civile à fournir une aide humanitaire aux personnes touchées par le conflit et à surveiller le gouvernement a été gravement affectée.

En février 2023, un autre signe inquiétant est survenu avec l'**expulsion** du chef de la division des droits humains de la mission de maintien de la paix de l'ONU, en raison de son choix de témoins de la société civile à propos des violations de droits.

La société civile doit pouvoir effectuer son travail, afin qu'il puisse avoir un débat démocratique sur le rôle des forces russes, une surveillance minutieuse des violations des droits et une discussion sur les alternatives de sécurité durables.



HORS DE L'ÉCRAN RADAR : LES CRISES OUBLIÉES

De nombreux autres conflits et crises ont été éclipsés par la guerre en Ukraine, risquant de se faire oublier, alors qu'ils ont tous changé la vie de ceux qui les ont vécus.

Le contrôle de l'Afghanistan par les talibans a déclenché non seulement une catastrophe en matière de droits humains, mais aussi une crise humanitaire. Plus de la moitié de la population afghane a besoin d'une aide humanitaire et environ 20 millions de personnes souffrent de la faim. Les Nations Unies ont récemment lancé un appel d'aide urgent, mais l'absence de promesses de dons signale que la crise a été globalement oubliée. Des sanctions économiques ont été imposées pour faire pression sur le régime afin qu'il améliore son bilan en matière de droits humains, mais les conséquences humanitaires ont quand même été pesé le plus fortement sur les personnes plus pauvres et plus marginalisées, y compris les femmes et les filles déjà soumises à la pire répression.

Le plaidoyer se concentre aussi sur la décision de la part du gouvernement des États-Unis de geler les avoirs de la banque centrale afghane, qui avaient été récemment **transférés** dans un fonds suisse. La société civile demande leur libération totale et une augmentation de l'aide internationale. Les États du Nord qui occupaient l'Afghanistan avant leur retraite chaotique ont une responsabilité particulière. Ils doivent se laisser guider par les voix de la société civile afghane, tant dans le pays comme dans la diaspora, pour soulager les souffrances humaines et faire pression sur les talibans afin qu'ils cessent leurs violations des droits humains.

Les sanctions imposées à l'État afghan punissent dans les faits l'ensemble de la population afghane. La communauté internationale devrait s'efforcer de différencier entre les sanctions ciblées qui visent des individus au sein des talibans et les projets qui garantissent aux Afghans une chance de survie.



Le Myanmar est également la scène d'un conflit oublié. Février 2023 a marqué les deux ans du **coup d'État militaire**. Le régime militaire a été sanglant : des activistes pour la démocratie ont été exécutés, et des **civils ont été tués** dans des frappes aériennes et sur le terrain militaire qui opposait l'armée à la rébellion armée alliée avec des milices ethniques. Plus d'un million de personnes ont été déplacées. De nombreux membres de la société civile, ainsi que des journalistes et des politiciens de l'opposition, ont été emprisonnés, souvent à la suite de procès injustes devant des tribunaux militaires : on compte **près de 14 000** prisonniers politiques. Les détenus sont soumis à la torture et aux mauvais traitements. De nombreuses OSC ont été contraintes de suspendre leurs activités.

Le mouvement démocratique du Myanmar considère que l'organisation intergouvernementale régionale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'a laissé tomber. Les institutions de défense des droits humains des Nations Unies continuent de recueillir des preuves d'atrocités et, en décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une résolution condamnant les violations des droits commises par l'armée. Mais si certains États ont imposé des sanctions, celles-ci n'ont pas été appliquées à l'entreprise publique de pétrole et de gaz, et de nombreux pays continuent de faire des affaires avec le régime.

La pression de la société civile internationale vise de plus en plus les entreprises qui collaborent avec des sociétés contrôlées par l'armée. Certaines des entreprises ont désinvesti, mais cela a conduit à ce que des actifs clés - notamment un réseau de téléphonie mobile autrefois détenu majoritairement par le gouver-

nement norvégien - soient remis à des alliés militaires. Un désinvestissement responsable est nécessaire, en particulier de la part des entreprises de combustibles fossiles qui continuent à **bénéficier énormément** de leur association avec ce régime sanguinaire.

Je crois que rien n'est éternel et que cela aussi passera. La junte va devoir partir à un moment donné. Nous devons poursuivre notre lutte avec une vision claire de l'avenir, centrée sur les droits humains et la démocratie. Et nous avons besoin du soutien de la communauté internationale pour que ceux qui luttent sur le terrain puissent un jour voir leurs rêves se réaliser.



KYAW WIN

Réseau des droits humains en Birmanie, Myanmar



MYANMAR : LE POUVOIR ÉCONOMIQUE DE LA JUNTE DANS LA LIGNE DE MIRE

EN

Loin de l'attention internationale, une crise apparemment insoluble continue de se dérouler en Haïti. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, la situation est devenue incontrôlable. Dans le vide politique, des gangs criminels ont pris le contrôle de grandes parties de la capitale, terrorisant la population en menant une campagne systématique d'enlèvements. Les journalistes sont **attaqués** tant par les gangs que par les forces de sécurité. En outre, Haïti est en train de vivre une crise alimentaire, avec **près de la moitié** de la population souffrant de faim aiguë. Les effets de la flambée mondiale des prix alimentaires ont été exacerbés par la décision de supprimer les subventions aux carburants en septembre. Cette décision a entraîné une vague de manifestations, d'**émeutes et de pillages**, et l'occupation par des gangs d'un important terminal pétrolier a paralysé Haïti. De nombreuses personnes ont fui le pays, souvent par des voies dangereuses.

En octobre, le dirigeant par intérim d'Haïti, Ariel Henry, a demandé une assistance de l'ONU en matière de sécurité. Mais de nombreux Haïtiens sont inquiets, car les troupes viendront sans doute des États-Unis, qui ont un passé lamentable d'interventions en Haïti. La société civile s'est rassemblée pour proposer un processus consultatif et transitoire pour faire face à la crise et développer la démocratie. Toute réponse internationale doit être éclairée par des voix haïtiennes.



Henry n'a aucune légitimité pour demander une intervention militaire. La communauté internationale peut aider, mais ne peut pas prendre la décision d'intervenir ou pas. Nous devons d'abord avoir une transition politique de deux ans avec un gouvernement crédible. Nous avons des idées, mais à ce stade nous avons besoin de voir cette transition.



MONIQUE CLESCA

Commission de recherche d'une solution haïtienne à la crise



HAÏTI : UNE AUTRE INTERVENTION INTERNATIONALE SERAIT-ELLE UTILE ?

FR EN

Le conflit se poursuit en République démocratique du Congo (RDC), où la force insurrectionnelle du M23 contrôle de grandes parties de la région orientale riche en minerais et où de nombreux groupes armés, dont certains sont liés à des États africains voisins, sont engagés dans une lutte pour le contrôle des ressources. Bien que le gouvernement autoritaire du Rwanda continue à le nier, il est clair qu'il soutient le M23. Le conflit a resurgi avec une avancée du M23 en mars. Un processus de paix de la Communauté d'Afrique de l'Est a abouti à un **accord de cessez-le-feu** en novembre, mais le M23 l'a rejeté et les combats **ont repris** le mois suivant. En janvier 2023, les forces rwandaises

ont **attaqué** un avion de chasse de la RDC, aggravant encore les tensions.

Les civils paient le prix. Selon un reportage, **environ 300 personnes** ont été tuées lors de l'une des pires attaques du M23 en novembre, et on estime qu'environ **cinq millions** de personnes ont été déplacées. Les libertés civiques fondamentales sont également touchées. L'**état de siège** est en place dans deux provinces de l'est depuis mai 2021. L'État a utilisé la force meurtrière contre les manifestations et de nombreux militants de la société civile, journalistes et politiciens de l'opposition ont été arrêtés. La situation risque de s'aggraver à l'approche des élections prévues en décembre 2023.

Dans leur colère et leur frustration face à l'insécurité, les gens ont rejoint des manifestations anti-Rwanda et anti-ONU. Une force de maintien de la paix des Nations Unies est présente en RDC depuis plus de vingt ans. Cependant, à l'instar des forces françaises au Sahel, beaucoup de personnes la considèrent inefficace, et les soldats de la paix ont été accusés de tuer des civils. Les manifestations contre les forces de l'ONU sont devenues violentes en juillet, causant **au moins 36** décès. La société civile rejoint les manifestations, mais elle dénonce également les violations des droits de la part du gouvernement et son incapacité à protéger la population. Elle réclame des forces responsables au niveau local qui, surtout, respectent les droits humains et n'ont pas recours à la violence contre les civils.

La négligence persistante des États démocratiques ne peut qu'ouvrir davantage la porte à l'influence des régimes autocratiques, notamment la Chine et la Russie, dont les ressources minérales séduisent. Les États qui ont construit des bonnes relations avec le Rwanda en ignorant ses violations des droits humains doivent cesser de négliger son rôle évident dans l'alimentation des conflits dans la région.

La communauté internationale a été hypocrite et a toujours donné la priorité à leurs propres besoins. Il est regrettable que les événements récents se produisent dans une région de notre pays riche en minerais. De nombreuses personnes puissantes y ont des intérêts et sont prêtes à faire n'importe quoi pour s'assurer qu'ils soient protégés. C'est pour cette raison que si peu de pays se soulèvent contre ce qui se passe.

ESPOIR NGALUKIYE ET
SANKARA BIN KARTUMWA
LUCHA, RDC



RDC : MANIFESTATIONS CONTRE
L'ONU DÉNONCENT L'AGGRAVATION
DE L'INSÉCURITÉ

FR EN

LA FRAGILITÉ DE LA PAIX EN ÉTHIOPIE

En novembre, un cessez-le-feu négocié par l'Union africaine a mis un terme définitif à deux années de guerre dans la région éthiopienne du Tigré. Le gouvernement fédéral éthiopien a triomphé dans sa bataille contre les forces séparatistes du Tigré et leurs alliés, mais les coûts ont été énormes pour tous. Le nombre de victimes reste controversé, mais il est clair que des centaines de milliers de civils ont été tués et des millions déplacés. Toutes les parties concernées sont **accusées** de crimes de guerre et d'**actes de génocide**. Le blocus du Tigré par l'Éthiopie a précipité une crise humanitaire. Pendant des mois, aucune aide n'a été autorisée à entrer dans le pays, laissant la population dans une situation désespérée de manque de nourriture, d'eau et de soins de santé.

L'espace civique a souffert. Il y a eu une massive campagne d'**emprisonnement** de Tigréens, qui semblent



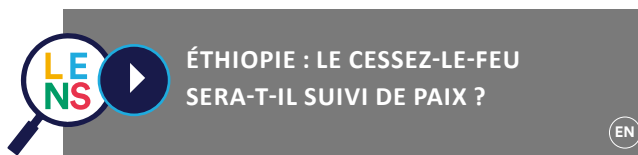
Des personnes manifestent le 30 juin 2022 à Washington DC, États-Unis, pour sensibiliser à la violence contre les Amharas dans la région d'Oromia en Éthiopie.

Photo par J. Countess/Getty Images

avoir été enfermés uniquement en raison de leur appartenance ethnique. Le gouvernement cherchait aussi à contrôler les flux d'informations, en imposant des coupures d'internet et en ciblant systématiquement les journalistes. De nombreux journalistes ont été harcelés, beaucoup ont été **détenus** et plusieurs reporters étrangers ont été expulsés. Certaines OSC internationales fournissant une aide humanitaire ont fait l'objet d'**interdictions**.

Le gouvernement a également **cherché à limiter** la surveillance internationale. La surveillance exercée par les Nations Unies a révélé des preuves de crimes violant le droit international, mais il s'agit probablement d'une **sous-estimation** de l'ampleur réelle des abus. En outre, le gouvernement a refusé de coopérer avec une commission du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies créée en 2021 en réponse au plaidoyer de la société civile.

Il y a encore une rancune considérable, non seulement dans le Tigré mais aussi dans toute la mosaïque complexe d'identités et d'intérêts ethniques et régionaux qui composent l'Éthiopie. Le gouvernement fédéral ne doit pas chercher à imposer une justice des vainqueurs. Il doit investir dans la réconciliation. Tous les crimes commis, y compris ceux du gouvernement central et ses forces alliées érythréennes, doivent être jugés ouvertement de manière à ce que les coupables soient tenus redevables. Le manque de confiance rend d'autant plus important le rôle de la communauté internationale. Mais l'Éthiopie est une autre crise que les États puissants et les organismes internationaux ont négligée - le travail de la commission des Nations Unies, par exemple, manque de ressources. La paix doit maintenant être prise au sérieux.



LA SOCIÉTÉ CIVILE, UN CHEMIN VERS LA PAIX

Hormis le cessez-le-feu en Éthiopie, aucun de ces conflits et crises n'a été résolu dans le nouvel an. Même ce que Poutine pensait sûrement être une attaque éclair en Ukraine a duré plus d'un an. Les conflits et les crises qui s'étendent sur plusieurs années nécessitent une réponse engagée de la part de la communauté internationale, fondée sur l'humanitaire et les droits humains et informée par des voix locales.

D'autre part, le rôle fondamental de la société civile a été reconnu encore en 2022 avec l'**attribution** du prix Nobel de la paix à des activistes et à des organisations du Belarus, de Russie et d'Ukraine, qui luttent pour faire respecter les droits humains au cœur des conflits. Mais leur récompense, au Belarus et en Russie, a été une nouvelle persécution. Cela ne fait qu'illustrer l'énorme distance entre la reconnaissance dont a besoin la société civile et la réalité de sa répression.

Il est impossible de résoudre une crise, de construire la paix et de favoriser la réconciliation en l'absence d'une société civile diverse, dotée de ressources adéquates et de moyens suffisants, travaillant dans des conditions où l'espace civique est respecté plutôt que restreint. Il est grand temps que cette leçon soit apprise.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 Partout dans le monde, les conflits causent des ravages évitables à une échelle incalculable, avec des coûts économiques, environnementaux, sociaux et humains immenses. La société civile doit continuer à plaider et à faire campagne contre la militarisation et le bellicisme et intensifier les initiatives de consolidation de la paix et de résolution des conflits.
- 2 La documentation des crimes de guerre et la collecte de preuves des violations des droits humains constituent la pierre angulaire des efforts visant à faire rendre des comptes. La société civile doit continuer à s'engager dans la collecte de preuves en coopérant avec les institutions internationales de défense des droits humains. Les organisations internationales doivent poursuivre leur travail avec la société civile afin de documenter les violations en vue de poursuites judiciaires.
- 3 La société civile défend depuis longtemps les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées, notamment en fournissant des services essentiels et en défendant leurs droits. Elle doit inciter les États à respecter la Convention de 1951 sur les réfugiés et contribuer à l'élaboration de nouvelles normes internationales reconnaissant la réalité des migrations et les droits des personnes en déplacement.



MOBILISATIONS POUR LA JUSTICE ÉCONOMIQUE





La flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants pousse beaucoup de personnes au bord du gouffre dans le monde entier, les obligeant à descendre dans la rue. En plus des impacts persistants de la pandémie, l'invasion russe de l'Ukraine a joué un rôle majeur, faisant grimper les prix du pétrole, du gaz et des produits de base comme le blé et l'huile de cuisson, tous des exportations importantes des deux pays. En conséquence, plus de 12 500 manifestations ont été recensées en 2022, dans 148 pays de tous niveaux de développement économique.

Généralement, les manifestants ont blâmé les gouvernements, leur demandant de les protéger contre les effets de la hausse du coût de la vie. Dans de nombreux contextes, la colère économique a exacerbé des griefs de longue date concernant le chômage, les bas salaires et l'exploitation des travailleurs, les inégalités économiques et la richesse toujours croissante des élites, la corruption, la mauvaise gouvernance et le déni des droits civils et politiques. Pour beaucoup de personnes qui luttait déjà pour s'en sortir, frustrées par l'absence d'opportunités économiques et contraintes de vivre avec des filets de protection sociale minimaux et des services publics médiocres, la hausse des prix a été le point de basculement. Parallèlement aux manifestations de rue, les gens ont entrepris, dans de nombreux endroits, des actions collectives sous forme de grèves et de campagnes de syndicalisation pour exiger des augmentations de salaire et des droits du travail. Souvent, les gouvernements se sont montrés incapables

d'apaiser cette colère, optant dans de nombreux cas pour une répression violente.

Après une année de difficultés économiques, les gouvernements et les grandes entreprises doivent à nouveau s'interroger. Le système économique mondial actuel, fondé sur une faible réglementation des entreprises et la création de richesses par les élites, ne fonctionne clairement pas pour la plupart des gens. Cette dernière crise devrait susciter de nouvelles interrogations à propos de qui bénéficie réellement des accords économiques, et de la manière dont le pouvoir économique peut être redistribué, tant au niveau mondial que national.

MANIFESTATIONS DANS LE MONDE ENTIER

Très souvent, dans un contexte de colère généralisée face à la hausse des prix, les actions gouvernementales qui ne répondaient pas à la situation et risquaient de l'aggraver ont été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Ces décisions indiquent une déconnexion et un manque de souci pour les citoyens de la part des gouvernements.

Tel a été le cas en Indonésie, où les manifestations ont été déclenchées par une réduction des subventions aux carburants en septembre. La décision a été prise sans consultation, avec des dispositions inadéquates pour les plus démunis et sans investissement dans des solutions alternatives. Avec les étudiants en tête, des

milliers de personnes ont manifesté, ce qui a entraîné une intervention musclée par les forces de sécurité.

Dans le monde entier, les subventions aux carburants doivent être progressivement supprimées pour réduire leurs effets climatiques, mais cette transition doit être juste et ne peut pas mettre la population en danger. L'Indonésie n'a guère fait preuve d'un tel esprit. Au contraire, l'adoption récente d'un nouveau code pénal régressif confère au gouvernement des pouvoirs encore plus importants pour réprimer les manifestations.



INDONÉSIE : MANIFESTATIONS
CONTRE LE PRIX DU CARBURANT ET
LE GOUVERNEMENT AUTORITAIRE

EN

Les manifestations déclenchées par des conflits économiques ont souvent permis d'obtenir des concessions. Cependant, les changements n'ont généralement pas été à la hauteur des demandes des manifestants. Au Panama, en juillet, les manifestations déclenchées par la hausse des prix ont été renforcées par des années de colère contre les gouvernements successifs en raison de la corruption, des inégalités économiques et de la médiocrité des services publics, ce qui remet en cause la réputation de prospérité économique du pays. Des semaines de manifestations menées par des groupes d'enseignants ont permis de plafonner les prix, mais les problèmes plus importants - notamment le manque systéma-

tique d'investissements dans l'éducation - n'ont toujours pas été résolus. On peut s'attendre à plus désaffection générale si les élites politiques continuent à négliger les problèmes de longue date.

Les problèmes immédiats ont provoqué l'explosion du mécontentement social à l'égard des problèmes structurels. Cela a conduit à des manifestations sur des questions telles que la santé, l'éducation, la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

 **EILEEN NG FÁBREGA**
Chambre panaméenne de développement social

PANAMA : APRÈS LES MANIFESTATIONS, LE GOUVERNEMENT TIENDRA-T-IL SES PROMESSES ? ES EN

En Équateur, les prix élevés des denrées alimentaires et des carburants ont déclenché une grève nationale menée par des mouvements autochtones, paralysant le pays en juin. Des actes de **violence** ont été commis de part et d'autre, et les manifestations n'ont pris fin que lorsque le gouvernement a accepté de satisfaire plusieurs revendications, telles que la réduction des prix du carburant et la limitation de l'exploitation minière. Or, de nouvelles manifestations sont à prévoir si le gouvernement ne tient pas à ses promesses – comme cela a souvent été le cas.

Les manifestations sont nées d'une situation de crise nationale - crise économique, de l'insécurité et de l'emploi - qui perdure depuis plusieurs années. Lors des mobilisations précédentes, les revendications des mouvements sociaux, notamment autochtones, n'ont pas reçu de réponse de la part des autorités. L'épuisement et l'usure ont conduit à de nouveaux soulèvements et manifestations.

 **MAURICIO ALARCÓN**
Fondation Citoyenneté et Développement, Équateur

ÉQUATEUR : LES MANIFESTATIONS SONT-ELLES TERMINÉES OU SEULEMENT EN SUSPENS ? ES EN

Au Ghana, la dégradation des conditions économiques a donné lieu à un nouveau mouvement de protestation, Arise Ghana. À l'instar de l'Indonésie et du Panama, la réputation internationale du pays est celle d'une relative stabilité sociopolitique et de réussite. Mais avec une inflation de **37 %** et un tiers des personnes de moins de 30 ans au chômage, beaucoup de personnes vivaient au bord du gouffre même avant l'introduction de nouvelles taxes par le gouvernement, notamment un prélèvement sur les transferts électroniques de fonds. Cet impôt a provoqué des manifestations en juin et la hausse du prix des denrées alimentaires a suscité de nouvelles manifestations en novembre. Les manifestations de juin ont fait de **nombreux blessés** lors d'affrontements entre la police et les manifestants, avec l'utilisation par la police de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

LE SRI LANKA EN CRISE

Une crise économique s'annonçait déjà au Sri Lanka, et les gens savaient à qui s'en prendre. Le président Gotabaya Rajapaksa avait systématiquement limité la dissidence et éliminé les contrepoids de son pouvoir. Cela lui permettait de prendre des décisions économiques de plus en plus autoritaires, notamment une série de projets d'infrastructure financés par la dette. L'interdiction des engrais chimiques, soudainement introduite en 2021, a provoqué une crise alimentaire en 2022. La vie normale s'est arrêtée, avec de longues coupures de courant et des personnes privées de repas. L'inflation a atteint des niveaux record et la

monnaie s'est effondrée. Ce n'est donc guère étonnant que les personnes soient descendues dans la rue au cours de plusieurs mois de manifestations, dans le cadre d'un mouvement uni au-delà des lignes de division habituelles du pays.

Ces manifestations, largement menées par des jeunes et des étudiants, représentent une prise de conscience politique pour des groupes divers de notre nation. De nombreuses femmes, des personnes âgées, des personnes LGBTQI+, des avocats, des membres du clergé, des artistes et des personnalités connues ont pris part aux manifestations. Ils ont renforcé l'esprit de défi, de résistance, de courage et de créativité libéré par la jeunesse, à une échelle sans précédent.

 **RUKI FERNANDO**
militant des droits humains, Sri Lanka

La pression des manifestations a porté ses fruits lorsque le président Rajapaksa a démissionné en juillet. Mais au lieu de ce que les gens demandaient - une nouvelle Constitution avec des poids et contre-poids appropriés pour tenir les dirigeants politiques responsables – ils n'ont obtenu qu'un nouveau président, Ranil Wickremesinghe, issu de l'ancien régime et poursuivant ses méthodes draconiennes. Son imposition de l'**état d'urgence** a donné aux forces de sécurité des pouvoirs supplémentaires pour réprimer les manifestations et **arrêter les dissidents**. Par conséquent, une **répression** violente est survenue, caractérisée par de nombreuses détentions et tortures, alors que la population continuait à réclamer des changements majeurs.

SRI LANKA : LES CHANGEMENTS APPORTÉS NE RÉPONDENT PAS AUX REVENDICATIONS DES MANIFESTANTS EN



Manifestation contre le gouvernement devant le bureau du Premier ministre Edi Rama à Tirana, en Albanie, le 12 novembre 2022.

Photo par Florion Goga/Reuters via Gallo Images

LES EFFETS DE LA GUERRE EN EUROPE

Les répercussions des événements en Ukraine, si près de l'Europe, ont donné lieu à des manifestations à l'approche de l'hiver. En novembre, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue en **Albanie** pour protester contre le coût élevé de la vie et la corruption profonde du gouvernement.

Les difficultés étaient particulièrement aiguës en Moldavie, un pays fortement dépendant du gaz russe à bas prix et des infrastructures électriques de l'ère soviétique situées de l'autre côté de la frontière, en Ukraine. Elle était donc **vulnérable** à la décision de la Russie de **réduire** ses approvisionnements en gaz et à ses frappes aériennes sur le réseau électrique ukrainien.

En 2021, l'élection d'un gouvernement pro-européen en Moldavie a remplacé les politiciens pro-russes corrompus, provoquant la colère de la Russie. Le nouveau gouvernement a accusé la Russie de mener une « guerre hybride ». Or, des milliers de personnes ont manifesté en septembre, et beaucoup d'entre eux ont appelé à des relations plus amicales avec la Russie pour alléger la pression économique dans le pays. Des rassemblements ont été **organisés** par le principal parti de l'opposition pro-russe, dirigé par un fraudeur condamné en exil qui cherche à bénéficier de la profonde inquiétude de la population face à la montée en flèche de l'inflation et des taux d'intérêt. En février 2023, le gouvernement a démissionné, en raison de la crise causée par l'agression russe.

Des événements similaires ont eu lieu en République tchèque, avec une manifestation d'environ 70 000 personnes en septembre qui a fait **converger** des partis d'extrême droite et d'extrême gauche. Comme en Moldavie, les manifestants ont exigé la démission du premier ministre pro-européen et un changement de politique vers la neutralité, la fin des sanctions contre la Russie et la conclusion d'un nouvel accord sur l'ap-

provisionnement en gaz. Certains manifestants portaient des pancartes avec des messages **anti-Union européenne et anti-OTAN**.

Ce fut loin d'être la seule manifestation axée sur l'OTAN, dont l'importance politique a augmenté après la décision par la Finlande et la Suède de rejoindre l'alliance. Avant le sommet de l'OTAN qui s'est tenu en Espagne en juin, plus de **2 000 personnes** se sont mobilisées contre ce qu'elles ont appelé « la guerre de l'OTAN contre la Russie », certaines brandissant des drapeaux soviétiques.

Tous ces exemples montrent que les forces régressives peuvent profiter de la colère économique. Ces événements pourraient se reproduire, notamment si les dépenses de protection sociale sont réduites alors que les budgets militaires augmentent. Mais dans l'ensemble, les manifestations anti-OTAN ont été rares, alors que le contenu anti-OTAN des manifestations économiques a été systématiquement gonflé par la **machine de désinformation russe** ➤. La désinformation a tenté, par exemple, de faire croire qu'une **manifestation syndicale** belge à propos du coût de la vie était une manifestation anti-OTAN.



DES RÉPONSES VIOLENTES

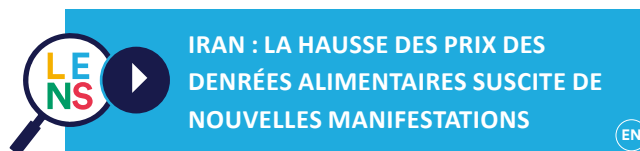
L'augmentation du coût de la vie a suscité de plus en plus de manifestations, même dans les pays fortement réprimés où elles arrivent rarement, et la violence d'État a souvent été la réponse par défaut. Tel a été notamment le cas lorsque les manifestations réclamaient des changements politiques et sociaux plus

profonds. De nombreux gouvernements ont choisi de nier la réalité des problèmes économiques, déclarant que les manifestants n'étaient que des agents étrangers cherchant à provoquer des troubles.

Au Kazakhstan, des manifestations provoquées par la suppression gouvernementale des subventions aux carburants pour les transports ont éclaté en janvier, ce qui représente une rareté dans le pays. La mobilisation a continué, axée sur la corruption, la pauvreté et les inégalités, même après la réintroduction par le gouvernement d'un plafonnement des prix. Le gouvernement a refusé de tolérer des changements, déclarant que les manifestations étaient des actes de terrorisme attisés par l'étranger. Cela l'a permis de justifier son emploi de force meurtrière contre elles, avec le soutien des troupes russes. Plus de 200 personnes ont été **tuées** et beaucoup d'autres ont été **détenues et maltraitées**. Personne n'a été tenu redevable.

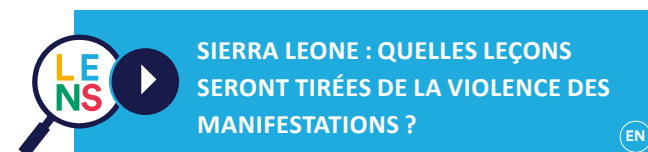


En Iran, la violence meurtrière a été déployée non seulement contre le **mouvement pour les droits des femmes** ➤, mais également contre des manifestations déclenchées par la réduction des subventions alimentaires et l'effondrement d'un immeuble en mai. Alors que les manifestants ont dénoncé les problèmes plus profonds de mauvaise gestion et de corruption, le gouvernement, comme au Kazakhstan, les a dénigrés en les qualifiant d'agents de puissances étrangères, justifiant ainsi une répression meurtrière.



En Sierra Leone, des violences ont été commises de part et d'autre lors de manifestations déclenchées par une forte inflation en août. Plusieurs civils et policiers ont été tués lors de ces violences, et selon des reportages les forces de sécurité ont tiré à balles réelles. Là encore, plutôt que de reconnaître leurs préoccupations légitimes, le gouvernement n'a cessé de dénigrer les manifestants et de qualifier les manifestations d'actes de terrorisme.

La réaction policière a suscité des inquiétudes quant à la façon dont la police est formée pour gérer les manifestations. La police ne s'est pas entretenue avec les groupes d'intérêt pour voir comment organiser les futures manifestations. Il existe des craintes légitimes qu'étant donné l'histoire récente de la Sierra Leone en matière de violence, de chômage élevé chez les jeunes et de difficultés économiques, les manifestations peuvent facilement échapper à tout contrôle et devenir très difficiles à gérer.



Le Liban a également connu des cas de violence contre des manifestants. En effet, la population **se mobilise depuis longtemps** contre les dysfonctionnements de la gouvernance, la corruption, et une économie défaillante qui met beaucoup de personnes en difficulté pour assurer l'essentiel. Dans un cas, des membres de l'armée et de la police anti-émeute ont **agressé** des professeurs d'université lors d'une manifestation de « sit-in ». La situation au Liban a dégénéré au point que de nombreuses personnes ont pris d'assaut des banques pour voler leurs propres dépôts. Les contrôles

stricts des capitaux, malgré lesquels les élites politiques et économiques ont fait sortir clandestinement des fortunes du pays, les ont poussés à de tels actes de désespération. Même dans ce contexte de répression violente, on peut s'attendre à de nouvelles mobilisations réclamant un changement systémique, y compris le remplacement de la classe politique.

Les déposants des banques libanaises sont désespérés car leurs économies ont été gelées et ils ne peuvent donc pas les retirer des banques. La façon dont ils sont maltraités est scandaleuse. Si un déposant se plaint, le personnel de la banque appelle directement la police.

 **ALAA KHORCHID**
Depositors' Outcry Association, Liban



LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

Dans un contexte économique difficile, les travailleurs de nombreux pays ont mené des actions collectives pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail. À plusieurs reprises, les grèves ont été un moyen clé par lequel les travailleurs syndiqués ont cherché à améliorer leur pouvoir de négociation. Les travailleurs de secteurs importants tels que l'éducation, la santé et l'énergie ont été nombreux à se mobiliser.

En octobre, la grève des travailleurs pétroliers français a **bloqué** les raffineries, entraînant une **pénurie généralisée** de carburant. Ils visaient les géants pétroliers Exxon et TotalEnergies qui, comme toutes les

sociétés de ce type, ont enregistré des bénéfices gigantesques en raison de la crise ukrainienne, versant aux actionnaires d'énormes dividendes alors que leurs travailleurs devaient s'affronter à l'augmentation des prix. En juillet, des revendications similaires ont déclenché une grève des travailleurs du secteur pétrolier offshore en Norvège.

En septembre, pendant une grève nationale d'une journée en Uruguay, plus d'un million de personnes **se sont mobilisées** contre les réductions de salaires et les politiques néolibérales. Des dizaines de milliers de personnes ont participé à une **grève** similaire d'une journée en Grèce en novembre. En Italie, la déréglementation néolibérale a attiré de l'attention : les chauffeurs de taxi se **sont mis en grève** en juillet en raison des projets de libéralisation du secteur visant à permettre l'entrée sur le marché de nouvelles entreprises **agressives** telles que Uber.

Le Nigeria a hébergé une **grève de huit mois** des professeurs d'université, qui s'est terminée par **quelques concessions** de la part du gouvernement, mais qui ne répondaient pas aux revendications principales. Inquiets de perdre près d'une année d'enseignement, même s'ils considéraient les revendications des professeurs comme légitimes, les étudiants ont lancé un mouvement appelant les deux parties à se mettre d'accord et aux politiques à donner la priorité au droit à l'éducation avant les élections de février 2023 au Nigeria.

Le gouvernement fédéral et le syndicat nous ont fait sentir à un moment donné que notre éducation ne comptait pas. Chaque fois que les enseignants font la grève, nous devenons des spectateurs passifs, attendant simplement qu'ils décident de la conclure. Nous avons dû leur rappeler que nous sommes importants aussi, et que c'est notre éducation et notre avenir qui sont en jeu.

 **BENEDICTA CHISOM**
étudiante et militante, Nigeria



UNE RÉPONSE RÉPRESSIVE

Du fait que les grèves des travailleurs remettent en cause le pouvoir économique, les États tentent souvent de les étouffer. Au Zimbabwe, un conflit de longue durée sur la baisse des salaires des enseignants a poussé beaucoup d'entre eux à quitter l'enseignement public. Lorsqu'une grève nationale des enseignants a démarré en février, la réponse du gouvernement a été de **suspendre** plus de 135 000 enseignants sans salaire.

En juin, ce sont les infirmières zimbabwéennes qui ont **fait grève** pour dénoncer les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Or en janvier 2023, alors qu'une nouvelle grève était prévue, le gouvernement a adopté une loi **interdisant** au personnel de santé essentiels de faire grève pendant plus de trois jours.

Le Royaume-Uni a pris une mesure similaire contre les grèves généralisées dans le pays, en **annonçant** une proposition de loi visant à obliger les travailleurs de plusieurs secteurs à respecter des niveaux de service minimum.

Lorsque les enseignants hongrois se sont mis en grève en janvier, le gouvernement d'extrême droite a **fait appel** à l'état d'urgence sanitaire pour l'écraser. En septembre, cinq enseignants ont été **licenciés** pour avoir organisé des actes de désobéissance civile.

La situation était similaire au Togo quand les enseignants se sont mis en grève en mars. Le gouvernement a déclaré la grève illégale et a **licencié** 137 enseignants. Suite à une autre grève en avril, d'autres

licenciements se sont ensuivis. En outre, trois dirigeants syndicaux ont été arrêtés à la suite d'une manifestation d'étudiants réclamant le retour des enseignants licenciés. Le gouvernement a également introduit de nouvelles restrictions syndicales dans le code du travail.

Au Vanuatu, les autorités ont **refusé d'autoriser** une grève des enseignants au début de l'année 2022, déclarant que toute personne participante serait sanctionnée.

Au Cambodge le mouvement syndical, autrefois puissant, a été **systématiquement réprimé** par le gouvernement autoritaire. Pendant la pandémie, plus de 1 300 travailleurs de la société de casinos NagaWorld ont été licenciés. Une grève entamée à la fin de l'année 2021 pour réclamer la réintégration des salariés a été déclarée illégale au début de 2022. Les grévistes ont été **arrêtés et inculpés**, et huit d'entre eux ont passé **deux mois** en détention provisoire. Des travailleurs ont également été agressés et harcelés sexuellement.


Au Bangladesh aussi, défendre les droits des travailleurs entraîne des risques importants. En février, lorsque plusieurs travailleurs de l'industrie du textile ont été licenciés, des personnes ont **protesté** en bloquant une route. La réponse policière a consisté dans l'utilisation de matraques et de grenades assourdissantes, blessant au moins 20 personnes.

Dans d'autres pays, l'arme de prédilection était la diffamation : en mai, le ministre du travail du Salvador a **accusé** les personnes participant aux marches de la Journée internationale des travailleurs de soutenir les gangs criminels.

DROITS DES TRAVAILLEURS : VICTOIRES CLÉS

En 2022, l'Ouzbékistan a vécu un moment historique : son industrie du coton a été déclarée libre du travail systémique des enfants et du travail forcé. À un moment donné, on estimait que deux millions d'enfants et un demi-million d'adultes étaient forcés de traiter la récolte annuelle du pays.

Il s'agit d'un énorme succès pour la campagne de la société civile, qui avait notamment incité les entreprises à ne pas utiliser de coton ouzbek tant qu'ils avaient pas éliminés le travail forcé et le travail des enfants. La prochaine étape consistera à mettre fin au travail forcé dans un pays voisin, le Turkménistan.

 Nous demeurons convaincus de l'importance de centrer nos campagnes sur les demandes des travailleurs concernés et de la société civile. Le suivi et le rapport indépendant doivent guider nos efforts. Ainsi, nous avons appris que la défense des droits humains et du travail est un marathon, pas un sprint.



ALLISON GILL
Global Labour Justice - Forum international
des droits du travail




UNE CAMPAGNE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PERMET DE REMPORER UNE VICTOIRE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ EN OUBÉKISTAN

EN

D'autres victoires ont été remportées en Inde en février, où après deux ans de conflit, Shahi Exports, la plus grande entreprise de vêtements de l'Inde, a **accepté** de payer environ 4 millions de dollars de salaires impayés. Cette grande entreprise avait fait l'objet d'une campagne internationale en raison de son refus de payer les augmentations annuelles du coût de la vie.

En avril, l'**accord de Dindigul** a été conclu : une grande entreprise de vêtements, Eastman Exports, a accepté d'éliminer la violence de genre et le harcèlement sexuel au travail, à la suite de discussions avec les syndicats, les groupes de campagne et la chaîne de magasins qu'elle approvisionne, H&M.

 Il s'agit d'une victoire historique en matière de droits du travail pour environ 5 000 travailleurs dalits, principalement des femmes, qui se trouvent au bas de l'échelle du système de castes en Inde. Cet accord est le premier de ce type en Inde : il s'agit du seul applicable aux filatures, et le premier à inclure des protections explicites contre la discrimination fondée sur les castes, un problème qui s'est intensifié pendant la pandémie.



JEEVA M
Syndicat du textile et du travail commun
de Tamil Nadu

S'AFFRONTER AUX GRANDES ENTREPRISES

Les plus grands employeurs font face à de nouveaux défis. Les travailleurs d'Amazon, qui représentent désormais 1,6 million de personnes dans le monde, ont continué à défier les **tactiques antisyndicales** intensives de l'entreprise pour mener des actions collectives et réclamer une reconnaissance syndicale. En avril une reconnaissance syndicale a été votée, suite au premier vote organisé par les travailleurs des entrepôts d'Amazon. L'année a également été marquée par plusieurs grèves à propos des salaires et des conditions de travail. En mai, les travailleurs se sont mis en **grève** sur sept sites en Allemagne. Dans un entrepôt du Royaume-Uni il y a eu des manifestations en août à la suite d'une offre salariale dérisoire. Lors de l'un des plus grands jours de vente de l'entreprise, en novembre, les travailleurs des entrepôts de **plus de 40 pays** ont manifesté et fait grève.

C'était la même histoire chez Starbucks, avec une expansion massive de la reconnaissance syndicale dans de centaines de filiales américaines, malgré l'opposition de l'entreprise. En novembre, les travailleurs de plus d'une centaine de magasins **se sont mis en grève** pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail.

Tant chez Amazon comme chez Starbucks, de nombreuses personnes **affirment** avoir été licenciées sous de minces prétextes en guise de représailles pour s'être organisées. Starbucks est même soupçonné d'avoir choisi de **fermer** les établissements syndiqués. Starbucks a été reconnu coupable d'avoir **violé** le droit du travail en refusant de reconnaître un syndicat à la suite d'un vote dans un magasin de Seattle, tandis qu'en novembre, un tribunal a **ordonné** à Amazon d'assurer aux travailleurs de son entrepôt syndiqué de New York qu'il cesserait les représailles.

Les salariés d'autres entreprises, notamment dans les magasins Apple du Royaume-Uni et des États-Unis, ont également commencé à **se syndiquer**. L'expérience du travail pendant la pandémie a fait que de nombreuses personnes remettent en question les vieilles idées reçues sur ce que les employeurs peuvent exiger et sur ce que constitue un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée. Les grandes entreprises ne devraient plus s'attendre à ce que tout se passe comme elles le veulent.

■ ■ Nous espérons que les efforts de base pourront déclencher un changement transformateur des conditions de travail, les améliorant avec de la dignité et du respect. Les travailleurs à rémunération horaire en ont assez de leurs conditions de travail injustes et fondées sur l'exploitation.

➤ **THERESA HAAS**
Workers United, États-Unis



Christian Smalls, chef du syndicat Amazon Labor Union, participe à une manifestation pro-syndicale, New York, États-Unis, 5 septembre 2022.

Photo par Michael M. Santiago/Getty Images



LES TRAVAILLEURS DE STARBUCKS : UN SUCCÈS PARTAGÉ ?

EN

Dans les pays du Nord global, les progrès tendant à l'équilibre entre les relations et le travail se sont poursuivis grâce au plaidoyer de la société civile en faveur d'une semaine de travail de quatre jours. En 2022, une expérimentation de la semaine de travail de quatre jours sur six mois impliquant 70 entreprises a eu lieu pour la première fois au Royaume-Uni. De nombreuses entreprises qui y ont participé **ont décidé** de rendre le changement permanent, la plupart ayant constaté que la productivité avait augmenté ou avait été préservée.

Le bouleversement des normes sociétales et professionnelles causé par la pandémie de COVID-19 a révélé le potentiel d'autres modèles de travail, tant pour les salariés que pour les employeurs, renforçant la nécessité de repenser les vieux modèles établis.

HAZEL GAVIGAN
4 Day Week Global



LA SEMAINE DE QUATRE JOURS : L'AVENIR DU TRAVAIL ?

EN

LES GÉANTS DE L'INFORMATIQUE AU CENTRE DE L'ATTENTION EN RAISON DE LA DÉSINFORMATION

Concernant les questions relatives à la responsabilité des entreprises, une grande partie de l'attention s'est portée sur les grandes marques technologiques.

Le rachat de Twitter par le milliardaire Elon Musk a mis le réseau social au centre de l'attention publique. Cependant, l'approche non conformiste de Musk a rapidement révélé ses désavantages financiers : en janvier 2023, il a été signalé que les revenus avaient chuté de **40 %**, plus de 500 annonceurs ayant suspendu leurs dépenses. La **position extrême** de Musk en matière de liberté d'expression a vu les **discours haineux** et la **désinformation** monter en flèche, avec l'autorisation de **retour** de certaines personnalités d'extrême droite autrefois suspendues.

Les systèmes de modération ont été démantelés, de nombreux employés ont été licenciés, y compris toute **l'équipe chargée des droits humains**, et le Conseil de confiance et de sécurité de Twitter, un groupe consultatif clé issu de la société civile, a été **dissous**. Mais l'engagement de Musk en faveur de la liberté d'expression a manifestement des limites : en décembre, certains journalistes qui avaient fait des reportages sur Musk et Twitter ont vu leurs comptes temporairement **suspendus**.

De plus, une crise du secteur technologique est en cours : les grandes entreprises ont licencié **plus de 70 000 personnes** l'année dernière. Or, cela signifie qu'il y aura moins de modération, ce qui favorise la propagation de la désinformation et des discours de haine. Mais la suppression d'emplois n'est pas seule à l'origine de la désinformation : celle-ci prospère parce que la controverse favorise les affaires. Le conflit engage les utilisateurs. Les algorithmes sont donc conçus

pour diffuser des contenus de plus en plus extrêmes qui renforcent les croyances préexistantes.

Il y a une dissonance entre le rôle important que jouent les plateformes comme Twitter dans le discours public et le débat politique, et la capacité qu'ont les entreprises privées à fixer les règles. Un débat plus éclairé est nécessaire sur la manière dont l'expression en ligne peut être protégée et dont les discours haineux et la désinformation peuvent être évités.



LES POURPARLERS SUR LE RACHAT DE TWITTER FONT CRAINDRE UNE AUGMENTATION DES DISCOURS HAINEUX

FR ES EN

Spotify, acteur dominant du streaming audio, a également fait l'objet d'une controverse en 2022. L'un de ses podcasts les plus lucratifs, la Joe Rogan Experience, a été accusé de partager à plusieurs reprises de la désinformation sur la COVID-19. Lorsque certains artistes ont menacé de retirer leurs œuvres de la plateforme, l'entreprise a pris des mesures pour clarifier ce qui constitue la désinformation. Mais cette affaire a suscité la question de savoir dans quelle mesure les plateformes en ligne sont ou peuvent être responsables du contenu qu'elles partagent lorsqu'il entraîne des effets néfastes. Les entreprises qui dominent le marché comme Spotify ont une responsabilité particulière et doivent agir avec prudence.



SPOTIFY : AVEC LE POUVOIR VIENNENT LES RESPONSABILITÉS

FR ES EN

VERS UN TRAITÉ TRANSNATIONAL

Cette année a nouvellement montré que les grandes entreprises doivent être tenues de rendre des comptes et ne peuvent pas s'auto-réguler. Bon nombre des violations des droits que la société civile s'efforce de combattre résultent d'actions du secteur privé qui ne sont pas soumises à l'obligation de rendre des comptes, en grande partie grâce à l'influence qu'exercent les grandes entreprises sur les décideurs politiques. C'est pour cette raison que la société civile cherche depuis longtemps à élaborer un traité international qui garantisse le respect des normes fondamentales des droits humains par les grandes entreprises.


Le processus d'élaboration d'un tel traité a débuté en 2014 et sa huitième session de négociations s'est tenue en octobre 2022. Le processus n'a pas encore abouti, mais comme chaque jour sans traité est un jour de plus d'impunité, la société civile fait pression pour que les États s'engagent à le conclure avant 2025.

Le projet actuel témoigne de l'influence de la société civile, notamment dans sa reconnaissance des droits de groupes marginalisés tels que les femmes, les peuples autochtones et les enfants. Mais de nombreux membres de la société civile sont préoccupés par les récentes tentatives d'affaiblissement du texte. Ils font pression pour obtenir des règles claires, notamment concernant les mécanismes qui permettront de garantir la redevabilité des entreprises et l'écoute des victimes, ainsi que la mise en place de sanctions.

L'inégalité de l'adhésion et de la participation des États constitue un défi majeur. Les États du Sud ont en effet largement et continuellement soutenu l'élaboration d'un traité fort, tandis que les États du Nord, dont des États qui prétendent placer les droits humains au cœur de leur politique étrangère, s'y sont opposés ou ont impulsé un accord plus faible et moins contraignant.

Tandis que les États d'Amérique latine participent activement, les États africains sont peu impliqués.

En dépit de la construction de coalitions et d'un plaidoyer impressionnant de la part de la société civile, les possibilités d'influence demeurent essentiellement limitées. Mais ce traité ne peut pas être laissé aux États et aux entreprises. L'engagement continu de la société civile, qui amplifie la voix des personnes les plus touchées par les violations des droits, telles que les femmes, les peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés, sera essentiel si l'on veut aboutir à un traité ambitieux.

 Je m'attendrais à un texte assez bon et reflétant d'une certaine manière le caractère du processus, qui s'est accompagné d'une société civile et de mouvements sociaux très forts. De mon point de vue, le processus a été soutenu non seulement par l'engagement des États à négocier, mais aussi par l'impulsion de la société civile et le dialogue entre tous les acteurs.



FERNANDA HOPENHAYM
Groupe de travail des Nations Unies sur
les entreprises et les droits de l'homme



**UN PROCESSUS AUSSI DIFFICILE
QUE NÉCESSAIRE : VERS UN TRAITÉ
CONTRAIGNANT SUR LES ENTREPRISES
ET LES DROITS HUMAINS**

FR ES EN

L'ATTENTION CENTRÉE SUR LE SYSTÈME D'IMPOSITION

Il existe un autre domaine où une normative internationale plus forte pourrait changer la donne. En novembre, les États africains ont fait adopter une réso-

lution de l'Assemblée générale des Nations Unies afin d'entamer des discussions intergouvernementales en vue d'une convention fiscale. À l'heure actuelle, l'ONU ne joue aucun rôle dans la définition des règles d'imposition mondiales, ce rôle étant revendiqué par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le réseau de 38 des économies les plus riches du monde. L'OCDE fixe des règles à l'avantage des États riches plutôt que dans l'intérêt du monde dans son ensemble.

Comme on pouvait s'y attendre, la résolution a été fortement contestée par de nombreux pays du Nord ; le gouvernement américain a tenté, en vain, de la diluer. Mais elle a reçu le **soutien** de nombreux membres de la société civile qui réclamaient de tels changements depuis des années.

Les militants appellent à une plus grande redevabilité vis-à-vis des affaires fiscales habituellement opaques des sociétés transnationales, qui entraînent une perte de revenu fiscal estimée à **483 milliards de dollars** par an. Ils souhaitent un accord sur un seuil minimum d'imposition des sociétés à l'échelle mondiale afin de mettre fin à la course vers le bas où les États se font concurrence pour attirer les entreprises en offrant les impôts les plus bas, privant ainsi les services publics de revenus. C'est un point sur lequel l'OCDE **n'a pas réussi** à progresser, mais la résolution pourrait ouvrir la voie à la création d'un organe fiscal des Nations Unies. La société civile maintiendra son plaidoyer pour que cela se produise.

UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE BRISÉ

La crise du coût de la vie n'a fait que démontrer que le système économique ne fonctionne pas pour la plupart des gens. C'est un système qui profite à

quelques-uns mais appauvrit des multitudes, et qui provoque des crises économiques périodiques de son propre fait. Ce système semble incapable de surmonter des crises telles que la pandémie et de faire face aux impacts de conflits tels que la guerre en Russie.

Pendant la pandémie, les États du Nord sont intervenus massivement pour protéger les industries et sauver les emplois. Mais les grandes entreprises font encore tout ce qu'elles peuvent pour éviter de payer des salaires et des impôts adéquats, tant dans le Nord comme dans le Sud. Certaines ont largement profité de la pandémie - non seulement les entreprises médicales et pharmaceutiques, mais aussi d'autres, comme celles de services de livraison à domicile, qui reposent souvent sur un modèle de bas salaires et de droits du travail minimaux.

La guerre de Russie n'a été qu'une occasion de plus pour les géants des combustibles fossiles, dont un certain nombre a enregistré des bénéfices records. À l'heure où les entreprises de combustibles fossiles devraient soit se réinventer, soit fermer leurs portes, elles sont en plein essor et une grande partie de leur butin est distribuée aux personnes déjà riches. Leurs activités s'accompagnent d'écoblanchiment, mais manquent d'une transition sérieuse vers l'abandon des combustibles fossiles. Même les impôts exceptionnels sur les bénéfices excessifs ont été controversés et appliqués inégalement. Entre-temps, des millions de personnes ont connu la misère quotidienne en raison de prix inabordables, contraintes de choisir entre manger et se chauffer. Les personnes les plus durement touchées sont celles qui étaient déjà les plus privées d'accès au pouvoir, comme les femmes, les jeunes et les minorités.

Il n'est pas étonnant que beaucoup fassent désormais le lien entre l'injustice économique et l'aggravation du changement climatique. Il est de plus en plus clair que les élites riches sont **disproportionnellement** responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Un système économique qui ne semble pas pouvoir fonctionner sans émissions ni extraction est un système défaillant. Mais au même temps, les personnes en difficulté vont forcément contester la suppression de programmes de subvention des carburants. Il faut trouver des solutions qui fassent payer les pollueurs et non les plus pauvres. La transition écologique doit répondre aux critères de justice économique et sociale.

Les entreprises de combustibles fossiles ne sont pas les seules à être en plein essor. Une **étude** d'Oxfam publiée en janvier 2023 a montré que pendant ces périodes de crise sur crise, les plus riches n'ont fait que s'enrichir. Chaque crise représente une nouvelle opportunité, car le système fonctionne pour les riches. Mais alors que cela devient de plus en plus flagrant, l'inégalité économique sape la légitimité politique.

Les gens voient leurs politiciens côtoyer les élites super-riches lors d'événements tels que le Forum économique mondial. Les politiciens sont soit issus directement de cette élite, avec la même richesse et la même réticence à payer des impôts, soit, au moins, soucieux de l'apaiser. Ce n'est pas surprenant que les élus soient rejetés après chaque mandat, et que certains électeurs soient si réceptifs aux discours populistes qui promettent le changement.

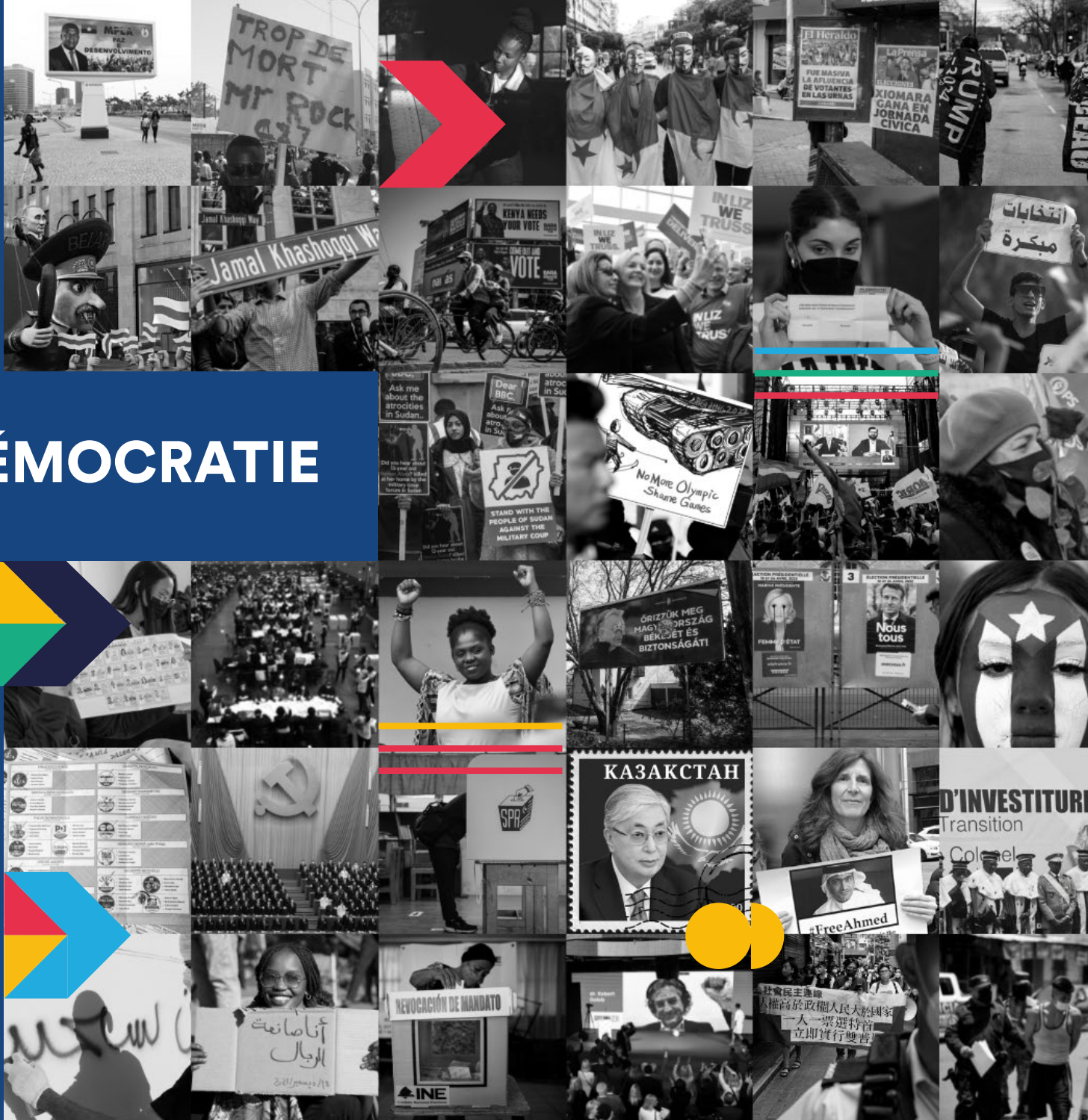
Même certaines personnes très riches ont reconnu que le système est défaillant et ont lancé un **appel** en janvier 2023 pour payer plus d'impôts. L'augmentation des impôts pour ceux qui peuvent se le permettre, y compris des impôts exceptionnels sur la fortune, serait un bon commencement. Mais nombreux sont ceux qui continueront à remettre en question un système qui a permis à une infime minorité de s'enrichir autant, alors que tant de personnes se battent pour assurer l'essentiel. La société civile doit de toute urgence se pencher sur ces questions et veiller à ce que la colère légitime ne soit pas exploitée par des forces régressives.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 La société civile devrait critiquer les défauts structurels du modèle économique mondial actuel, qui profite à quelques-uns tout en laissant un grand nombre de personnes vulnérables à la crise. Le plaidoyer pourrait porter sur le système d'impôts progressifs, incluant par exemple les impôts sur les bénéfices exceptionnels et sur la fortune, sur les planchers de protection sociale, sur le revenu universel de base, sur la reconnaissance des syndicats et sur le renforcement du système normatif des entreprises.
- 2 Une augmentation des dépenses militaires mondiales est prévue, notamment en réponse aux conflits actuels et aux luttes de pouvoir mondiales. De nouvelles campagnes sont nécessaires pour garantir que cette augmentation des dépenses militaires ne détourne pas les fonds publics des politiques sociales nécessaires pour protéger les groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables.
- 3 L'engagement de la société civile en matière de politiques climatiques doit viser à assurer une transition juste qui réponde aux critères de justice économique et sociale. La société civile doit s'efforcer pour garantir que le passage à des modes de production et de consommation d'énergie plus propres permette la création d'emplois de qualité et s'accompagne d'efforts pour protéger les populations des chocs économiques.



DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE





La démocratie reste contestée et sujette à des replis dans le monde entier. En 2022, dans certains pays, les forces démocratiques ont regagné du terrain face aux menaces autoritaires. Mais aucune autoritarisme de longue date n'a fait de progrès significatifs vers la démocratie et il n'y a pas eu de passage de gouvernements militaires au pouvoir civil. Certaines démocraties profondément déficientes ont encore régressé. Les régimes autoritaires de grande envergure internationale, notamment la Chine et la Russie, ont soutenu internationalement le déni des libertés démocratiques.

Partout où les élections ont été libres et équitables, la tendance générale la plus marquée a été celle du rejet du pouvoir en place, les électeurs recherchant la nouveauté politique et adoptant des alternatives qui promettent une rupture avec la politique établie que beaucoup considèrent comme un échec. Par le biais de ces tournants politiques, les électeurs espéraient trouver des solutions à des problèmes de longue date que leurs systèmes politiques se sont révélés incapables de résoudre, tels que l'insécurité, la corruption, la médiocrité des services publics et les inégalités économiques.

Parfois, ce rejet du pouvoir en place a conduit à la victoire de candidats progressistes, alors que d'autres fois, il a signifié un virage régressif. Dans un cas comme dans l'autre, les victoires représentent souvent moins une approbation d'une position politique particulière qu'un verdict sur l'inefficacité et la déception

par rapport aux candidats sortants. Par conséquent, les gouvernements nouvellement élus ont parfois des mandats faibles, et il n'y a aucune garantie que les opportunités ouvertes à la société civile en raison des tournants progressistes dureront. Dans les nombreux pays où les populations sont à bout de souffle, de nouveaux échecs pourraient conduire à une perte de légitimité non seulement des personnes au pouvoir mais aussi de la démocratie elle-même.

DÉMOCRATIE ET DÉSINFORMATION

Les opérations de désinformation ont joué un rôle énorme dans les élections et dans la déformation du discours public. La désinformation a eu une influence sur le référendum chilien, qui s'est soldé par le rejet d'une Constitution progressiste conçue dans le cadre du processus le plus inclusif de l'histoire du pays. Elle a alimenté les attaques contre les droits des femmes lors des élections en Corée du Sud, le candidat vainqueur ayant séduit les jeunes hommes mécontents en conférant une légitimité à des mythes autrefois marginaux selon lesquels les hommes seraient victimes de discrimination. Elle a également laissé sa marque lors des élections au Brésil, où l'ancien président de gauche Lula da Silva a battu de justesse le président d'extrême droite sortant, Jair Bolsonaro, après une campagne polarisée au cours de laquelle il a même dû nier des accusations d'avoir passé un « pacte avec le diable ».



LE PROCESSUS CONSTITUTIONNEL
DU CHILI : RETOUR À LA CASE
DÉPART ?

ES EN



ÉLECTIONS EN CORÉE DU SUD : LA
DÉFAITE DES DROITS DES FEMMES

EN



BRÉSIL : LE MONDE ATTEND LE SECOND
TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

ES EN PT

Aux Philippines, la désinformation a permis la victoire retentissante de Ferdinando Marcos, fils et homonyme d'un ancien dictateur brutal. Sa vice-présidente est la fille du dirigeant sortant, un président autoritaire dont la « guerre contre la drogue » a fait des dizaines de milliers de victimes. Si bien la compétition était loin d'être équitable et que l'achat de votes a joué un rôle, le résultat doit beaucoup à une opération de désinformation agressive et de longue haleine qui a réécrit l'histoire, convainquant de nombreuses personnes que l'époque de la dictature était une période de prospérité et de sécurité. Les attaques contre la société civile **se sont poursuivies** sous la nouvelle administration.

Je crains que dans quelques mois ou années, nous vivrons sous une dictature. Marcos pourrait même réussir à étendre son temps au pouvoir. C'est effrayant parce que les violations des droits humains qui ont eu lieu pendant la dictature de son père demeurent dans l'impunité, et il est vraisemblable que les droits humains soient encore atteints.

 **MARINEL UBALDO**
Living Laudato Si' Philippines



Dans un pays après l'autre, la désinformation partagée et accélérée par les réseaux sociaux a normalisé l'extrémisme et alimenté la violence dans la vie réelle. On peut s'attendre à ce qu'elle continue à représenter une menace majeure pour la démocratie dans les années à venir.

LA NORMALISATION DE L'EXTRÉMISME

En Hongrie, le dirigeant autoritaire Viktor Orbán a triomphé en avril 2022. Les forces anti-droits ont ainsi consolidé leur influence malgré une opposition unie et une campagne axée sur les liens étroits du candidat avec Poutine. Cependant, dans le pays voisin de Slovaquie, l'effort de mobilisation de la large opposition pour chasser le dirigeant populiste a été couronné de succès : le Premier ministre Janez Janša a en effet été battu par un nouveau parti promettant de respecter l'État de droit, de défendre les libertés civiques et de mener une transition écologique.



Les forces politiques extrémistes ont cependant continué à progresser ailleurs. Suite à une campagne dominée par les questions de criminalité et d'immigration, les Démocrates suédois d'extrême droite, autrefois en marge de la vie politique, sont arrivés en deuxième position lors des élections de septembre en Suède. Le nouveau gouvernement de coalition qui s'est formé dépend de leur soutien. Le même mois, les Frères d'Italie, un parti d'extrême droite issu du mouvement néofasciste, sont arrivés en tête des élections en Italie pour diriger le nouveau gouvernement.

Le discours de haine et la désinformation ont joué un rôle important pendant la campagne. Toute la propagande de Meloni se base sur des croyances ultraconservatrices qu'elle justifie grâce à une instrumentalisation de demi-vérités, de faits déformés et de mensonges.

 **OIZA Q OBASUYI**
Coalition italienne pour les libertés et les droits civils



En novembre, les cinquièmes élections israéliennes en deux ans et demi ont vu l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahu reprendre le pouvoir après un mandat de l'opposition. Il y est parvenu en cultivant des liens avec des politiciens d'extrême droite, ce qui a donné naissance au gouvernement ultranationaliste le plus extrême de l'histoire d'Israël. Aujourd'hui, il poursuit ses efforts pour démanteler les contrôles judiciaires et les poids et contrepoids du système politique.



Dans bien d'autres endroits, les forces extrémistes ont gagné d'une manière moins évidente mais tout aussi dommageable : en pénétrant dans le courant dominant et en déplaçant le centre politique. Cela s'est souvent produit lorsque les politiciens traditionnels ont adopté leur rhétorique pour gagner ou consolider leur soutien. Cela montre que les forces politiques extrêmes peuvent gagner même lorsque leurs candidats perdent, car les partis établis consolident leurs propositions.

Les exemples abondent de la normalisation du discours extrémiste, qu'il soit motivé par idéologie ou par opportunité. Même au Portugal, un pays longtemps caractérisé par son immunité au discours d'extrême droite, celui-ci s'est intégré dans la politique électorale lors de l'élection de janvier. De même lors de l'élection présidentielle française : les candidats centristes, dont le président Emmanuel Macron, ont tenté de mettre en valeur leurs propos anti-migrants, en réponse à la menace que représentait la candidate d'extrême droite Marine Le Pen. Bien que Marine Le Pen ait perdu le second tour en avril, elle a enregistré le vote d'extrême droite le plus élevé de son histoire

et a réussi à ancrer le racisme et la xénophobie dans le discours politique dominant.



PORTUGAL :
UNE CONTINUITÉ SURPRENANTE

EN



UN VOTE SERRÉ POUR LA
DÉMOCRATIE FRANÇAISE

EN FR

Le problème dépasse la politique électorale : les actes et les menaces de violence de la part de personnes radicalisées sont devenus un problème croissant dans de nombreux pays comme le Canada, les États-Unis, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande. L'opposition aux mesures de lutte contre la pandémie a souvent été une pente glissante vers les théories du complot, mais le phénomène survivra à la pandémie : de nombreuses autres questions peuvent avoir les mêmes effets, comme l'avortement, les droits des personnes trans et le changement climatique.

En Nouvelle-Zélande, les **manifestations** déclenchées par les mandats temporaires de vaccination en février 2022 sont devenues un aimant pour les extrémistes exprimant une grande variété de griefs et utilisant une rhétorique de plus en plus violente. On trouve parmi eux des personnes farouchement opposées aux politiques de contrôle des armes à feu introduites en 2019 à la suite d'une attaque meurtrière sans précédent de suprémacistes blancs contre deux mosquées.



LES MENACES D'EXTRÊME-DROITE
SUSCITÉES PAR LE DÉNI DE LA
PANDÉMIE

FR ES EN



Une supportrice attend l'arrivée du Premier ministre portugais António Costa lors d'un meeting électoral à Lisbonne, au Portugal, le 28 janvier 2022.

Photo par Horacio Villalobos/Corbis via Getty Images

Les manifestants néo-zélandais ont clairement été inspirés par le blocage des camionneurs à Ottawa, au Canada, qui a débuté le mois précédent. Une manifestation contre le projet de vaccinations obligatoires pour les camionneurs traversant la frontière canado-américaine a rapidement pris de l'ampleur pour accueillir un éventail de théories du complot et d'opinions d'extrême droite, recevant un soutien idéologique et financier immédiat de la part des partisans de Trump basés aux États-Unis. Certains étaient prêts à passer des paroles violentes aux actes : un groupe armé lié aux manifestations a été accusé de comploter pour tuer des policiers.



BRÉSIL : LES INSTITUTIONS ATTAQUÉES

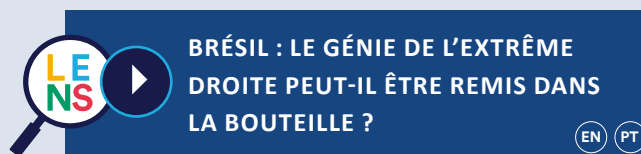
Au Brésil, un second tour serré de l'élection présidentielle, en octobre, a mis fin à quatre années d'un gouvernement d'extrême droite qui a fait des ravages dans les domaines de l'environnement, du travail et des droits sociaux, ainsi que des droits des femmes, des peuples autochtones et des personnes LGBTQI+.

Bolsonaro, un personnage à la Trump qui cherche depuis longtemps à saper la crédibilité du système de vote, n'a accepté que tardivement les résultats, mais n'a jamais vraiment concédé. Les manifestations de ses principaux partisans appelant à une intervention militaire se sont multipliées après l'élection, alors qu'il restait silencieux.

Une semaine à peine après son entrée en fonction, le 1er janvier 2023, le président Lula a dû faire face à une insurrection de partisans mécontents de Bolsonaro, qui ont marché sans entrave pendant des heures vers les sites du pouvoir fédéral dans la capitale, Brasília, arrachant les clôtures sous le regard passif de la police pour finalement envahir et saccager les principaux sites gouvernementaux.

Bien que Bolsonaro n'ait pas personnellement dirigé l'insurrection, il a semé l'idée en diffusant systématiquement la désinformation, en alimentant les doutes sur l'intégrité de l'élection et en dénigrant ses adversaires, rendant leur pouvoir illégitime aux yeux de beaucoup de ses partisans.

Certes, on peut établir des parallèles évidents entre les émeutes brésiliennes et l'attaque du Capitole américain deux ans plus tôt, mais il y a tout de même des différences : au Brésil, elles étaient plus vastes, visant non pas une mais les trois branches du gouvernement, mais heureusement cette fois-ci, personne n'a été tué. Dans tous les cas, comme aux États-Unis, ces événements ont mis en évidence les effets néfastes et continus de l'extrémisme de droite, susceptibles de survivre au dirigeant politique qui les a déclenchés.



UN RÉGIME MILITAIRE PERSISTANT

Aucun des pays qui ont subi des coups d'État militaires ces dernières années, dont la **Guinée**, le **Mali**, le **Myanmar**, le **Soudan** et le **Tchad**, n'a progressé vers un régime civil en 2022. Dans un pays après l'autre, les élections démocratiques annoncées depuis longtemps ont été reportées à plusieurs reprises et les mobilisations pour la démocratie ont été lourdement réprimées.

La dégradation de l'État de droit met en danger la vie quotidienne et les moyens de subsistance des personnes. À cause de la répression et les violations des droits fondamentaux, personne ne se sent en sécurité et la peur se répand. La junte utilise la peur comme un instrument de domination.



En Guinée, la junte militaire au pouvoir depuis septembre 2021 a annoncé son intention de gouverner pendant trois années supplémentaires. Elle a fait suivre cette décision unilatérale d'une interdiction générale des manifestations et d'un ordre de **dissolution** d'une importante coalition pro-démocratique. Lorsque les manifestations en faveur de la démocratie se sont poursuivies malgré tout, elles se sont soldées par des violences meurtrières et la détention de dirigeants. L'armée a clairement indiqué qu'elle n'avait pas l'intention de respecter sa charte de transition et ses promesses de consultation, et n'a accepté qu'à contrecœur, sous la pression de la communauté internationale, de réduire d'un an sa période de transition.

Les militaires répriment sauvagement les citoyens qui se mobilisent pour la démocratie et exigent l'ouverture d'un dialogue franc pour convenir d'un délai raisonnable pour le retour à l'ordre constitutionnel.



ABDOULAYE OUMOU SOW
Front national pour la défense de la Constitution,
Guinée



**MILITAIRES GUINÉENS NE SE
PRESSENT PAS DE REGAGNER LES
CASERNES**

FR EN

Au Soudan, le gouvernement militaire en place depuis octobre 2021 s'est heurté à une forte résistance et à des manifestations soutenues. En décembre, un accord a été signé entre l'armée, les mouvements sociaux et les partis politiques, qui devrait permettre une transition de deux ans vers des élections. Mais les comités de résistance des quartiers soudanais l'ont rejeté. Certains évoquent aussi la peur que même si l'accord débouche sur un régime civil - une issue qui est loin d'être acquise -, il garantisse l'immunité pour les militaires responsables des meurtres de manifestants pour la démocratie.

Nous sommes revenus à la même situation qu'avant la révolution. Nous avons le sentiment que l'ancien régime est de retour : de fait, les militaires ont commencé à nommer partout des fonctionnaires de l'ancien régime. Les activistes, les journalistes et les avocats sont réduits au silence parce que le pouvoir est revenu aux militaires.



NAZIK KABALO
Militante de la société civile, Soudan



**SOUDAN : L'ARMÉE DOIT FAIRE
PLACE À LA DÉMOCRATIE**

EN

BURKINA FASO : RÉGRESSION EN RAISON DU COUP D'ÉTAT

En 2022, le Burkina Faso a connu une profonde régression démocratique avec un double coup d'État.

En janvier, les militaires ont pris le pouvoir, capitalisant sur la colère de la population face à l'insécurité engendrée par l'insurrection djihadiste en cours et l'incapacité du gouvernement à la protéger. En septembre, un chef de l'armée en a remplacé un autre pour exactement les mêmes raisons.

Comme dans certains pays qui ont connu des coups d'État, ces récents mouvements ont bénéficié d'une certaine popularité, y compris parmi certains segments de la société civile. Les échecs du gouvernement destitué ont poussé certains à rejeter le système démocratique dans lequel ils avaient investi tant d'espoirs lors du renversement de l'autocratie en 2014.

Ce dernier coup d'État n'est en aucun cas perçu unanimement par la société civile comme constituant un pas en arrière pour l'agenda de la transition démocratique. De plus, pour une grande partie de la société civile, la sécurité semble être une préoccupation plus urgente et prioritaire que la démocratie.



KOP'EP DABUGAT
Réseau de solidarité avec la démocratie
en Afrique de l'Ouest

L'amélioration de la situation sécuritaire doit être une priorité absolue pour tout gouvernement, notamment en raison de la crise alimentaire à laquelle elle a contribué, avec plus de 630 000 personnes au bord de la famine et des blocages djihadistes empêchant l'aide humanitaire d'arriver là où elle est profondément nécessaire.

La redevabilité démocratique est le seul moyen d'empêcher les violations des droits humains et d'obliger les responsables à rendre des comptes. Mais comme

l'a montré la plus récente répression de la liberté des médias et du droit de manifester, cela ne se fera pas avec un régime militaire.



**BURKINA FASO : UN DEUXIÈME
COUP D'ÉTAT RÉDUIT ENCORE
L'ESPOIR DÉMOCRATIQUE**

FR EN

AUTORITARISME À LONG TERME

Les autocraties de longue date n'ont pas connu d'évolution vers la démocratie en 2022 - même si beaucoup ont organisé des élections symboliques pour tenter d'acquiescer un vernis de légitimité.

Au Bélarus, État satellite de la Russie, un référendum constitutionnel organisé dans un contexte de répression intense a étendu les pouvoirs du président autoritaire Alexandre Loukachenko. Au Turkménistan, le président a profité d'une élection manifestement frauduleuse pour transmettre le pouvoir à son fils tout en continuant à régner en coulisses. Au Kazakhstan voisin, le président Kassym-Jomart Tokayev a remporté un second mandat à l'issue d'un scrutin aussi entaché d'irrégularités que toutes les élections passées du pays, se présentant pratiquement sans opposition après avoir réprimé les rares manifestations avec une violence meurtrière.

Le Kazakhstan a besoin de réformes politiques. Je ne m'attends pas à ce que le gouvernement organise des élections démocratiques dans le futur proche, mais je m'inquiète de l'espace réservé aux médias et aux journalistes indépendants, à la croissance d'une opposition démocratique et au développement de la société civile.



YEVGENIY ZHOVTIS
Bureau International des droits humains et de
l'État de droit du Kazakhstan



Un manifestant écrit le slogan « Le peuple veut la liberté » sur un mur dans le cadre du soulèvement pour la démocratie au Bahreïn en 2011.

Photo par Hamad I Mohammed/Reuters via Gallo Imagesa



UN « NOUVEAU KAZAKHSTAN »,
OU PLUS DE LA MÊME CHOSE ?

EN



BIÉLORUSSIE : LE RÉFÉRENDUM
CÉRÉMONIEL CONFIRME LE
POUVOIR DE POUTINE

EN



TURKMÉNISTAN : LA TYRANNIE SE
TRANSFORME EN DYNASTIE

EN

De même, au Bahreïn, un simulacre d'élection parlementaire a été organisé, au cours duquel aucun membre de l'opposition n'a été autorisé à se présenter, toute expression de dissidence a été réprimée et ceux qui ont osé remettre en cause cet état de fait ont été emprisonnés.

Le seul rôle de cette élection, comme celles de 2014 et 2018, est de donner un vernis de démocratie. Ce n'est qu'une illusion. Mais soyons clairs : c'est aussi l'occasion pour nous de travailler à notre propre renouveau, de repérer les fissures et de les ouvrir.



JAWAD FAIROOZ

Salam pour la démocratie et les droits humains



BAHREÏN : UNE ÉLECTION SANS
LIBERTÉS NE RESSEMBLE PAS À UNE
DÉMOCRATIE

EN

Alors que la possibilité d'un véritable changement était faible dans ces pays, elle semblait possible en Angola. Mais ces espoirs limités ont été anéantis lorsque le président João Lourenço, chef du parti au

pouvoir depuis près d'un demi-siècle, a été réélu en août. Sur un terrain de jeu fortement incliné en sa faveur, dans un contexte d'abstention sans précédent et de plaintes pour fraude, Lourenço n'a obtenu que 51 % des voix. Si le pouvoir est resté entre les mains du parti au pouvoir, la faible marge de victoire a tout de même entretenu l'espoir d'un changement.

Les chances d'une véritable démocratie en Angola sont assez faibles en raison du niveau de corruption électorale du parti-État.

 **PASCOAL BAPTISTINY**
MBAKITA, Angola



Une lueur d'espoir est également apparue au Liban, en proie à une crise, où plusieurs candidats indépendants ont réussi à remporter des sièges parlementaires lors des élections en mai. Les membres du Parlement nouvellement élus, remarquablement plus jeunes, plus divers et avec plus de présence de femmes que les politiciens établis, ont canalisé l'énergie des **manifestations de masse de 2019** pour défier la répartition sectaire traditionnelle du pouvoir.

Cette élection a mis sur le devant de la scène de nouvelles voix qui parlent des droits et indiquent la voie à suivre pour sortir de la crise actuelle.

 **LINA ABOU HABIB**
Institut Asfari pour la société civile et la citoyenneté, Liban



CHINE : RÉGRESSION AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Alors que de nouvelles restrictions aux libertés individuelles semblaient à peine possibles en Chine, le président Xi Jinping a lancé une nouvelle vague de **répression** avant le congrès national du parti communiste en octobre, lors duquel il a été confirmé comme dirigeant du parti-État pour au moins cinq années supplémentaires. La censure et la **répression** de toutes les formes d'expression ont été renforcées pour éliminer toute concurrence et assurer la loyauté indéfectible que le dirigeant et le parti attendent de leurs sujets.



De manière inattendue, cependant, une rare vague de manifestations a éclaté en novembre contre la réponse étouffante du gouvernement à la pandémie, fondée sur un contrôle social strict. Tout en déployant ses habituelles **tactiques répressives** contre les manifestations, le gouvernement a toutefois surpris en faisant marche arrière et assouplissant ses mesures sanitaires. Pour une fois, Xi n'a pas eu l'air de maîtriser la situation, ce qui pose la question de savoir si les Chinois continueront à tester les limites de leur liberté.



Mais les risques que cela comporte ont été clairement mis en évidence par la **répression continue** du mouvement en faveur la démocratie de Hong Kong,

autrefois florissant. Ses dirigeants sont aujourd'hui en prison ou en exil, et le gouvernement chinois est en train d'assimiler Hong Kong au continent, sapant les garanties mises en place lors de la fin de la domination britannique en 1997. Lors d'élections qui n'étaient que symboliques en avril 2022, un seul candidat a obtenu l'approbation du minuscule électorat, soigneusement choisi. Cela n'a donc pas été surprenant que John Lee, ancien chef de sécurité qui avait supervisé la répression brutale des manifestations en faveur de la démocratie, ait été élu chef de l'exécutif.

La Chine a également intensifié sa rhétorique au sujet de Taïwan, indiquant une claire possibilité d'emploi de la force pour annexer ce pays - un objectif central du projet politique de Xi. Taïwan est une démocratie florissante et une réussite économique, et la plupart de ses habitants n'ont aucune envie de perdre leur statut de nation indépendante.

À Hong Kong, la Chine a sévèrement réprimé les mouvements civiques et est allée jusqu'à arrêter des personnes pour avoir un podcast. Elle a fermé toutes les formes d'expression civique, y compris les agences de presse. La Chine fera à Taïwan ce qu'elle a fait à Hong Kong.

 **MIN-HSUAN WU**
Doublethink Lab, Taiwan



Dans les Amériques, trois gouvernements autoritaires se sont distingués par leurs efforts pour consolider leur pouvoir et se protéger contre toute contestation potentielle.

Après sa victoire aux élections grotesques de novembre 2021, le président Daniel Ortega a continué à consolider son totalitarisme au Nicaragua, s'attaquant à toute forme d'organisation indépendante - sociale, commerciale, religieuse ou éducative - et à toute voix qui ose s'écarter de l'orthodoxie idéologique et du culte de son chef. Au cours de l'année, son gouvernement a dissous **plus de 3 000 OSC**, soit près de la moitié du nombre d'organisations enregistrées. La répression a entraîné des déplacements : on estime que **près de 330 000** Nicaraguayens ont quitté le pays en 2022.

En février 2023, le gouvernement a pris la décision inattendue de libérer 222 prisonniers politiques, ce qui semblait aussi arbitraire que la décision de les emprisonner en premier lieu. Si bien cette décision a été saluée par la société civile nicaraguayenne et ses alliés internationaux, elle n'a pas été sans conséquence : les personnes libérées ont été bannies et dépouillées de leur nationalité et de leurs droits civils et politiques.




Confronté à un manque de légitimité, le régime Ortega-Murillo a approfondi sa stratégie d'anéantissement de toute forme d'organisation citoyenne qui n'est pas subordonnée à ses intérêts.

 **MARÍA TERESA BLANDÓN**
Programme féministe La Corriente, Nicaragua


 **LA RÉPRESSION AU NICARAGUA :
SIGNES D'UN RÉGIME DÉSESPÉRÉ ?**  

Un autre exode, mais à bien plus grande échelle, est

venu du Venezuela, où la répression politique, alliée à la corruption et à la mauvaise gestion, a produit une **urgence humanitaire complexe**. Des millions de personnes ont fui.

 **VENEZUELA : LA FIN DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE TELLE QUE NOUS LA
CONNAISSONS ?**  

À Cuba, le gouvernement autoritaire a tout mis en œuvre pour empêcher une répétition des manifestations sans précédent qui ont secoué le pays le **11 juillet 2021**. Tout au long de l'année, il a réprimé et **criminalisé** sans relâche toute expression de dissidence, emprisonnant des centaines de manifestants et d'activistes, condamnant des dizaines d'entre eux à de longues peines de prison et réécrivant le code pénal pour criminaliser toute stratégie d'organisation et de mobilisation utilisée pour exprimer la dissidence. Il n'est pas surprenant que les Cubains fuient également leur pays en nombre record.

 Après les manifestations du **11 juillet 2021** et leur répression, il est devenu plus clair que jamais que les trois seules options qui s'offrent aux Cubains sont la prison, l'exil ou la soumission.

 **CAROLINA BARRERO**
militante de la société civile, Cuba

 **CUBA : UN AN APRÈS LES
MANIFESTATIONS HISTORIQUES EN
FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE**  

 **CUBA : POURQUOI FUIR LE PARADIS ?**  

UNE DÉMOCRATIE ÉRODÉE DE L'INTÉRIEUR

Les élections sont fondamentales pour la démocratie, mais elles ne suffisent pas. Entre chaque élection, la démocratie repose sur de multiples moyens par lesquels les gens peuvent participer, chercher à influencer les gouvernements, surveiller les actions de l'État et exprimer leur dissidence. Mais on observe actuellement une tendance des dirigeants autoritaires populaires qui s'oppose à ces principes : en effet, ils interprètent leur arrivée au pouvoir à l'issue d'élections libres et équitables comme un mandat leur permettant de dépasser les limites de leurs propres pouvoirs et de gouverner à leur guise.


Au Salvador, actuellement plongé dans un « état d'exception » **répressif** de longue durée déclaré en réponse à une vague de violence des gangs, le style de gouvernement du président Nayib Bukele a été qualifié d'« **autoritaire Millennial** ». Celui-ci exploite en effet sa portée sur les réseaux sociaux et son attrait populiste qui continue à donner ses fruits. En septembre, il a annoncé son intention de se présenter aux élections de 2024. Alors même que la réélection est explicitement interdite par la Constitution, une décision judiciaire de la Cour suprême nommée par Bukele a outrepassé l'interdiction. Cela s'est fait à la suite à la destitution de l'ancien tribunal par l'Assemblée législative dominée par Bukele.

Le Mexique a offert un autre exemple de dirigeant élu instrumentalisant les mécanismes démocratiques à ses propres fins : en avril, le président Andrés Manuel López Obrador a bizarrement tenté de renforcer sa légitimité populiste en organisant un référendum de révocation sur lui-même. La ruse s'est retournée contre lui : il a recueilli un grand nombre de voix de ses principaux partisans, mais avec un taux de participation extrêmement faible, la plupart des gens étant restés à l'écart pour éviter de légitimer la manœuvre. Cepen-

dant, la surveillance gouvernementale et les autres restrictions imposées à la société civile et aux médias se sont poursuivies. Actuellement, le rôle de l'armée en matière de sécurité publique ne fait que s'accroître, ce qui accentue la pression sur l'espace civique.

Le gouvernement a renforcé la militarisation non seulement de facto mais aussi de jure, en créant un dense cadre juridique et institutionnel. Cela rend la tendance difficile à inverser. La possibilité d'une érosion de la subordination des militaires au pouvoir civil ouvre un point d'interrogation sur l'avenir de la démocratie.

 **SOFÍA DE ROBINA**
Centro Prodh, Mexique

 **MEXIQUE : LA RUSE DU RÉFÉRENDUM RÉVOCATOIRE NE SATISFAIT PERSONNE** ES EN

De l'autre côté de l'Atlantique, en Tunisie, le président Kais Saïed, qui a dissous le Parlement et pris le contrôle du pouvoir judiciaire en 2021, a fait avancer unilatéralement un processus de réécriture de la Constitution du pays. En juillet 2022, il a entériné ses changements grâce à un référendum constitutionnel dont le taux de participation a été très faible. La nouvelle Constitution supprime les mécanismes d'équilibre des pouvoirs et réduit le rôle du Parlement, permettant à Saïed de concentrer davantage le pouvoir. Des élections législatives ont suivi en décembre, tenues selon de nouvelles règles qui ont affaibli les partis politiques et fragmenté le Parlement, consolidant ainsi le pouvoir de Saïed. Mais là encore, un taux de participation dérisoire a signalé la désaffection générale.

La société civile continuera sa pression et se mobilisera contre toute déviation de la démocratie, étant donné que la nouvelle Constitution confèrera au président des pouvoirs étendus et ouvrira les portes à de nouvelles violations.

 **AMINE GHALI**
Centre de transition démocratique Al Kawakibi, Tunisie

 **TUNISIE : DÉMANTÈLEMENT DE LA DÉMOCRATIE, UNE ÉTAPE À LA FOIS** FR EN

INSTABILITÉ ET VIOLENCE

D'autres systèmes politiques où la démocratie était déjà mise à rude épreuve ont été confrontés à de nouveaux défis en 2022. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Premier ministre James Marape a conservé le pouvoir à la suite d'une élection au cours de laquelle près d'un million d'électeurs - un énorme pourcentage des neuf millions d'habitants du pays - n'ont pas pu voter en raison de l'absence de mise à jour des listes électorales. La frustration qui s'en est suivie a contribué aux violences qui ont fait au moins 50 morts.

 **PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : LE CHAOS ÉLECTORAL POSE DES QUESTIONS D'INTÉGRITÉ** EN

Au Pérou, Dina Boluarte est devenue la sixième présidente en six ans. Elle a prêté serment pour remplacer le président Pedro Castillo, qui a tenté un « auto-coup d'État » en dissolvant le Congrès. Une vague de manifestations a accueilli son investiture, faisant l'objet d'une répression meurtrière qui a coûté une dizaine de vies.

Beaucoup ont considéré la dissolution du Congrès par Castillo comme une violation flagrante de la séparation des pouvoirs et donc comme une tentative de coup d'État présidentiel. Mais ceux qui avaient placé leurs espoirs d'une vie meilleure dans Castillo, un politicien de gauche d'origine modeste, ont considéré sa destitution comme un coup d'État, accusant le Congrès de fautes et exigeant de nouvelles élections. Celles-ci sont nécessaires, mais elles ne suffiront pas à résoudre les graves dysfonctionnements du régime politique péruvien, où les élus ne parviennent pas à gouverner et ne répondent systématiquement pas aux attentes de la population.

 **PÉROU : LA DÉMOCRATIE À LA CROISÉE DES CHEMINS** ES EN

Les élections ont été mouvementées dans de nombreux pays du monde, caractérisées par des contestations des résultats par les élites et des explosions de violence. En Irak, la violence liée aux élections a éclaté près d'un an après le scrutin, face à l'impasse persistante sur la formation d'un gouvernement. Les partisans du leader populiste Muqtada al-Sadr, dont le parti est arrivé en tête du scrutin d'octobre 2021, ont protesté après l'annonce par ce dernier de son retrait de la vie politique. De violents affrontements avec des partisans de partis rivaux ont fait au moins 30 morts.

 **IRAK : LA CRISE POLITIQUE SANS FIN NE PROFITE QU'AUX ÉLITES** EN

Au Kenya, les désaccords autour du résultat de l'élection du 9 août ont été résolus pacifiquement et par les voies institutionnelles. Contrairement à d'autres

élections dans le passé, où les différends ont traîné en longueur, il a fallu moins d'un mois à la Cour suprême pour **confirmer** la victoire de William Ruto, vice-président sortant, avec un peu plus de la moitié des voix. Son adversaire, l'ancien Premier ministre Raila Odinga, avait rejeté les résultats en alléguant sans preuves la corruption et le fraude. Si les craintes de violences électorales ne se sont pas matérialisées, la désaffection signalée par le faible taux de participation demeure un problème à résoudre.

Les gens sont démotivés pour voter parce qu'ils ne voient pas de changement à la suite des élections. La corruption du gouvernement est omniprésente, que ce soit au pouvoir, et les performances économiques sont constamment faibles. Beaucoup de gens pensent que leur voix ne compte pas, ce qui les décourage aussi de voter.

KEN OGEMBO
Siasa Place, Kenya



KENYA : UN PRÉSIDENT ÉLU - OU PEUT-ÊTRE PAS ?

EN

Puisque la non-reconnaissance des résultats de la part des perdants des élections est manifestement souvent un problème, le succès **le plus important** aux Fidji a été le transfert pacifique du pouvoir. Après les élections de décembre, Sitiveni Rabuka a remplacé le Premier ministre de longue date, Frank Bainimarama. Les deux hommes ont déjà mené des coups d'État pour renverser des gouvernements démocratiquement élus, ce qui témoigne de la fragilité des fondations de la démocratie fidjienne. Par ailleurs, des inquiétudes subsistent quant à la volonté de l'armée fidjienne d'accepter un changement politique, notamment en raison de son déploiement alors que les pourparlers de formation du gouvernement étaient en cours.



Des gens passent devant des publicités électorales avant un rassemblement de campagne au stade international Jomo Kenyatta à Kisumu, au Kenya, le 4 août 2022.

Photo par Ed Ram/Getty Images



Au moins, aux Fidji et dans de nombreux autres pays, les gens ont eu la possibilité de voter – ce qui n’est pas encore le cas aux Îles Salomon. Une élection prévue pour 2023 a été repoussée à 2024, parce qu’apparemment le gouvernement ne peut pas se permettre d’accueillir les Jeux du Pacifique et d’organiser une élection la même année. Cette décision, prise par une administration qui coopère actuellement très activement avec la Chine, a été précédée d’attaques contre les libertés des médias. Elle a remis en question la valeur que le gouvernement accorde réellement à la démocratie.



CHANGEMENT PROGRESSISTE

Des changements potentiellement progressistes ont également eu lieu, tant en Océanie que dans les Amériques.

Lors des élections législatives australiennes en mai, le parti travailliste a battu la coalition conservatrice libérale-nationale au pouvoir. Le **gouvernement** de centre-gauche inauguré en juin comprenait un nombre record de femmes et a apporté la promesse d’un revirement par rapport aux politiques de déni climatique de son prédécesseur.



Lors des élections de mi-mandat aux États-Unis en novembre, le **droit à l’avortement** a été très présent dans l’esprit de nombreux électeurs. Cela a contribué à la galvanisation du camp progressiste autour de la défense des droits attaqués, et a abouti à un rejet des mesures anti-avortement au niveau des États et un soutien plus élevé que prévu au Parti démocrate.



En Malaisie, la baisse de l’âge du vote à 18 ans suite à une campagne de la société civile a changé la donne. Bien qu’aucun parti n’ait obtenu la majorité absolue, le processus s’est terminé par l’investiture d’Anwar Ibrahim, opposant de longue date, comme nouveau Premier ministre. Il a promis des réformes et s’est notamment engagé à lever les **lourdes restrictions imposées** à la liberté d’expression - des promesses que la société civile le pressera de tenir.

La politique malaisienne est dominée par les personnes âgées. Maintenant, pour la première fois, les jeunes électeurs pourraient être les décideurs de la Malaisie. Le changement a commencé à se produire avant même l’ouverture des bureaux de vote, de nombreux dirigeants ayant été remplacés par des candidats plus jeunes et les partis ayant adopté des manifestes plus axés sur les jeunes.

 **THARMA PILLAI**
Undi18, Malaisie

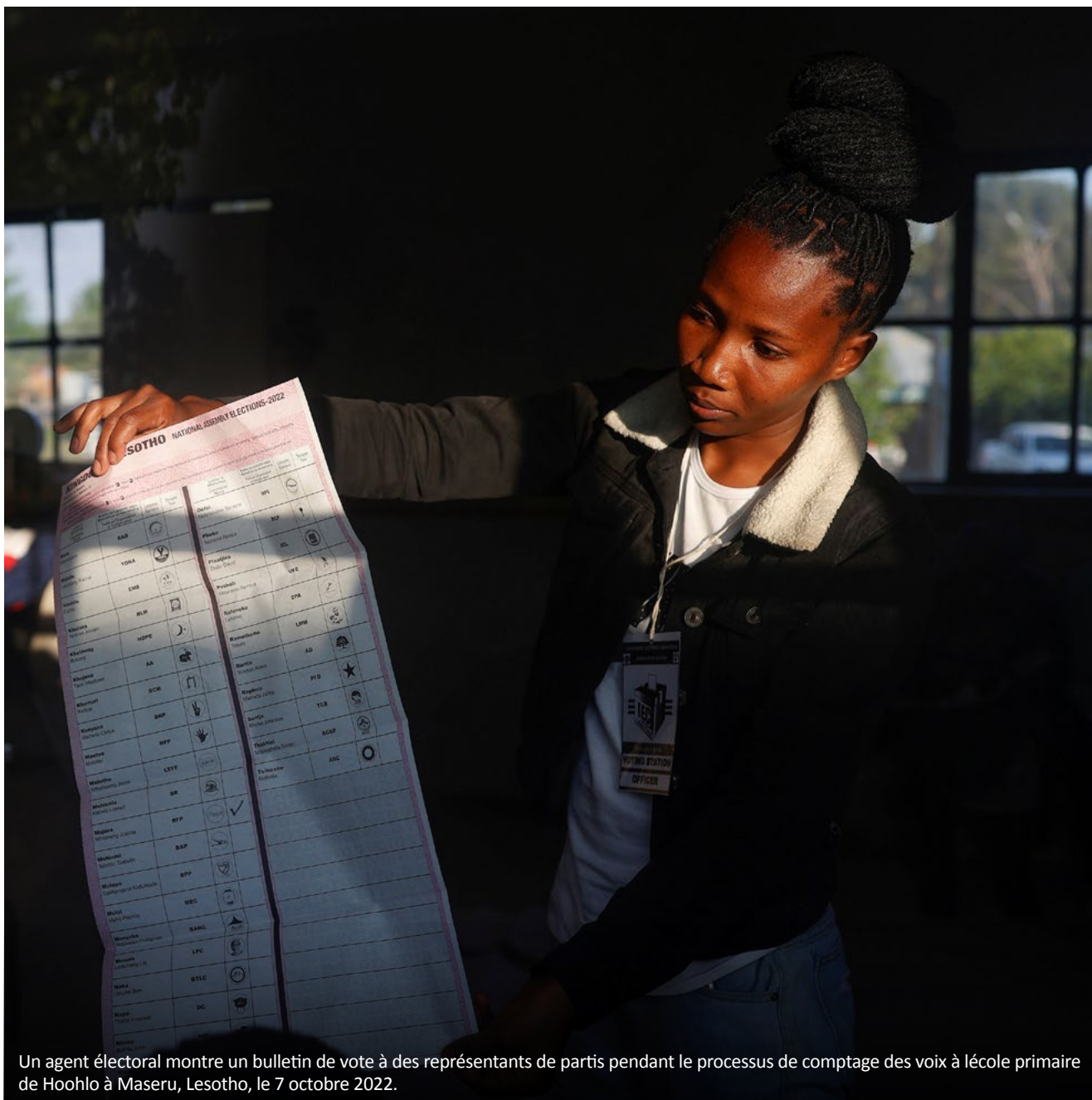


Les espoirs de changement ont augmenté en Amérique latine, où l’année a commencé par l’investiture de la première femme présidente du Honduras, Xiomara Castro, suivie par le début du mandat du **plus jeune président de l’histoire** du Chili, l’ancien leader étudiant Gabriel Boric. L’année a clôturé avec le retour de Lula au Brésil.

Castro, du parti de gauche Libre, est arrivée au pouvoir plus de dix ans après que son mari, l’ancien président Manuel Zelaya, ait été renversé par un coup d’État militaire. Sa victoire, lors d’une élection au taux de participation record, a mis fin à une longue période de dirigeance conservatrice. La démocratie souvent troublée du Honduras semble avoir réussi le test clé d’un transfert de pouvoir démocratique.



À mi-chemin de l’année 2022, Gustavo Petro a été inauguré comme le tout premier président de gauche de Colombie, et la militante écologiste afro-colombienne Francia Márquez est devenue la première femme noire vice-présidente. Leur victoire fait écho aux demandes des **manifestations** qui se sont mobilisées depuis novembre 2019.



Un agent électoral montre un bulletin de vote à des représentants de partis pendant le processus de comptage des voix à l'école primaire de Hoohlo à Maseru, Lesotho, le 7 octobre 2022.

Photo par Phill Magakoe/Gallo Images

Pour que les grands espoirs qu'il a suscités ne s'évanouissent pas, le gouvernement de M. Petro devra remporter quelques victoires rapides, en faisant progresser le processus de paix et en diminuant le nombre d'assassinats de leaders sociaux.

GINA ROMERO
RedLad

LE NS LE VIRAGE À GAUCHE HISTORIQUE DE LA COLOMBIE

ES EN

LE REJET DES ÉLUS

Des pays comme le Brésil, le Chili, la Colombie et le Honduras, où des gouvernements promettant de faire progresser la justice sociale sont arrivés au pouvoir, n'ont pas été les seuls à rejeter les élus. Le changement est également intervenu au Costa Rica, où l'élection présidentielle d'avril a conféré une victoire inattendue à un outsider, Rodrigo Chaves, qui s'est présenté sur un programme anticorruption avec un discours populiste attaquant « la classe politique corrompue ». L'élection a été caractérisée par une apathie que même un second tour serré n'a pu surmonter.

LE NS LE COSTA RICA AUX URNES : VOTE OU JEU D'HASARD ?

ES EN

Le Costa Rica a illustré une tendance plus large. Dans de nombreux pays, les gens sont profondément désenchantés par les performances des gouvernements successifs de diverses couleurs politiques. Certains

expriment leur désaffection en se tenant à l'écart des urnes, tandis que d'autres abandonnent leurs identités politiques traditionnelles, ouverts à toute nouveauté promettant de surmonter les échecs. En conséquence, les votes deviennent de plus en plus fragmentés, de petits changements dans les préférences peuvent entraîner de grands tournants politiques, les résultats des élections deviennent imprévisibles, et de nouvelles forces politiques peuvent émerger apparemment du jour au lendemain.

C'est ce que l'on a vu au Lesotho, où les élections d'octobre ont été remportées par un nouveau parti, Revolution for Prosperity, dirigé par un candidat nouveau sur la scène politique, le magnat des affaires Sam Matekane. Ce tournant est né de la frustration suscitée par un système politique marqué par des discordances internes, des dysfonctionnements et par l'incapacité à s'attaquer à de profonds problèmes économiques et sociaux. Mais maintenant, le nouveau Premier ministre va devoir prouver que son entrée en politique était motivée par autre chose que ses intérêts commerciaux.

Les électeurs s'attendent à ce que les partis politiques s'efforcent d'améliorer la prestation de services. Le Lesotho connaît également des taux de chômage élevés et des problèmes endémiques de violence basée sur le genre et de criminalité. Les gens espèrent que ces questions soient traitées par le nouveau gouvernement.



LIBAKISO MATLHO
Femmes et droit en Afrique australe, Lesotho



**LE CHANGEMENT AU LESOTHO :
COMBIEN, ET POUR QUI ?**

EN

Alors que les élections ressemblent de plus en plus à un jeu de hasard, des résultats tels que la victoire de Chaves pourraient être bien pires : au Costa Rica, les forces fondamentalistes anti-droits attendent leur opportunité, et la désaffection du public à l'égard des candidats nouvellement élus pourrait les catapulter au pouvoir. En Malaisie, un parti islamiste pur et dur a gagné du terrain lors des dernières élections et profiterait très certainement d'un nouveau désenchantement. L'expérience de plusieurs pays européens a montré à quel point la désillusion peut être facilement capitalisée par des forces profondément régressives.

Les vainqueurs des élections doivent comprendre que leurs victoires ont peut-être moins à voir avec ce qu'ils proposent qu'avec le rejet des élus sortants. En tant que nouveaux élus, ils doivent être conscients que les électeurs les jugeront de la même manière. Ils doivent s'efforcer de tenir leurs promesses tout en gardant à l'esprit qu'aucune élection ne donne le mandat de monopoliser le pouvoir : ils ont un devoir, à la fois envers ceux qui ont voté pour eux et ceux qui n'ont pas voté. Les élus doivent protéger les institutions et ne pas manipuler les processus démocratiques qui les ont portés au pouvoir - et qui pourraient éventuellement entraîner leur éviction.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 Les élections libres et équitables sont essentielles pour la démocratie. Afin de garantir que les élections reflètent fidèlement la volonté des électeurs, les groupes nationaux et internationaux de la société civile doivent collaborer pour surveiller les élections et dénoncer tout acte répréhensible.
- 2 Un espace civique sain est le fondement d'une bonne démocratie. La société civile doit œuvrer à la défense de l'espace civique et des contrepoids au pouvoir politique. Ce faisant, elle empêchera l'érosion de la démocratie depuis l'intérieur par les dirigeants démocratiquement élus et contribuera à préserver les conditions de son existence.
- 3 Les tournants politiques peuvent apporter à la fois des défis et des opportunités. Lorsque des changements politiques progressistes se produisent, la société civile doit contribuer à rendre les dirigeants politiques redevables de leurs promesses, tout en se prémunissant contre les réactions régressives.

LUTTES POUR LES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTQI+





Le genre et la sexualité restent au centre d'une guerre culturelle menée par un réseau international bien organisé et bien financé de forces ultraconservatrices qui exploitent ces questions pour en tirer un avantage politique. La société civile continue d'œuvrer pour mobiliser la solidarité et défendre les droits. Malgré l'hostilité, elle a obtenu en 2022 des avancées significatives en matière de droits dans le monde entier.

Cette année nous a rappelé que la trajectoire des droits n'est pas linéaire et qu'elle est réversible : la régression est toujours possible et des droits durement acquis peuvent être perdus. Là où des avancées ont été réalisées, les gens ont obtenu la reconnaissance de droits qui semblaient autrefois impossibles. Or là où il y a eu des régressions, comme dans le cas des droits des femmes dans des contextes aussi différents que l'Afghanistan et les États-Unis, certaines ont clôturé l'année avec moins de droits que ceux dont avaient joui les générations précédentes.

Mais la régression peut aussi être inversée : c'est ce qu'a prouvé la Tanzanie, où, à la suite d'un procès intenté par la société civile, une interdiction de scolarisation des filles enceintes a été annulée. C'est l'une des nombreuses victoires de la société civile dans le monde en 2022.



TANZANIE : UN PAS EN AVANT
ENCOURAGEANT POUR LES DROITS
DES FILLES

EN

L'ÉGALITÉ DES FEMMES : UNE CIBLE EN MOUVEMENT

Les crises récentes ont eu des effets dévastateurs sur l'égalité de genre. La violence basée sur le genre a continué à prospérer dans les situations de conflit, comme la guerre en Éthiopie. Les impacts genrés de la guerre ont été très visibles dans l'Ukraine assiégée : en effet, les femmes et les enfants ont constitué la majorité des huit millions de réfugiés dispersés à travers l'Europe et ont souvent été soumis à des situations dangereuses tels que l'exploitation sexuelle et l'exploitation par le travail.

Les réfugiés sont principalement des femmes et leurs enfants, car la sortie du pays des hommes âgés de 18 à 60 ans est interdite. Comme les femmes représentent une grande partie des réfugiés et qu'elles n'arrivent qu'avec très peu d'affaires, il y a un grand besoin de toutes sortes de produits d'hygiène féminine. Depuis les premiers jours du conflit, notre organisation, Action menstruelle, envoie des produits sanitaires aux réfugiés.



MAGDALENA DEMCZAK
Akcja Menstruacja, Pologne

La pandémie a également eu un impact disproportionné sur les femmes et les filles, augmentant les taux de violence domestique et d'insécurité de l'emploi et diminuant l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, la participation au marché du travail et la scolarisation.

Selon des données de la Banque mondiale, environ 2,4 milliards de femmes en âge de travailler ne bénéficient pas de l'égalité des chances économiques et 178 pays maintiennent des obstacles juridiques qui empêchent leur pleine participation à la vie économique. Dans 86 pays, les femmes sont confrontées à une forme de restriction d'accès à l'emploi, et 95 pays ne garantissent pas un salaire égal pour un travail de valeur égale. Au niveau mondial, les femmes ne disposent toujours que des trois quarts des droits juridiques accordés aux hommes.

De plus, les femmes demeurent largement sous-représentées dans les lieux où se prennent les décisions sur des questions qui les touchent profondément. Cela inclut la crise climatique : les femmes représentaient moins de 34 % des équipes de négociation des pays lors de la conférence sur le climat COP27, et seulement sept des 110 dirigeants mondiaux présents étaient des femmes.

Certains pays ont élu ou investi leur toute première femme dirigeante politique en 2022, à commencer par le Honduras avec Xiomara Castro en janvier. La Slovaquie a élu sa première femme présidente, Natasa Pirc Musar, en novembre, tandis qu'au Pérou, Dina Boluarte a été nommée présidente lorsque le représentant antérieur a été destitué suite à une tentative de dissolution du congrès.

Mais le leadership féminin n'est pas nécessairement une victoire pour les femmes, ce qui a été clairement démontré en Hongrie. En effet Katalin Novak, proche alliée du Premier ministre autoritaire Viktor Orbán et fervente partisane de ses politiques anti-genre,

est devenue la première femme présidente du pays en mai. De même, l'Italie a obtenu sa première Première ministre en octobre, mais sous la forme de la leader néofasciste **Giorgia Meloni** ➤.

Il n'est pas étonnant que l'indice mondial de l'écart entre les genres de 2022 soit pessimiste. Cette analyse des progrès réalisés en matière de parité dans 146 pays a conclu qu'au rythme actuel, il faudra attendre 132 ans pour fermer l'écart mondial entre les genres.

LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE, UN COMBAT PERMANENT

La violence à l'égard des femmes et des filles, qui constitue depuis longtemps la violation des droits humains la plus répandue dans le monde, n'a fait que s'aggraver avec la pandémie. Par la suite, elle s'exacerbe avec chacune des nombreuses crises politiques, économiques et environnementales de 2022.

Au même temps, l'activisme visant à combattre la violence et à faire progresser les droits des femmes a été de plus en plus entravé par la montée des mouvements antiféministes et anti-genre qui nient le problème et refusent de reconnaître la source de la violence basée sur le genre - un système patriarcal persistant qui refuse aux femmes leur statut de sujets de droits à part entière.

» Dans notre société, le corps des femmes est soumis à toutes sortes de violences en raison de la coutume et de la tradition. Cela est renforcé par l'absence de législation sur la violence basée sur le genre, qui pourrait avoir un effet dissuasif. Le discours religieux dégrade les femmes au lieu de renforcer leur rôle dans la société. Le discours public non seulement normalise la violence à l'égard des femmes, mais la justifie également en blâmant la victime.



AZZA SOLIMAN
Centre d'assistance juridique pour les femmes égyptiennes

Dans ce contexte régressif, les mouvements de femmes ont continué à plaider pour le changement tout en s'efforçant de soutenir les survivant.e.s de violences sexuelles et sexistes et en se mobilisant pour dénoncer les actes de violence, ainsi que l'impunité des auteurs de ces actes.



Un exemple clair a été observé en Inde lorsque le gouvernement de l'État du Gujarat a inexplicablement accordé une **libération anticipée** à 11 hommes condamnés pour le viol collectif de plusieurs femmes musulmanes et le meurtre de 14 personnes en 2002. Cette décision a vite fait l'objet d'indignation publique, les gens descendant dans la rue pour demander à la Cour suprême de révoquer cette décision.



Les efforts de plaidoyer déployés depuis des années ont abouti à une victoire en **Indonésie**, malgré d'incessantes campagnes de désinformation anti-droits : en effet, un projet de loi sur la violence sexuelle a été adopté pour criminaliser le mariage forcé et les abus sexuels et renforcer la protection des victimes. En **Espagne**, une « loi de garantie intégrale de la liberté sexuelle », fondée sur le principe du consentement, a été adoptée dans le but de lutter contre l'impunité généralisée des violences sexuelles et sexistes.

» La loi « seul un oui est un oui » est un exemple clair du travail conjoint réalisé par le mouvement des femmes, et en particulier le mouvement féministe, présent dans toutes les sphères, y compris la société civile et le gouvernement.



CARMEN MIQUEL ACOSTA
Amnesty International Espagne



» Il nous a fallu 10 ans pour arriver jusqu'ici. Au cours des dix dernières années, nous nous sommes organisés et avons construit un front uni pour faire pression en faveur d'une loi qui donne du pouvoir aux victimes. Une victoire comme celle-ci confirme la grande influence de notre travail sur la société.



NURIL QOMARIYAH
Perempuan Bergerak, Indonésie



Au niveau européen, la Convention d'Istanbul (la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) a pour objectif de prévenir la violence basée sur le genre, de protéger les victimes et de mettre fin à l'impunité des auteurs. Elle a été renforcée en juillet grâce aux ratifications du **Royaume-Uni** et de l'**Ukraine**. Cela est intervenu un an après la première dénonciation du traité, de la part de la Turquie.

La grève régionale que nous avons organisée le 6 juillet n'était que le début de notre lutte transfrontalière contre les violences sexuelles et sexistes. La solidarité féministe transnationale est vitale. La colère pure et simple face à la situation actuelle a été le moteur de notre mobilisation : nous n'accepterons plus de solutions fragmentaires et inefficaces pour un problème qui est systématique et systémique.

 **BANAN ABU ZAIN EDDIN**
Takatoat, Jordanie

NOUVELLEMENT DANS LA RUE

Après une pause pandémique, les mouvements de femmes ont à nouveau pu descendre en nombre dans la rue à l'occasion de la Journée internationale des femmes (JIF), le 8 mars, pour réclamer l'égalité de genre. Comme on pouvait s'y attendre, les mobilisations ont souvent mis l'accent sur diverses formes de violence basée sur le genre, notamment la violence sexuelle. Ce phénomène a été observé dans un grand nombre de pays, dont l'Argentine, l'Irak et le Kenya, pour n'en citer que quelques-uns, tandis que des manifestations axées sur les féminicides ont eu lieu dans des pays comme le Honduras, le Mexique et la Turquie.

Les femmes se sont mobilisées sur les questions clés de leur contexte : le droit à l'avortement en Pologne, les droits des femmes rurales en Tunisie, la paix et la solidarité avec les femmes et les jeunes filles réfugiées ukrainiennes en Bulgarie, et le régime militaire au Soudan ont été parmi les nombreuses questions soulevées.

 **LA SOLIDARITÉ FÉMININE SE MANIFESTE DE NOUVEAU DANS LES RUES** FR ES EN

La JIF a donné lieu à des demandes de droits économiques : au Chili et au Zimbabwe la question du travail de soins non rémunéré a été soulevée. Cette préoccupation a aussi été évoquée plus tard dans l'année au Royaume-Uni, où la « **Manifestation des mamans** » a exigé une réforme du système de garderies. Il s'agit d'un problème mondial majeur d'égalité de genre : selon les données de l'Organisation internationale du travail, dans 64 pays, plus de 16,4 millions d'heures sont consacrées chaque jour à des soins non rémunérés, dont plus des trois quarts par des femmes. Si elles étaient rémunérées au salaire horaire minimum, ces heures représenteraient 9 % du PIB mondial, soit plus du double de la part représentée par l'agriculture.

 **SÉRIE D'ENTRETIENS JIF 2022** 

Des multitudes de personnes sont également descendues dans la rue en juin et en juillet, saison des marches de fierté dans la plupart des pays du monde, pour réclamer des droits pour les personnes LGBTQI+. Au Chili, les manifestants ont protesté contre la loi sur l'âge du consentement sexuel, qui était discriminatoire envers les personnes LGBTQI+. Peu après, l'âge du consentement a été égalisé pour les couples hétérosexuels et homosexuels par une réforme du code pénal.

Les marches de fierté ont été marquées par un retour aux sources et un radicalisme renouvelé dans des endroits ayant une longue tradition de mobilisation, comme à New York. Là où le contexte était plus compliqué, elles se sont développées afin d'offrir des espaces sûrs aux personnes LGBTQI+, qui étaient bien nécessaires. Tel a été le cas en Tunisie, où la troisième édition du Queer Film Festival, qui s'est tenue

en septembre, a offert aux personnes LGBTQI+ une occasion bienvenue de se rendre visibles et de faire face aux attitudes sociales homophobes, dans un contexte où un président assoiffé de pouvoir diffuse activement des discours de haine homophobe.

 **TUNISIE : UN MOMENT RARE DE VISIBILITÉ LGBTQI+** FR EN

Les événements de la fierté 2023 ont également été marqués par un sentiment d'urgence dans les nombreux contextes où les groupes anti-droits montent une attaque concertée contre les droits LGBTQI+ et spécifiquement contre les droits des personnes trans.

 **FIERTÉ ET POLITIQUE : LES REVENDICATIONS POUR LES DROITS LGBTQI+ DEVIENNENT ENCORE PLUS URGENTES** FR ES EN

En Serbie, des groupes anti-droits s'inspirant à la fois du mouvement chrétien fondamentaliste américain et des nationalistes russes en guerre contre la soi-disant « idéologie du genre » ont tenté de forcer l'annulation de l'événement EuroPride organisé à Belgrade en septembre. Lorsque le défilé a quand même eu lieu, ils se sont rassemblés pour tenter de l'arrêter. Des manifestants violents ont attaqué des policiers et des journalistes et ont tenté de franchir le cordon de sécurité protégeant les manifestants. Certains participants ont même été agressés après l'événement.

 **SERBIE : LES PERSONNES LGBTQI+ CIBLÉES PAR LA RÉPRESSION** EN

TRAJECTOIRES DIVERGENTES SUR LE DROIT À L'AVORTEMENT

Aucune question n'a peut-être été aussi contestée que le droit à l'avortement en 2022. Mais alors que les unes mondiales ont été dominées par la régression, plusieurs pays ont en fait progressé.

En juin, la Cour suprême des États-Unis a reçu de vives réactions d'indignation du monde entier en **annulant** l'arrêt *Roe v. Wade*, qui avait consacré pendant près de 50 ans le droit des femmes de choisir. La décision a laissé la réglementation concernant l'avortement entre les mains des 50 États américains et a eu des effets immédiats dans plusieurs d'entre eux qui avaient introduit des « lois de déclenchement » prenant effet dès l'annulation de l'arrêt. En quelques mois, la moitié des États américains avaient interdit ou fortement restreint l'accès à l'avortement. Les législateurs républicains sont allés encore plus loin en tentant de restreindre la liberté de mouvement et la circulation des médicaments abortifs.

Mais le déphasage des législateurs républicains a été révélé lorsque le droit à l'interruption volontaire de grossesse a été laissé entre les mains des électeurs : cela s'est notamment vu dans certains États lors des **élections de mi-mandat** qui se sont tenues en novembre. En Californie, au Michigan et au Vermont, les électeurs ont approuvé des amendements aux constitutions des États pour garantir le droit à l'avortement et d'autres services de santé reproductive. Les électeurs du Kentucky et du Montana ont rejeté les propositions visant à modifier les constitutions des États pour interdire le droit à l'avortement - tout comme ils l'avaient fait en août dans le Kansas, un État résolument conservateur. Cela suggère que la réaction ultraconservatrice n'est pas en phase avec l'opinion publique. Il s'agit là d'une preuve supplémentaire que, du moins aux États-Unis, il s'agit d'une stratégie venant du haut et mobilisée par des leaders politiques et religieux extrémistes, financée par des fonds considérables.



Des militantes des droits des femmes se rassemblent devant le Palais de justice de Bogota, en Colombie, alors que la Cour constitutionnelle débat de la dépénalisation de l'avortement, le 21 février 2022.

Photo par Guillermo Legaria Schweizer/Getty Images



DROIT À L'AVORTEMENT AUX ETATS-UNIS : RÉGRESSION À CONTRE-COURANT

EN

La dynamique a été complètement différente au sud du Río Bravo. Au cours de l'année qui a suivi l'arrêt historique de la Cour suprême mexicaine de 2021, qui a jugé inconstitutionnel le fait de criminaliser les femmes qui interrompent volontairement leur grossesse au cours des 12 premières semaines, **11 États mexicains** ont modifié leur code pénal pour y inscrire ce droit. Des trajectoires aussi opposées ont donné lieu à la solidarité féministe : les féministes mexicaines ont intensifié le soutien transfrontalier, en s'appuyant sur l'expérience acquise au cours de décennies d'opérations clandestines.

La **vague verte** a également continué à se répandre en Amérique du Sud. En février, la Cour constitutionnelle colombienne a dépénalisé l'interruption volontaire de grossesse jusqu'à 24 semaines. Cette décision, longtemps attendue, est le résultat d'une lutte de plusieurs décennies menée par le mouvement féministe. Cependant, elle a déclenché une réaction anti-droits immédiate, notamment de la part d'initiatives visant à rétablir des lois restrictives.



LA COLOMBIE REJOINT LA VAGUE VERTE

ES EN

Par ailleurs, le Brésil a démontré que la régression peut toujours être inversée lorsque le **Président Lula** a annoncé la sortie du pays de la Déclaration du consensus de Genève, un texte anti-avortement coparrainé par plusieurs dirigeants régressifs, dont l'ancien président Bolsonaro, et signé par 34 pays en octobre 2020.

Plus au sud, ce qui aurait pu être un énorme pas en

avant est devenu une **occasion manquée**, car le projet de Constitution chilienne consacrant les droits sexuels et reproductifs, y compris le droit à l'interruption volontaire de grossesse, a été **rejeté** par référendum en septembre. En conséquence, une loi de 2017 qui n'autorise l'avortement que dans trois circonstances étroites - viol, non-viabilité du fœtus et risque pour la vie de la personne enceinte - reste en vigueur.

LES LUTTES POUR L'ÉGALITÉ LGBTQI+

L'activisme LGBTQI+ est ciblé par ces mêmes alliances bien financées de politiciens d'extrême droite et de chefs religieux fondamentalistes de diverses confessions, qui se mobilisent dans des pays aussi divers que l'Indonésie et les États-Unis.

En Indonésie, malgré les progrès réalisés dans la criminalisation des mariages forcés et des abus sexuels, un nouveau code pénal régressif a été introduit plus tard dans l'année, criminalisant les relations sexuelles extraconjugales avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à un an. Le mariage homosexuel n'étant pas légal, cette disposition criminalise de fait les activités entre personnes du même genre. Le nouveau code reconnaît également au niveau local les lois de la charia qui restreignent les droits des femmes, et impose des restrictions aux libertés fondamentales de croyance, d'expression et de réunion pacifique.

Le gouvernement actuel tente de rallier les groupes fondamentalistes islamiques à sa cause. Il tente de s'assurer leur loyauté en montrant qu'il est prêt à sauvegarder les valeurs religieuses conservatrices. Les droits LGBTQI+ ont été au premier plan des batailles menées par les groupes politiques et religieux fondamentalistes, ils ont donc été les premiers à disparaître.

 **FATIA MAULIDIYANTI**
KontraS, Indonésie



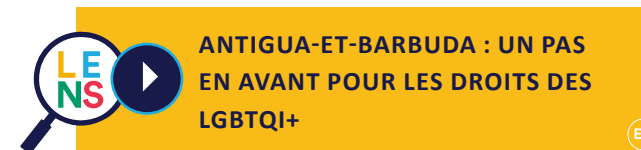
LE NOUVEAU CODE PÉNAL INDONÉSIEN PREND UN VIRAGE POUR LE PIRE

EN

Mais malgré ces revers, les groupes LGBTQI+ du monde entier ont fait avancer deux questions clés : la dépénalisation des relations homosexuelles et le mariage pour tous.

Après des années d'efforts de sensibilisation de la société civile, quatre pays - tous membres du **Commonwealth** - ont abrogé en 2022 les lois coloniales qui criminalisaient les relations entre personnes de même genre. Si la dépénalisation ne signifie en aucun cas la fin de la discrimination et de la violence à l'égard des personnes LGBTQI+, il s'agit d'une première étape essentielle, car la criminalisation - même lorsqu'elle n'est pas pleinement appliquée - permet des violations des droits telles que les arrestations arbitraires, encourageant les forces anti-droits à prendre les choses en main.

En réponse aux actions en justice de la société civile, la Cour suprême des Caraïbes orientales a dépénalisé l'homosexualité à **Antigua-et-Barbuda** en juillet, et à **Saint-Kitts-et-Nevis** en août. La tendance caribéenne s'est poursuivie en décembre, lorsque la Haute Cour de la **Barbade** a jugé inconstitutionnelle la criminalisation des relations homosexuelles.



ANTIGUA-ET-BARBUDA : UN PAS EN AVANT POUR LES DROITS DES LGBTQI+

EN



UNE NOUVELLE AVANCÉE POUR LES DROITS LGBTQI+ DANS LES CARAÏBES

EN



Des militants des droits LGBTQI+ manifestent devant la Maison du Commonwealth pendant la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, le 19 avril 2018 à Londres, au Royaume-Uni.

Photo par Jack Taylor/Getty Images



BARBADE : APRÈS TROIS FOIS, C'EST UNE TENDANCE

EN

À **Singapour**, le Parlement a dépenalisé les relations sexuelles entre hommes en novembre, mais le gouvernement a tenté d'empêcher toute nouvelle avancée, annonçant son intention de modifier la Constitution pour que le mariage soit défini comme étant strictement entre un homme et une femme.



SINGAPOUR : RECONNAISSANCE TARDIVE DES DROITS DES LGBTQI+

EN

Alors qu'au cours de la dernière décennie une vague de dépenalisations a parcouru une douzaine de pays, la majorité des pays du Commonwealth criminalisent toujours les actes entre personnes de même genre. On peut s'attendre à des changements plus progressistes prochainement, notamment dans les Caraïbes, où une initiative de litige entre plusieurs pays porte ses fruits. Mais les militants devront contrer l'influence anti-droit de l'église : le récent sommet mondial des évêques anglicans a réaffirmé de manière régressive les notions d'homosexualité comme péché et de mariage homosexuel comme aberration.



DROITS LGBTQI+ DANS LE COMMONWEALTH : IL EST TEMPS DE CHANGER

EN



L'ÉGLISE ANGLICANE PASSE LE RELAIS DES DROITS LGBTQI+

EN



Le mariage pour tous a été légalisé au **Chili** et est entré en vigueur en **Suisse** - après avoir été approuvé à une écrasante majorité par référendum - en début de 2022. En juillet, le mariage homosexuel a été légalisé par le Parlement d'**Andorre** et à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle en **Slovénie**. Il est également devenu légal à **Cuba** après la ratification d'un nouveau code de la famille par référendum en septembre.

Même en Lettonie, autrefois considérée comme le **pire endroit** de l'UE pour être homosexuel, un certain nombre de progrès ont été accomplis : en effet, un tribunal a rendu la **première décision** du pays concernant les couples de même genre, reconnaissant que leur relation correspond au concept de mariage même si la Constitution définit encore le mariage comme une union entre une femme et un homme.

Au niveau européen, des progrès sont intervenus en janvier 2023 lorsque la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a **établi** que le refus des autorités russes d'accorder une reconnaissance et une protection juridiques aux couples de même genre constituait une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

Fin octobre, le mariage homosexuel est devenu légal dans tout le **Mexique**, les deux États retardataires de Guerrero et de Tamaulipas ayant finalement mis leurs lois en conformité avec un arrêt de la Cour suprême de 2015 déclarant inconstitutionnelle l'interdiction du mariage homosexuel. Dans le même temps, en décembre, le Congrès américain a **adopté** une loi protégeant le mariage homosexuel et les mariages interraciaux au cas où la Cour suprême annu-

lerait l'arrêt les protégeant comme elle l'a fait pour *Roe v Wade*.

Plusieurs États mexicains ont adopté et mis en œuvre des lois sur le mariage pour tous il y a plusieurs années, mais de nombreux obstacles subsistent. La reconnaissance juridique n'entraîne pas un changement social instantané, d'où l'importance de poursuivre les efforts de changement culturel. Les lois peuvent changer très rapidement, et elles changent effectivement du jour au lendemain, mais pas la culture.

 **ERIKA VENADERO**
Réseau national des jeunes divers, Mexique



Mais le Japon a manqué une opportunité en juin, lorsqu'un tribunal d'Osaka a déclaré constitutionnelle l'interdiction du mariage entre personnes de même genre dans le pays. Aux côtés de leurs homologues du monde entier, les militants LGBTQI+ du Japon continueront à faire pression pour faire évoluer l'opinion publique - et donc les législateurs et les juges - jusqu'à ce que l'égalité des droits soit garantie.

Le Japon n'a pas beaucoup progressé en matière d'égalité de genre, sans parler des droits LGBTQI+ et des questions liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Cela se doit au fait que le gouvernement japonais est étroitement lié à des groupes religieux de droite fondés sur le chauvinisme masculin et sur une vision patriarcale de la famille.

 **AKIRA NISHIYAMA**
J-ALL, Japon



D'autres changements juridiques essentiels se sont produits, tels que l'interdiction des « thérapies de conversion » au **Canada**, en **Inde**, en **Israël** et en **Nouvelle-Zélande**, et la réduction ou l'élimination des restrictions aux dons de sang par des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes en **Autriche**, en **France**, en **Grèce**, en **Irlande** et en **Lituanie**.

Des avancées importantes ont été réalisées dans la reconnaissance du droit à l'identité des personnes transgenres et non binaires, même si cela a rendu ces questions l'objet de réactions toxiques, suscitant une panique morale artificielle mobilisée par l'étrange alliance entre les ultraconservateurs et les féministes autoproclamées « critiques du genre ».

Une loi prévoyant une procédure simplifiée pour changer légalement de genre dans les documents officiels est entrée en vigueur en **Suisse** en janvier. En mars, une décision de justice rendue en **Colombie** a permis aux personnes non binaires de faire reconnaître légalement leur genre. En avril, les États-Unis ont commencé à délivrer des passeports avec une **option de genre non-binaire**.

En **Espagne**, un système d'auto-identification a été approuvé en février 2023 pour les personnes qui souhaitent changer légalement leur genre sans avoir à satisfaire à des exigences médicales. Un système similaire a été introduit en **Écosse** fin décembre, mais **bloqué** en janvier 2023 par le gouvernement central britannique, de plus en plus préoccupé par la politique de guerre culturelle.

RÉGRESSION ANTI-DROITS

En 2022, la régression a été multiforme. Aux États-Unis, la guerre culturelle se poursuit dans tous les domaines, y compris celui de l'éducation. Dans de nombreux États, il est interdit aux enseignants de mentionner la sexualité ou le genre en classe, et des livres sont retirés des bibliothèques en réponse aux attaques d'organisations de parents conservateurs mobilisés par la **désinformation**.

Des **centaines** de projets de loi anti-LGBTQI+ ont été introduits dans chaque État au cours de l'année. Nombre d'entre eux **visaient** spécifiquement les personnes transgenres, en se concentrant sur le sport, l'éducation, l'accès aux services de santé, les restrictions aux pièces d'identité et les exemptions religieuses. Bien que ces projets n'aient eu qu'un succès limité jusqu'à présent - seuls 10 % d'entre eux sont devenus des lois - ils ont eu des effets considérables sur la vie des personnes trans, à commencer par les conséquences néfastes du discours dénigrant.

Fortement financé par des fondations américaines conservatrices, le mouvement anti-genre a aussi progressé en Amérique latine. Au Guatemala, il a fait preuve d'audace : le 8 mars, alors que les commémorations de la JIF étaient en cours, le Congrès a adopté une loi augmentant les peines de prison pour l'avortement, interdisant le mariage homosexuel et limitant l'enseignement de la diversité sexuelle. La société civile a rapidement réagi, et alors même que la perspective d'un veto présidentiel a contraint le Congrès à faire marche arrière, cet événement a été un puissant rappel du renforcement des groupes anti-droits, qui tâtent le terrain et travaillent à des objectifs à long terme.



Des militants défilent pour les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ lors de la Journée internationale de la femme 2022 à Guatemala City, au Guatemala.

Photo par Visibles/Facebook

Les groupes anti-droits au Guatemala font partie d'un mouvement transnational très organisé et bien financé qui vise à saper les droits des femmes et des personnes LGBTQI+, ainsi que la participation plus large de la société civile au débat public et à la prise de décision.



GUATEMALA : LE MOUVEMENT ANTI-DROITS MONTRE LES DENTS

ES EN

Au Soudan, les espoirs de nouveaux progrès en matière de droits des femmes, qui avaient commencé avec la transition vers la démocratie en 2019, ont été de courte durée : après la reprise du pouvoir par les militaires, la police de la moralité associée à l'ancienne dictature a été rétablie pour surveiller de près l'apparence et le comportement des femmes.



SOUDAN : LES DROITS DES FEMMES DANS LA LIGNE DE MIRE DE L'ARMÉE

EN

En Russie, autre pays qui inspire les attaques mondiales contre les droits LGBTQI+, l'année a apporté une nouvelle régression. En novembre, une **nouvelle loi** a été adoptée, qui élargit les restrictions imposées par l'État à ce qu'il appelle la « propagande LGBT », rendant illégale pratiquement toute expression publique de l'identité LGBTQI+. Absurdement, l'État considère que les droits LGBTQI+ sont des composants de la « guerre hybride » menée par l'Occident.

En cette fin d'année, les droits des femmes et des personnes LGBTQI+ ont également été menacés conjointement avec la démocratie en Israël, après l'entrée en fonction d'un **nouveau gouvernement** extrémiste et ultraconservateur en décembre.

UN CHAMP DE BATAILLE MONDIAL

Les batailles autour des droits sexuels et reproductifs se sont poursuivies à la Commission de la condition de la femme (CSW), le forum mondial le plus important sur les droits des femmes, qui a tenu sa 66ème session en mars au siège de l'ONU à New York.

Les groupes féministes et LGBTQI+ ont utilisé cet espace mondial pour réaffirmer le droit des femmes à prendre des décisions concernant leur corps et leur vie. Ils ont cherché à protéger le droit à l'interruption volontaire de grossesse, présentant l'accès à l'avortement comme une question de santé publique et de justice sociale fondamentale. Ils ont également exigé la reconnaissance et l'inclusion de toutes les femmes, rejetant la conception étroite de la femme prônée par les forces anti-droits qui excluent les femmes transgenres, et promouvant au contraire une définition intersectionnelle et multiforme des femmes dans toute leur diversité.



SÉRIE D'ENTRETIENS CSW 66



VICTOIRE CONTRE LA RÉACTION ANTI-DROITS À L'ONU

FR ES EN



CSW66 : UN BILAN MITIGÉ POUR LES DROITS DES FEMMES

FR ES EN

Les mêmes lignes de bataille se sont dessinées lorsque le moment est venu de renouveler le mandat de l'expert indépendant de l'ONU sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre en juin. Depuis sa création en 2016, ce bureau a joué un rôle essentiel dans la collecte de preuves, la sensibilisation, et l'établissement de rapports sur le respect des normes relatives aux droits humains par les États. Cependant, les négateurs des droits des personnes LGBTQI+ continuent d'essayer d'entraver son travail : il a fallu des efforts soutenus de la société civile pour obtenir le renouvellement du mandat, s'assurant ainsi que les droits des LGBTQI+ restent à l'ordre du jour de l'ONU, soutenant un allié international clé et assurant un espace critique pour le plaidoyer.

Lors du vote pour le renouvellement du mandat, nous avons vu deux groupes d'États qui ont résisté : d'une part, les pays qui n'ont jamais avancé dans la reconnaissance des droits et dans lesquels il y a beaucoup de résistance au changement, et d'autre part, les pays qui reculent, comme les États-Unis.



TAMARA ADRIÁN
Diverlex, Venezuela

LES FEMMES CONTRE LA THÉOCRATIE

Les mesures prises par les talibans tout au long de l'année, visant à effacer complètement les femmes, constituent vraisemblablement l'exemple le plus extrême de régression. L'Émirat islamique d'Afghanistan, déclaré en septembre 2021, s'est concrétisé le 14 novembre 2022 lorsque son chef suprême a ordonné l'application intégrale de la charia. Cette décision a eu des conséquences profondes et immédiates pour les **personnes LGBTQI+**, qui ont été contraintes de se dissimuler pour survivre, et pour les femmes, qui ont été confinées à la sphère privée, isolées et forcées à se conformer. Pour ces femmes, les derniers espaces qui restaient étaient les universités et les emplois de la société civile : tous deux ont été interdits en décembre. Avant cela, à Kaboul, les femmes avaient déjà été interdites d'accès aux espaces publics tels que les fêtes foraines, les salles de sport et les parcs publics.



Les femmes afghanes ont refusé de se taire, se plaçant au contraire à la tête de la résistance civile. La répression violente les a obligées à s'adapter : les manifestations sont généralement peu nombreuses, tenues à l'intérieur ou en ligne selon les besoins, et les manifestants portent des masques pour protéger leur identité.

Les femmes afghanes ont été la principale force de la résistance civile et non violente aux talibans. La première manifestation dirigée par des femmes a eu lieu quelques jours seulement après la prise de Kaboul par les talibans. Tout a commencé avec quatre ou cinq grands groupes qui protestaient pour le droit des filles à l'éducation, le droit des femmes au travail et la liberté de mouvement.

 **HUMAIRA RAHBIN, ANOUK THEUNISSEN ET MEETRA QUTB**
Afghan Witness, Royaume-Uni

Alors que les talibans consolidaient leur pouvoir en Afghanistan, le régime théocratique iranien, en place depuis longtemps, était confronté à la plus grande menace de son histoire. À la mi-septembre, la mort d'une femme kurde de 22 ans, Mahsa Amini, aux mains de la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles strictes du hijab, a déclenché une vague de mobilisations sans précédent.

Les femmes iraniennes sont régulièrement harcelées en public par des responsables et des sympathisants du régime pour un hijab « mal porté ». Il leur est interdit de chanter, de danser, d'embrasser ou de toucher des hommes qui ne sont pas de leur famille, pour citer quelques exemples. De nombreuses femmes iraniennes sont fatiguées de la surveillance constante de leur apparence et de leur comportement. Elles veulent être libres de mener leur vie comme elles l'entendent.

 **KYLIE MOORE-GILBERT**
chercheuse et défenseuse des droits humains

Les manifestations - initiées par des jeunes femmes, qui ont bientôt été rejointes par leurs camarades de classe, collègues et amis - ont rapidement débouché sur des demandes plus larges de changement politique et social. En conséquence les autorités ont réagi, intensifiant la répression, manipulant le système de justice pénale et recourant à la peine de mort pour punir les manifestants et tenter d'en dissuader d'autres.



À PORTER OU À NE PAS PORTER

En ce qui concerne les vêtements, la libération ne consiste pas à porter ou à ne pas porter un article particulier, mais à choisir ce que l'on veut porter.

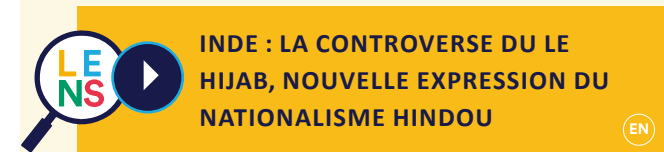
Alors qu'en Iran, un hijab prétendument « mal porté » a déclenché la contestation la plus large et la plus durable que le régime théocratique du pays ait jamais connue, en Inde, le hijab est devenu un symbole de dignité, de fierté et de résistance face à une vague d'islamophobie qui se propage.

Au début de l'année 2022, dans le cadre d'une action menée par le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi pour attiser les divisions religieuses à des fins politiques, les étudiants musulmans de certaines régions du pays se sont vu interdire le port du hijab en classe. D'un seul coup, ils ont subi des violations de leurs droits à la libre expression, à la libre manifestation de leurs croyances religieuses et à l'éducation.

L'interdiction du hijab est une violation complète des droits des femmes à exprimer leur propre identité. Ça devrait être à moi de choisir de porter ou non le hijab.

 **SYEDA HAMEED**
Forum des femmes musulmanes, Inde

Mais cette fois-ci, il se peut que les populistes de droite aient choisi la mauvaise cible. Les femmes musulmanes indiennes ont résisté, refusant d'être les pions d'un jeu politique.





Des membres de la diaspora iranienne protestent contre l'exécution de manifestants iraniens le 17 décembre 2022 à Lisbonne, au Portugal.

Photo par Horacio Villalobos/Corbis via Getty Images

La théocratie iranienne a résisté aux vagues de manifestation passées, mais le mouvement sans leader et sans peur auquel elle s'oppose actuellement représente un plus grand défi. Convaincus qu'ils ont plus à perdre s'ils restent chez eux et acceptent le statu quo, les jeunes manifestants continuent à se battre. Mais le succès est loin d'être garanti : le régime qu'ils affrontent demeure une force redoutable.

La suite des événements dépendra de la capacité des manifestants - les ressources qu'ils peuvent rassembler, les groupes qu'ils peuvent réunir, le leadership qu'ils construisent et le récit collectif qu'ils produisent à partir d'histoires personnelles convaincantes - et des influences et pressions internationales.



SOHRAB RAZAGHI
Activistes Volontaires, Pays-Bas



**IRAN : LES MANIFESTANTES
POURRAIENT-ELLES FAIRE TOMBER LA
THÉOCRATIE ?**

EN

En Iran comme ailleurs, l'avenir est incertain, mais une chose semble claire : dans la lutte pour les droits, il peut y avoir des défaites, mais dans tous les cas le désir de changement ne peut s'éteindre. Là où l'oppression règne, la résistance refera surface.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 Face aux attaques intenses contre l'égalité de genre et les droits sexuels et reproductifs, la solidarité transnationale de la société civile est plus nécessaire que jamais pour sensibiliser, partager des stratégies, mettre en commun des ressources et réagir.
- 2 Compte tenu du rôle crucial des mobilisations de rue en réponse aux attaques contre l'identité de genre et les droits sexuels et reproductifs, la société civile doit se concentrer sur la sauvegarde de la liberté de réunion pacifique, notamment en veillant à ce que les auteurs de violences contre les manifestants soient tenus redevables.
- 3 Les litiges stratégiques aux niveaux national et international se sont avérés être une stratégie efficace pour étendre les droits. La société civile doit s'engager auprès des tribunaux et des institutions de défense des droits humains pour réaliser de nouveaux progrès.



MISE EN GARDE SUR L'URGENCE CLIMATIQUE





Cette année, la société civile a encore agi pour éviter les pires conséquences de ce qui est reconnu de plus en plus comme une triple crise planétaire, avec les menaces du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution. Mais ce fut aussi une autre année d'action insuffisante de la part des États, du secteur privé et du système international.

La société civile s'engage dans tous les domaines possibles, cherchant des réponses pour atténuer les pires impacts du changement climatique et mettant en œuvre des projets pratiques pour améliorer l'adaptation, à travers tous les moyens possibles : manifestations dans la rue et actions directes, ainsi que du plaidoyer, des actions juridiques et un engagement au niveau international. La volonté de prévenir les pires impacts de la crise continue de venir de la société civile.

UN MONDE TOUCHÉ PAR DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les phénomènes météorologiques extrêmes continuent de ravager le monde, avec des conséquences tragiques. En effet, la probabilité et la gravité de celles-ci sont clairement augmentés par le changement climatique.

Une chaleur extrême a frappé l'Inde, interrompant la vie normale. Les inondations ont fait des centaines de morts et des milliers de sans-abri en Afrique du

Sud. Au moins **15 000 décès** ont été attribués à la vague de chaleur estivale qui a **battu des records** en Europe. Enfin, des précipitations record ont inondé un tiers du Pakistan, causant **plus de 1 700 décès**. Ceux-ci ne sont que quelques-uns des nombreux événements de ce type survenus en 2022.



PAKISTAN : LES EFFETS MORTELS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

EN

Plusieurs de ces situations d'urgence ont révélé une planification et une coordination inadéquates, un manque de consultation des communautés et de la société civile, ainsi que des ressources insuffisantes pour la préparation et la réponse aux catastrophes. Néanmoins, la société civile a fait de son mieux pour combler les lacunes et répondre aux besoins urgents. Un énorme effort volontaire s'est mobilisé au Pakistan, notamment avec une grande mobilisation des jeunes pour secourir les personnes affectées, distribuer de l'aide et collecter des fonds. L'action au niveau local a été tout aussi importante en Inde, en Afrique du Sud et dans les nombreux autres endroits frappés par une catastrophe liée au climat en 2022.



AFRIQUE DU SUD : LES EFFETS MORTELS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

EN



INDE : DES VAGUES DE CHALEUR TERRIBLES ENTRAÎNENT UNE RÉACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

EN

COP27 : TROP PEU, TROP TARD

La situation critique du Pakistan, comme celle de nombreux autres pays, témoigne d'une grande injustice : les émissions ont été causées de manière disproportionnée par les pays du Nord, mais elles ont un impact disproportionné sur le Sud, c'est-à-dire sur les pays qui ont le moins contribué à la crise et qui ont le moins de ressources pour y répondre. Le Pakistan, par exemple, produit moins d'un pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre mais figure parmi les **dix pays les plus touchés** par le changement climatique.

La réponse locale est vitale pour réduire la souffrance humaine, mais un changement mondial est nécessaire pour faire face à un problème qui affecte la planète entière. Les sommets annuels de la Conférence des parties (COP) sur le climat représentent l'opportunité la plus importante au niveau mondial, mais le dernier, la COP27 qui s'est tenue en novembre, n'a nouvellement pas tenu ses promesses.

La COP27 était peu prometteuse avant même de commencer. Elle était accueillie par l'Égypte, un État autoritaire qui réprime impitoyablement la société civile. Il était donc beaucoup plus difficile pour la société civile nationale et internationale d'exercer une

pression en faveur d'accords ambitieux, comme elle le fait habituellement lors des sommets de la COP. La décision de l'ONU d'attribuer le sommet à l'Égypte reflète un manque de reconnaissance du rôle vital de la société civile dans l'action climatique.

Il est inacceptable de tenir une COP dans un pays comme l'Égypte où l'espace civique est fermé. Cela n'aurait pas dû avoir lieu, et je n'ai aucune idée de comment quelqu'un a pu penser qu'une conférence comme celle-ci pourrait se tenir dans un environnement aussi restreint.



Avant le sommet, de nombreux activistes qui avaient appelé à des manifestations ont été **arrêtés**. Les participants de la société civile **se sont plaints** du harcèlement et de l'intimidation. Mais la société civile a également profité de l'attention du monde entier pour attirer l'attention sur le catalogue de violations des droits humains du gouvernement égyptien et sur ses milliers de prisonniers politiques.



À la fin du sommet, des décennies de plaidoyer de la société civile ont finalement porté leurs fruits lorsque les États ont accepté de créer un fonds pour faire face aux pertes et dommages causés par le changement climatique. Cette décision a été prise lorsque les États du Sud, soutenus par la société civile, ont refusé de tolérer tout nouveau retard de la part des États riches. Les États du Nord ont longtemps résisté, notamment parce qu'ils voulaient empêcher tout débat sur les réparations des crimes coloniaux. Mais le Pakistan, en tant que président du groupe G77 qui rassemble 134

pays du Sud, a présenté un argument moral fort en soulignant les effets dévastateurs des inondations.

Il ne s'agissait que d'une première étape. Un « comité de transition » fera des recommandations sur un fonds pour les pertes et dommages lors de la COP28 en décembre 2023. Le plaidoyer devra continuer afin de s'assurer que le fonds se concrétise et qu'il soit adéquat et efficace. Les activistes continueront à œuvrer pour que des progrès plus importants soient réalisés en matière de financement de la lutte contre le changement climatique. Ils insisteront également sur la nécessité d'un financement adéquat pour la réduction des émissions, l'adaptation et les pertes et dommages, ainsi que pour mettre fin aux incitations financières extractives. En outre, ces propositions incluent de plus en plus des demandes de réforme d'institutions telles que la Banque mondiale.

Bien que la COP27 ait pris des mesures timides pour répondre aux dommages déjà causés par le changement climatique, elle n'a pas fait grand-chose pour prévenir d'autres dommages. La plupart des États n'ont pas soumis des plans plus ambitieux de réduction des émissions, une promesse clé faite lors de la COP26. L'action des états est fondamentale pour pouvoir plafonner la hausse des températures à 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels.

Les plans progressistes tels que ceux élaborés par le Vanuatu, un État insulaire du Pacifique confronté aux menaces existentielles du changement climatique, constituent une rare exception. Élaboré en consultation avec la société civile, le plan de Vanuatu démontre à la fois son intention de réduire les émissions et la nécessité d'un soutien international pour s'adapter. Il lance un défi aux donateurs : soutiendront-ils cette ambition ?



Mais au sein de la COP27, l'industrie des combustibles fossiles a continué à exercer son influence néfaste. Quelque **636 lobbyistes des industries des combustibles fossiles** ont participé à la réunion, et ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. La déclaration finale de la réunion n'a une fois de plus pris aucun engagement en faveur de la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles. Le besoin urgent de la planète d'éliminer rapidement le charbon, le combustible le plus sale, n'a pas été adressé de manière ambitieuse au COP27.

Il existe toujours une distance importante entre ce que les États puissants disent et ce qu'ils font. La hausse des prix du carburant provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé une reconnaissance de la part des États de la nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables - mais ils favorisent également une plus grande extraction des combustibles fossiles. Le président américain Joe Biden a **tenté en vain** de persuader l'Arabie saoudite et ses alliés d'extraire davantage de pétrole pour faire face à l'inflation. Le nouveau gouvernement allemand - **élu** en 2021 après une campagne où le changement climatique était un enjeu majeur, et en coalition avec le parti des Verts - a **rouvert** des centrales électriques au charbon pendant l'hiver. Le gouvernement britannique, un an après avoir demandé l'élimination progressive du charbon en tant qu'hôte de la COP26, a **approuvé** le développement d'une nouvelle mine de charbon. Ce n'est guère étonnant que de nombreux pays du Sud accusent le Nord d'hypocrisie.

Il semble peu probable que des progrès plus importants soient réalisés lors de la COP28. Elle se tiendra dans un autre État qui, comme l'Égypte, empêche les citoyens de s'organiser, de se mobiliser et de formuler des revendications : les Émirats arabes unis (EAU), riches en pétrole, qui **se sont engagés** publiquement en novembre à extraire les combustibles fossiles aussi longtemps que possible. Le directeur de la compagnie pétrolière nationale a été chargé de **diriger** le sommet. On peut s'attendre à beaucoup plus de relations

publiques coûteuses, ainsi qu'à peu d'espace pour la société civile pour aborder les questions difficiles.



UN PAS EN AVANT POUR LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

La COP27 n'a pas été le seul sommet mondial d'importance pour l'environnement en 2022. En décembre, la COP15, la dernière réunion organisée dans le cadre de la convention des Nations Unies sur la diversité biologique, s'est finalement tenue à Montréal, au Canada, après des retards dus à la pandémie. Elle a abouti à l'accord sur le Cadre mondial pour la biodiversité, qui fixe un objectif de conservation de 30 % des terres et des mers d'ici à 2030. L'accord s'engage à réduire les subventions qui nuisent à l'environnement et, surtout, reconnaît le rôle des groupes autochtones dans la conservation : les projets de conservation piétinent souvent leurs droits. Mais l'accord est faible sur la question cruciale des responsabilités du secteur privé.

Comme lors de la COP27, la question du financement a été l'un des principaux points de tension. L'accord prévoit de transférer 30 milliards de dollars par an des pays « développés » vers les pays « en développement » d'ici 2030. Cependant, plusieurs États africains, notamment la République démocratique du Congo (RDC), qui abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie, ont demandé la création d'un nouveau fonds pour la biodiversité. Suite au rejet de cette demande, la RDC a accusé les dirigeants du sommet d'avoir imposé un accord contre sa volonté. Les États du Sud continueront à exiger un financement adéquat pour permettre à tous les États de jouer leur rôle dans le cadre de la conservation.

La situation est sérieuse. Les recherches indiquent de plus en plus qu'une **extinction massive** est en cours, entraînant la destruction de systèmes fragiles qui soutiennent la vie humaine et jouent un rôle vital dans l'absorption des gaz à effet de serre. Mais le plus grand défi à l'issue de la COP15 est qu'aucun objectif de biodiversité issu de ce processus n'a jamais été atteint. Les accords internationaux ne comptent pour rien s'ils ne sont pas mis en œuvre. La société civile maintiendra la pression pour mieux faire cette fois-ci.



DES AVANCÉES AU NIVEAU INTERNATIONAL

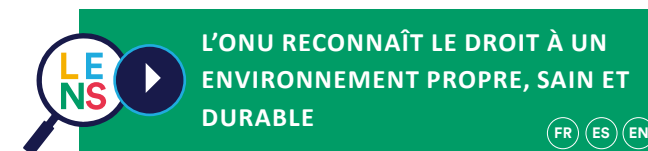
Alors que les sommets de haut niveau continuent de frustrer, la société civile poursuivra son engagement au niveau mondial car les organismes internationaux demeurent des sources importantes de standards et de normes. Ceux-ci fournissent des critères pour mesurer les performances des États et des points de ralliement pour le plaidoyer.

Une avancée a été faite en mars lorsque l'ONU a **nommé** son tout premier Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques. Ian Fry, qui occupe ce poste, est chargé de formuler des recommandations sur les effets négatifs du changement climatique sur les droits humains et de promouvoir l'intégration des droits humains dans les réponses au changement climatique. Il s'agit d'un nouveau point focal important pour l'engagement de la société civile.

Une étape importante a été franchie en juillet lorsque, après des années de campagne de la société

civile, les États membres des Nations Unies ont adopté une **résolution** reconnaissant l'accès à un environnement propre, sain et durable comme un droit humain universel. Bien que la résolution ne soit pas contraignante, elle constitue une norme à laquelle on peut se référer dans les efforts visant à renforcer la réglementation environnementale, notamment dans les litiges relatifs au climat et à l'environnement et dans la campagne en cours pour une convention mondiale sur le droit à un environnement sain.

La reconnaissance du droit à un environnement propre, sain et durable comme un droit humain universel fait de la protection de l'environnement un aspect essentiel de la protection des droits humains. Intégrant les normes des droits humains dans les questions environnementales, il s'agit d'un pas important vers une approche fondée sur les droits humains dans les litiges environnementaux.



Si une nouvelle convention voit le jour, son élaboration prendra de nombreuses années. Les défis à relever pour obtenir ce type d'accord ont été clairement visibles au siège de l'ONU en août, lorsque les discussions visant à élaborer un traité sur les océans ont été bloquées. Le traité - visant à protéger les deux tiers des mers qui échappent à la juridiction nationale - est en cours de négociation depuis 2017. Ces discussions étaient censées être le dernier round, aboutissant à l'adoption du traité. Mais elles se sont terminées sans aucun consensus. Les principaux points de discorde étaient la pêche et les ressources génétiques marines, dominées par quelques États puissants.



Un traité a finalement **été adopté** à l'issue d'un nouveau cycle de négociations en mars 2023. Le défi consiste maintenant à encourager une ratification rapide afin qu'il puisse entrer en vigueur. La société civile s'efforcera d'encourager l'adoption et la mise en œuvre du traité, qui doivent être soutenues par des ressources adéquates.

Il n'y a pas eu assez de coopération dans de nombreux aspects du traité. Toutefois le processus d'élaboration du traité a connu beaucoup de succès en ce qui concerne la convocation de discussions et de négociations. À l'heure actuelle, plus de 100 États se sont engagés à soutenir le traité dans sa forme actuelle.

 **JOHN PAUL JOSE**
High Seas Alliance



**LE TRAITÉ SUR LES OCÉANS :
UN TRAVAIL INACHEVÉ**

FR ES EN

En mars, un autre processus important a **débuté** lors du sommet des Nations Unies sur l'environnement au Kenya, quand les États ont convenu d'élaborer un traité juridiquement contraignant sur les plastiques. L'omniprésence de la pollution plastique rend indispensable une réglementation plus stricte. Le traité couvrira l'ensemble du cycle de vie des plastiques et, surtout, reconnaîtra le rôle des populations autochtones et des **ramasseurs de déchets**. Le traité doit être négocié sur deux ans et la société civile fera pression pour que ce délai soit respecté.

L'importance de la persistance a été démontrée en avril, lors de la première conférence des parties de l'Accord d'Escazú. Il s'agit du traité sur les droits environnementaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes, adopté en 2018 après un engagement important de la société civile. À l'échelle mondiale, c'est le premier traité à prévoir des dispositions spécifiques sur les

Une militante indigène du Brésil participe à une manifestation pour la justice climatique lors de la conférence sur le climat COP27 à Sharm El Sheikh, en Égypte, le 12 novembre 2022.

Photo par Sean Gallup/Getty Images

droits des défenseurs des droits humains et de l'environnement. Ces dispositions sont fondamentales étant donné qu'il s'agit de la région comptant le **plus grand nombre** d'assassinats de ces activistes au monde.

Le sommet a été beaucoup plus ouvert qu'une réunion intergouvernementale typique, reflétant le rôle positif de la société civile dans le processus. Le plaidoyer de la société civile s'est concentré sur l'élaboration d'un traité plus contraignant. Elle demande également une plus forte représentation des groupes autochtones dans les processus et fait pression pour que les nombreux États qui ne l'ont pas encore ratifié le fassent.

Sur le plan politique, la première COP a été très importante car elle a permis de renouveler l'engagement politique envers l'accord d'Escazú. Il y a eu beaucoup d'engagement, et les règles adoptées sont très positives pour la participation active de la société civile. La société civile a eu une voix directe dans les négociations.

 **NATALIA GÓMEZ**
EarthRights International



Dans tous ces processus, la société civile encourage, promeut et surveille la mise en œuvre des accords internationaux. Mais en 2022, l'existence d'un pacte qui constitue un obstacle puissant à l'action climatique a commencé à attirer l'attention : le Traité sur la charte de l'énergie.

Le Traité sur la charte de l'énergie a été signé en 1994 pour protéger les entreprises de combustibles fossiles de l'instabilité et des changements de politique. Il leur permet de poursuivre les États par le biais d'un

mécanisme de règlement des différends lorsque leurs politiques ont un impact sur les projets de combustibles fossiles. Plusieurs États ont été poursuivis pour des politiques climatiques visant à limiter l'extraction.

Les États européens - dont la France, les Pays-Bas et l'Espagne - ont annoncé leur dénonciation du traité, mais cela ne résout pas le problème : le traité contient une « clause de survie », ce qui signifie que les entreprises peuvent poursuivre les États pendant 20 ans après leur retrait. L'Union européenne a proposé de modifier le traité pour limiter la clause de survie à dix ans et étendre son champ d'application à d'autres sources d'énergie. Mais plusieurs États ont refusé de donner leur accord.

La société civile a demandé un retrait coordonné à l'échelle de l'UE, ainsi que l'adoption d'une loi européenne mettant fin au mécanisme de règlement des différends. Cela pourrait effectivement se produire : en février 2023, la Commission européenne a fait marche arrière sur ses projets de réforme et a **proposé** un retrait collectif, ce qui laisse espérer un renforcement des politiques climatiques.

Il s'agit d'un vieux traité dont l'objectif principal est de protéger les entreprises de combustibles fossiles, et qui est en totale contradiction avec l'Accord de Paris et le programme de l'UE en matière de climat et de durabilité. La « clause de survie » du traité donne un droit presque illimité aux entreprises et aux investisseurs et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous exhortons les États de l'UE à quitter le traité collectivement, de manière coordonnée.

 **PAUL DE CLERCK**
Amis de la Terre Europe



DES ACTIONS DANS LES RUES

La société civile continue de combiner l'action au niveau international avec tous les autres outils disponibles pour obtenir la justice climatique. Cela inclut des manifestations de rue et l'action directe, dont notamment la désobéissance non violente et les actions publiques perturbatrices. Des mouvements comme les « Fridays for Future » n'ont jamais cessé de se mobiliser. En septembre, la **Grève mondiale pour le climat** a permis à des personnes du monde entier de plaider en faveur du financement des pertes et dommages, pour faire pression avant la COP27. Les scientifiques **prennent** également la parole et participent à des actions directes, poussés vers l'activisme par leur compréhension de la catastrophe climatique en cours.

Les manifestations de rue et les actions directes permettent de maintenir le changement climatique au premier plan de l'agenda politique. Elles permettent également de sensibiliser le public et de communiquer, à travers la perturbation, le chaos à venir si le changement climatique n'est pas contrôlé. En 2022, il y a aussi eu l'émergence de nouvelles tactiques controversées, notamment celles impliquant des œuvres d'art d'une valeur inestimable.

En octobre, deux jeunes militants du groupe Just Stop Oil ont fait sensation en **jetant de la soupe** sur un tableau de tournesols de Van Gogh à la National Gallery au Royaume-Uni. Ils avaient pris soin de s'assurer que le tableau, recouvert de verre, ne serait pas endommagé. Leur acte controversé a fait les unes - et c'est bien là le but. C'était l'une des **nombreuses** actions de ce type menées dans les pays du Nord au cours de l'année. Ces actions ont montré que les œuvres d'art bénéficient d'une protection bien plus grande et sont apparemment plus appréciées que les éléments essentiels d'une planète vivable. Ils ont généré un débat d'une manière que d'autres manifestations et appels à l'action n'ont pas réussi.



Des résidents locaux manifestent contre la société énergétique espagnole Repsol et demandent qu'elle soit tenue redevable pour un déversement de pétrole dans ses installations au large de la côte à Ancon, au Pérou, le 25 janvier 2022.

Photo par Pilar Olivares/Reuters via Gallo Images

Rien ne prouve que ces actions aient été contreproductives. Ces tactiques n'ont pas fait que les gens considèrent l'action contre le changement climatique comme moins importante en raison de leur désaccord avec les moyens d'action. Au contraire, selon certains indices, ces tactiques peuvent raviver le débat, remettre la question au centre des discussions, et encourager les gens à prendre part à d'autres formes d'action en faveur du climat.

En janvier 2023, le groupe Extinction Rebellion a pourtant **annoncé** qu'ils abandonneront les tactiques perturbatrices pour s'orienter vers des manifestations de grande ampleur et attirer davantage de personnes. Mais d'autres groupes maintiendront sans doute leurs tactiques plus perturbatrices. Compte tenu de l'énormité du problème, la réponse demeurera multiforme, tirant sa force de la diversité des formes d'activisme.

Parallèlement, dans les régions affectées plus directement par l'industrie meurtrière des combustibles fossiles - là où le pétrole et le gaz sont extraits et transportés - les communautés continuent de résister, surtout quand une catastrophe se produit.

C'est ce qui s'est passé au Pérou en janvier 2022, lorsqu'une marée noire côtière a causé de graves difficultés, notamment pour les pêcheurs. La grande compagnie pétrolière espagnole, Repsol, a été accusée d'être lente à assumer sa responsabilité pour la catastrophe, aggravant les conséquences de celle-ci. La catastrophe a exposé le fait que, sous les gouvernements successifs, les réglementations environnementales ont été limitées dans l'intérêt des grandes entreprises. Des manifestations ont eu lieu pour exiger que Repsol assume sa responsabilité et que le gouvernement renforce sa réglementation environnementale, notamment en ratifiant l'accord d'Escazú.

Cette situation a incité la société civile à donner la priorité à la recherche de solutions. Pendant près d'une décennie, les exigences environnementales ont été réduites au Pérou ; il est nécessaire de leur redonner force.



JUAN CARLOS SUEIRO
Oceana



LA MARÉE NOIRE AU PÉROU POSE DES QUESTIONS SUR LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

ES EN

En avril, la société civile a également **dénoncé le déversement de pétrole** au Gabon par l'entreprise franco-britannique Perenco, accusant l'entreprise de ne pas avoir entretenu ses installations et demandant qu'elle soit tenue dreedevable.

Cependant, les engagements de l'accord de Paris ne diminuent pas la volonté d'entreprendre de nouvelles extractions. L'ampleur du défi est incontestable étant donné les énormes bénéfices financiers des entreprises de combustibles fossiles.

Des nouveaux développements énormes sont prévus, notamment en Afrique de l'Est pour transporter du pétrole brut de l'Ouganda vers la côte tanzanienne. Les deux États soutiennent le projet, en soulignant les opportunités économiques. Or, pour de nombreux habitants, le projet pourrait provoquer des déplacements, de la pollution et des risques sanitaires.

La société civile fait campagne pour mettre un terme à ces atteintes, mais en raison des intérêts puissants à laquelle elle s'oppose, la société civile est confrontée à une forte réaction. Plusieurs militants ont été arrêtés, détenus et menacés. Une ample coalition de la société civile, #StopEACOP, se mobilise pour soutenir les militants en difficulté et faire pression sur les investisseurs

pour qu'ils se retirent du projet. Plusieurs potentiels donateurs, notamment en France et en Afrique du Sud, se sont déjà engagés à ne pas financer le projet.

J'ai organisé des grèves pour lutter contre le projet. Mais depuis ma dernière manifestation, j'ai reçu des menaces de la part de personnes inconnues qui disent qu'ils sont des policiers, et me disent qu'ils vont venir m'arrêter. Nous sommes en danger et personne ne nous aide en matière de sécurité et de soutien. Notre gouvernement ne se soucie que du profit, pas des gens.



NYOMBI MORRIS
Volontaires de la Terre, Ouganda



LA RÉSISTANCE CONTRE L'OLÉODUC DE PÉTROLE BRUT D'AFRIQUE DE L'EST

EN

LES MILITANTS POUR LE CLIMAT SONT RÉPRIMÉS

Les défenseurs de l'environnement et du climat souffrent la répression non seulement en Afrique de l'Est. Partout dans le monde, ils sont attaqués parce qu'ils s'opposent à de puissantes forces politiques et économiques. Au cours de la décennie depuis que l'organisation **Global Witness** a commencé à recenser les assassinats de défenseurs de l'environnement et des droits fonciers, 1 733 personnes ont été tuées, une tous les deux jours.

En décembre, le nouveau Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, **s'est exprimé** sur l'importance des manifestations pour stimuler l'action climatique, ainsi que sur la nécessité de protéger l'espace civique des manifestants pour le climat. C'était une déclaration opportune. Dans le cadre d'une **répression généralisée** de la liberté de manifester dans le monde entier, de nombreux États - dont certains qui prétendent être des fervents dé-

fenseurs du climat - imposent de plus en plus de restrictions aux manifestations climatiques.

Peu de temps après avoir accueilli la COP26, le Royaume-Uni a **adopté une loi** accordant à la police des pouvoirs étendus pour restreindre et disperser les manifestations, y compris pour des raisons de perturbation et de bruit. Les politiciens ont justifié cette loi notamment en citant les manifestations climatiques perturbatrices. En janvier, le gouvernement a **annoncé** son intention d'accorder à la police des pouvoirs supplémentaires pour mettre fin aux manifestations de manière préventive.

En mars 2022, 12 militants d'Elokapina, le mouvement finlandais d'Extinction Rebellion, ont été **condamnés par le gouvernement finlandais** pour insubordination, en raison de leur organisation des manifestations avec barrages routiers. Au Danemark, **plus de 110 militants du climat** ont été arrêtés lors de deux jours de manifestations de l'Extinction Rebellion en mai. En janvier 2023, lorsque des manifestations ont eu lieu en Allemagne contre l'extension d'une mine de charbon, la police a violemment **délogé des manifestants**, utilisant des matraques, du gaz poivré et des canons à eau. La police a également brièvement **détenu** plusieurs militants, dont Greta Thunberg. Parallèlement, de nombreux États aux États-Unis ont **adopté des lois** rendant plus difficile la manifestation à proximité des oléoducs et des mines.

Comme en Allemagne, les **élections** australiennes en mai ont été dominées par le changement climatique. Depuis plusieurs années, l'Australie a été confrontée à des conditions météorologiques extrêmes, dans un pays qui est l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre par habitant au monde. Un gouvernement caractérisé par le déni climatique a perdu les élections et, en septembre, le nouveau gouvernement a **adopté** la première loi australienne sur le changement climatique depuis dix ans, s'engageant à réduire les émissions d'au moins 43 % d'ici 2030.

Mais les activistes australiens sont toujours criminalisés. En 2022, trois États australiens ont adopté des lois anti-manifestations **visant** les militants du climat. En décembre, la militante pour le climat Deanna « Violet » Coco a démontré les effets de ces nouvelles lois, étant condamnée à **15 mois de prison** pour avoir bloqué une voie de circulation sur le pont de Sydney. Suite à l'indignation générale, elle a été **libérée sous caution** dans l'attente d'un appel. Les défenseurs du climat s'attendent à ce que le gouvernement australien ne se contente pas de parler, mais qu'il permette à la société civile de jouer son rôle, notamment celui de manifester.

« Récemment, de nouvelles lois radicales ont été adoptées rapidement par le gouvernement, dans le cadre d'une réponse inquiétante et irréfléchie aux manifestations pacifiques en cours. Ces lois menacent de faire taire non seulement aux activistes climatiques comme Coco, ou les organisations environnementales et humanitaires comme les nôtres, mais à chacun d'entre nous. »

 **NELLI STEVENSON**
Greenpeace Australie Pacifique



La restriction des campagnes de la société civile démontre également leur efficacité. Malgré un espace civil souvent restreint, la société civile continue à réussir d'arrêter des projets qui nuisent au climat. Pour ne citer qu'un exemple, en juin, le gouvernement japonais a **cessé** de financer des projets de centrales électriques au charbon au Bangladesh et en Indonésie. Le gouvernement finançait ces projets par le biais de l'aide au développement. Cette décision est le résultat direct de la pression exercée par la société civile, qui avait également entraîné un entrepreneur japonais à renoncer à la

construction de la centrale. Aujourd'hui, la société civile fait toujours pression pour que les énergies renouvelables remplacent les centrales électriques au charbon.

« La société civile a fait un énorme effort pour empêcher le Japon de financer le projet de charbon de Matarbari, et le dur travail de plaidoyer a finalement porté ses fruits. Les OSC environnementales ont pu faire pression sur les principales parties prenantes avec l'aide d'institutions de recherche qui ont étudié et suivi les finances et les investissements sur l'échelle mondiale. »

 **SHARIF JAMIL**
Bangladesh Paribesh Andolon

LES DÉFIS DE LA TRANSITION

Des dangers liés à l'extraction peuvent même être présents lors de la transition énergétique : il y a une ruée mondiale vers les métaux utilisés dans les batteries des véhicules électriques, comme le lithium.

Les plus grands gisements de lithium se trouvent en Argentine, en Bolivie et au Chili. Dans ces pays, les communautés vivant à proximité des actuels et potentiels sites d'extraction, dont beaucoup de groupes autochtones, réclament des consultations plus efficaces à propos des décisions qui pourraient éventuellement affecter leurs vies.

En Serbie, où il y a également d'importants gisements de lithium, le gouvernement a finalement cédé à la pression de la société civile, retirant les licences pour un vaste projet minier qui aurait dévasté une importante région agricole. Cependant, la société civile doit rester vigilante, car le projet impopulaire pourrait être relancé maintenant que les **élections** ont eu lieu dans le pays.

« Face aux nombreuses personnes mécontentes qui se sont mobilisées en année électorale, le gouvernement a réagi. Il a révoqué le décret accordant les licences au projet de Rio Tinto et mis à l'arrêt le plan spatial de la « zone à usage spéciale » conçue pour la mise en œuvre du projet, qui avait été introduit illégalement. »

 **MIROSLAV MIJATOVIĆ**
Équipe anti-corruption Podrinje, Serbie



LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE : UN OUTIL EN PLEINE EXPANSION

Outre l'action dans la rue et le plaidoyer au niveau international, les militants du climat s'engagent auprès des gouvernements pour renforcer les réglementations climatiques et environnementales. En février, ces efforts ont porté leurs fruits lorsque la Constitution italienne a été **modifiée** pour faire de la protection de l'environnement l'un de ses principes fondamentaux, dans le but de protéger les générations futures. Maintenant, la société civile fait pression pour le renforcement des réglementations environnementales, afin de refléter la Constitution révisée.

« La route a été longue pour parvenir au grand consensus actuel sur les questions environnementales. Et les consultations avec les OSC environnementales ont été un facteur clé dans le processus d'amendement, dans la mesure où elles ont contribué à faire pression sur les partis politiques pour qu'ils prennent la bonne décision. »

 **EDOARDO ZANCHINI**
Legambiente Onlus, Italie

En outre, la société civile se tourne **de plus en plus** vers les tribunaux pour demander des comptes aux États, aux entreprises de combustibles fossiles et aux financiers qui ne respectent pas les normes internationales en matière de droits humains et les engagements tels que l'Accord de Paris. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies a **reconnu** le rôle important que joue le contentieux climatique pour renforcer l'ambition en matière de climat et améliorer les résultats.

L'année 2022 a été marquée par de multiples réussites. Même avant l'élection clé au Brésil, la société civile a remporté une victoire historique à la Cour suprême, qui a **reconnu** l'Accord de Paris comme un traité des droits humains, une décision qui le place au-dessus de la législation ordinaire.

Une autre réussite cette année a été la **suspension** d'un projet de forage gazier dans la mer de Timor, près de la côte australienne. Un tribunal a jugé que l'entreprise à l'origine du projet, Santos, n'avait pas consulté les communautés autochtones de manière adéquate. Le jugement était la conséquence d'une action en justice de la part des habitants des îles Tiwi. Le géant pétrolier Shell a également **dû rendre des comptes** devant des tribunaux sud-africains, qui ont confirmé l'interdiction de l'utilisation d'ondes sismiques pour l'exploration du pétrole et du gaz de l'océan Indien. Cependant, en janvier 2023, une deuxième demande d'exploration a été **approuvée**, nécessitant une nouvelle action de la société civile. Cela montre clairement la nécessité d'une vigilance permanente.

■ ■ L'Afrique du Sud dispose d'une bonne législation environnementale, mais sa mise en œuvre laisse à désirer, et c'est sur ce point que le mouvement environnemental se concentre. La loi est très claire ; notre Constitution stipule que nous avons le droit à un environnement sûr et sain.



SINEGUGU ZUKULU
Soutenir la Côte Sauvage



Des manifestants demandent l'arrêt du projet de démolition du hameau de Luetzerath, en bordure de la mine de charbon à ciel ouvert en pleine expansion Garzweiler II, près d'Erkelenz, en Allemagne, le 23 avril 2022.

Photo par Sean Gallup/Getty Images

De nouvelles actions en justice ont récemment été intentées après la **révélation** que Exxon était au courant du changement climatique et l'avait prévu avec précision dans les années 1970. Et d'autres victoires judiciaires sont à venir. En juillet, un procès intenté par six jeunes activistes portugais contre 33 États européens a **fait l'objet d'une procédure accélérée** devant la Cour européenne des droits de l'homme. Les activistes, qui financent leur action judiciaire à travers le crowdfunding (financement participatif), cherchent à faire reconnaître que leurs droits fondamentaux sont affectés par l'incapacité des gouvernements à réduire suffisamment les émissions. La Cour **entendra également** les affaires climatiques portées par un agriculteur français et un groupe suisse, Aînés pour la protection du climat Suisse.

De nombreuses autres affaires sont en cours de traitement devant les tribunaux, démontrant comment la société civile utilise tous les moyens pour insister sur une action suffisante afin d'éviter des conséquences catastrophiques.



UN PROGRAMME DE CHANGEMENT

La sensibilisation du public à l'égard de l'urgence climatique et aux crises environnementales continue, grâce aux efforts de la société civile. Partout dans le monde, le changement climatique commence à être **considéré** comme le problème fondamental de notre époque.

Les expériences de la société civile montrent clairement que la réponse au changement climatique doit aller au-delà du remplacement d'une forme d'énergie par une autre. Les défis sont multiples : comment supprimer progressivement les subventions tout en protégeant les populations des chocs économiques, comment rendre abordables les prix de l'énergie et comment remplacer les emplois dans l'industrie extractive par d'autres formes d'emplois de qualité.

Il est nécessaire de contester les mythes répandus par les entreprises de combustibles fossiles et leurs associés, qui prétendent que l'élimination progressive des combustibles fossiles entraînera une récession économique. Il faut également favoriser la paix dans les zones de conflits, car les conflits et la militarisation ont, par nature, des effets destructeurs. La guerre de la Russie contre l'Ukraine a entraîné une **hausse** significative des émissions. Les décideurs des politiques doivent respecter les droits et s'engager positivement avec la société civile dans la recherche de solutions.

Une preuve que le changement est véritablement possible a été l'annonce, en janvier 2023, de la guérison de la couche d'ozone, autrefois en voie de disparition et susceptible de provoquer une catastrophe environnementale. Le problème de la couche d'ozone a été identifié dans les années 1980. Les États ont écouté les scientifiques, ont élaboré un traité international, le Protocole de Montréal - qui imposait des limites aux entreprises - et l'ont respecté. Une coopération internationale efficace a permis de résoudre un problème environnemental imminent. Cela prouve que les tendances destructrices peuvent être inversées. Cette expérience montre également que le changement nécessite une forte volonté politique, des ressources et une pression constante. On peut au moins compter sur cette dernière : la société civile continuera à faire son travail.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 La mobilisation dans la rue et l'action directe sont des tactiques essentielles pour sonner l'alarme sur le changement climatique, mais elles font l'objet d'attaques, y compris dans les États démocratiques qui prétendent être des défenseurs du climat. La société civile doit faire un effort concerté pour sensibiliser la population à l'importance des droits de manifestation, ainsi que le droit de prendre part à des manifestations perturbatrices et non violentes.
- 2 Les efforts de la société civile pour sensibiliser les gens à la réalité du changement climatique et à la nécessité des changements parviennent dans une certaine mesure à influencer l'opinion publique, incitant les décideurs à agir. La société civile doit intégrer la justice climatique dans l'ensemble de ses activités et mettre en évidence les multiples façons dont le changement climatique influe sur les droits humains.
- 3 La désinformation est un obstacle important à l'action climatique. La société civile doit travailler avec les médias et les scientifiques pour lutter contre les inexactitudes et aider à obtenir un soutien pour l'action. Dans le cadre de sa stratégie d'influence, la société civile doit développer une meilleure connaissance des médias et des sciences.



APPELS À LA RÉFORME DE LA GOUVERNANCE MONDIALE





Les structures et les processus de la gouvernance mondiale font face à de nouvelles épreuves. Ces épreuves sont nombreuses, avec le conflit en Syrie, au Sahel et, jusqu'à récemment, en Éthiopie. Cependant, la guerre en Ukraine a mis le système de gouvernance de l'ONU sous une pression sévère. Le gouvernement ukrainien et la société civile se sont tournés vers le système international pour obtenir la paix et la justice. Mais la réponse de l'ONU a été paralysée par le pouvoir d'obstruction de la Russie.

Cette expérience devrait susciter une nouvelle réflexion à propos du fonctionnement du système international, à savoir qui profite du système. Les critiques de la société civile à propos de la gouvernance mondiale et ses appels à la réformer n'ont jamais été aussi pertinents.

Depuis 2014, lorsque la Russie a occupé la Crimée et envahi l'Ukraine pour la première fois du XXI^{ème} siècle, des milliers de représentants d'organisations internationales sont passés par ici, généralement dans des hôtels et des restaurants coûteux. Mais maintenant que les Ukrainiens sont menacés de façon immédiate, les organisations internationales ne sont plus là. Pour nous, elles sont désormais invisibles et silencieuses.

 **YAROPOLK BRYNYKH**
Chasseurs de Vérité, Ukraine

L'ÉCHEC DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La Russie est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), l'organe mondial chargé du maintien de la paix. Les divisions persistantes entre les cinq membres permanents - en gros, la Russie et la Chine d'un côté et la France, le Royaume-Uni et les États-Unis de l'autre - font que le CSNU n'intervient souvent pas dans les conflits lorsque l'un des cinq membres permanents est impliqué, comme on l'a vu à plusieurs reprises dans le cadre de la guerre civile en Syrie. En effet, l'impasse et le dysfonctionnement du CSNU sont désormais évidents.

La guerre menée par la Russie constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, qui interdit le recours à la force contre « l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique » d'un autre État. En mars, la Cour internationale de justice (CIJ) - l'organe des Nations Unies chargé de régler les conflits juridiques entre États et de donner des avis sur le droit international - a **ordonné à titre provisoire** à la Russie de mettre fin à son invasion. Ce jugement est contraignant, mais la Russie l'a ignoré.

Malgré son conflit d'intérêts évident, la Russie a appliqué son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU de manière générale. Elle a même utilisé les sessions du Conseil pour **diffuser de la désinformation** sur son intervention en Ukraine.

La structure du système de gouvernance internationale ne fonctionne pas correctement en raison d'un défaut fondamental. La Russie est un membre permanent du CSNU. Le mandat de cet organe est de maintenir la paix et la sécurité internationales, or le contraire s'est produit en Ukraine.



OLEKSANDRA MATVIICHUK
Centre pour les libertés civiles, Ukraine

En raison de l'inaction du CSNU, c'était à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), qui regroupe tous les États membres de l'ONU, de condamner l'invasion russe. Lors d'une rare session extraordinaire en mars, l'AGNU a adopté deux résolutions demandant un cessez-le-feu, l'accès humanitaire et un retrait immédiat. Cependant, le soutien irrégulier des résolutions est inquiétant.

Plusieurs États autoritaires ont utilisé leur vote pour défendre la Russie. Ce n'est pas surprenant : les États avec un mauvais bilan en matière de droits humains soutiennent souvent ceux qui commettent également des violations de droits humains et s'opposent à la surveillance internationale. Mais beaucoup d'autres États du Sud, en particulier ceux d'Afrique, se sont abstenus plutôt que de voter contre la Russie. C'est en partie à cause des habitudes de solidarité de la guerre froide et d'un courant d'opinion publique qui considère que la Russie tient tête à l'Occident. Or c'est aussi une mesure de l'augmentation de l'en-

gagement diplomatique et économique de la Russie dans les pays africains, soutenu par le déploiement de ses forces mercenaires >.



LA GUERRE EN UKRAÏNE EXPOSE LES FAIBLESSES DU SYSTÈME INTERNATIONAL

FR ES EN

MESSAGES CONTRADICTOIRES DE LA PART DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Une situation similaire s'est déroulée au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH). En mars, le CDH a voté en faveur de la création d'une commission chargée d'enquêter sur les crimes de guerre et autres violations des droits humains commis par la Russie, mais avec l'abstention de 13 États. Cela pose la question de pourquoi les États siègent dans l'organe suprême des Nations Unies en matière de droits humains s'ils ne sont pas prêts à examiner les abus.

La Russie était l'un des 47 membres du CDH jusqu'en août, une situation absurde qui a finalement été résolue lorsque l'AGNU a pris la rare mesure de voter la **suspension** de la Russie du Conseil. Cependant, avec 24 États votant contre et 58 s'abstenant, cette résolution était loin de faire l'unanimité, permettant à Poutine de réfuter les accusations critiquant son assaut contre les droits humains universels en les qualifiant d'inégales et de partiales.

En octobre, le Conseil a voté pour établir le mandat d'un Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Russie. Le titulaire de cette fonction devra rendre son rapport dans un an, ce qui donnera l'occasion à la société civile de partager des preuves de violations. C'est la première fois qu'un membre

permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies est soumis à ce type d'examen, ce qui permet d'espérer que l'impunité peut être combattue, quelle que soit la puissance du contrevenant.

Mais là encore, le vote était loin d'être unanime. Seuls 17 membres du Conseil ont voté en faveur de la résolution, et 24 se sont abstenus - dont 12 États africains.

En outre, un problème persistant a été constaté quant au vote annuel pour les nouveaux membres du CDH en octobre. Les États ont des mandats de trois ans, renouvelables pour un deuxième mandat, avec environ un tiers des positions étant remplacées chaque année. Mais les élections des nouveaux membres sont rarement compétitives. Les cinq blocs régionaux d'États présentent souvent autant de candidats qu'il y a de sièges disponibles pour chaque région. Cela laisse peu de possibilités d'utiliser le processus électoral pour examiner le bilan des États en matière de droits humains.

En 2022, seulement deux votations ont été compétitives, et la société civile a tenté de faire en sorte que cela donne le meilleur résultat possible. En Asie et dans le Pacifique, l'État autoritaire de Bahreïn a retiré sa candidature à un siège, suite à des réactions négatives concernant ses violations massives des droits humains. De même, dans le groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la société civile a fait campagne avec succès pour que le Venezuela perde sa candidature. Néanmoins, de nombreux États affichant un triste bilan en matière de droits humains ont obtenu un siège au Conseil, notamment l'Algérie, le Bangladesh et le Vietnam.

Actuellement, 34 États membres du CDH, soit plus de 70 %, imposent de sérieuses restrictions à l'espace civique. On peut se demander si ces États cherchent réellement à faire respecter la mission du CDH - ou s'ils ont l'intention de la saper.



LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU PREND DES MESURES CONCERNANT LA RUSSIE

FR ES EN

L'ENJEU DE LA CHINE

La Chine, autre membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, représente un enjeu de grande taille pour le système international, qui a seulement été partiellement résolu.

En août, le rapport des Nations Unies sur les violations systématiques des droits humains commises par le gouvernement chinois dans la région à majorité musulmane du Xinjiang a finalement été publié, malgré les efforts concertés de la Chine. Le rapport a trouvé des preuves crédibles de torture, de violence sexuelle et de détention arbitraire et discriminatoire, entre autres violations, et a conclu que celles-ci pouvaient constituer des crimes au regard du droit international. La Chine a mobilisé ses alliés pour organiser une réponse féroce.



CHINE : AUCUNE DISSIMULATION POSSIBLE FACE AU RAPPORT DE L'ONU

EN

La controverse suscitée par le retard du rapport a fortement marqué la dernière année de Michelle Bachelet en tant que Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle a été accusée de minimiser les violations des droits humains et d'essayer de négocier avec les États responsables de ces violations, une approche qui risquait de donner l'impression que les droits pouvaient faire l'objet de négociations et de compromis. Le rapport a été publié juste avant la fin de son mandat.

En octobre, le CDH a raté une occasion clé, lorsqu'il a voté de justesse pour ne pas organiser de débat sur les abus commis par la Chine au Xinjiang. Le rapport avait fourni de nombreuses preuves, mais le Conseil a tout simplement décidé de ne pas en discuter. La Chine a fait de son mieux pour que cette proposition modérée soit rejetée. En effet, 17 États ont voté pour, 19 ont voté contre et 11 se sont abstenus. Peu d'États en dehors du bloc européen ont soutenu la proposition, et même plusieurs États à majorité musulmane se sont abstenus, preuve de la profonde influence chinoise.

Les États qui refusent de dénoncer les abus de la Chine ont tendance à invoquer la platitude selon laquelle le CDH doit promouvoir le dialogue plutôt que de dénoncer - mais, si on leur en donne l'occasion, ils empêchent le dialogue. Pourtant, les preuves accablantes du rapport demeurent, et la société civile continuera à faire pression pour un suivi.



CHINE : LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU ÉCHOUÉ À UNE ÉPREUVE CRUCIALE

FR ES EN

ISRAËL AU CŒUR DE LA CONTROVERSE

Il existe un autre enjeu majeur auquel certains États sont peu disposés à résoudre. En décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant un avis de la CIJ sur l'occupation par Israël des territoires palestiniens. De nombreuses résolutions de l'AGNU ont qualifié l'occupation d'illégale et, en octobre, la mission d'enquête de l'ONU a **publié un rapport** affirmant que l'occupation viole effectivement le droit international.

La proposition d'appeler à un avis de la CIJ a été **adoptée**, avec un nombre important de votes contre



Des manifestants, dont des membres des communautés kazakhe et ouïghoure basées aux États-Unis, dénoncent les violations des droits humains commises par le gouvernement chinois. New York, États-Unis, 26 juillet 2022.

Photo par Michael M. Santiago/Getty Images

et d'abstentions, mais ici la division était très différente. La plupart des États occidentaux qui ont soutenu l'action contre la Chine et la Russie ont adopté une position différente envers les abus d'Israël, s'abstenant ou votant contre la résolution. La grande majorité des États qui ont voté pour la résolution étaient des pays du Sud. La Chine, comme la Russie, l'ont soutenue. Paradoxalement, la Russie condamnait une occupation tout en menant une invasion.

Une fois de plus, cela a mis en évidence les enjeux de la gouvernance mondiale : les dirigeants politiques prennent des décisions motivées par leurs intérêts politiques, non pas par la moralité. Les États qui ont condamné à juste titre les crimes commis par la Chine et la Russie ont choisi d'ignorer ceux perpétrés par Israël. Par conséquent, ils ont permis la remise en cause de leurs motivations comme étant partiales et politiquement motivées. La cohérence, et non l'hypocrisie, est nécessaire face aux violations des droits humains.

UN NOUVEAU RESPONSABLE DES DROITS HUMAINS POUR L'ONU

Le fait que Mme Bachelet n'ait effectué qu'un seul mandat à la tête de Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU n'est pas inhabituel, et la question chinoise n'est pas la seule controverse à laquelle elle a été confrontée. Son mandat a mis en évidence une tension permanente dans ce rôle, entre la diplomatie et la défense des droits. La société civile souhaite que le poste soit tenu par un représentant de haut niveau des droits humains, mais il se retrouve souvent entre les mains d'un politicien ou d'un diplomate de carrière. Le processus de nomination est opaque, ce qui laisse peu de place à la contribution de la société civile.



C'était encore le cas cette fois-ci. En septembre, un fonctionnaire de longue date au sein de l'ONU, Volker Türk, a été nommé au poste de Haut-Commissaire. Il n'est pas évident comment la sélection a été faite et quels critères ont été appliqués.

Volker Türk a été nommé à un moment où les droits humains, y compris les libertés civiques fondamentales sur lesquelles s'appuie la société civile, font l'objet d'attaques généralisées. La société civile a insisté que le nouveau Haut-Commissaire défende les droits humains publiquement ainsi qu'au sein du système des Nations Unies. Elle souhaite que le Haut-Commissaire dénonce les auteurs de violations des droits humains, quelle que soit leur puissance. Elle insiste également pour que le Haut-Commissaire agisse sur les signes précurseurs de violations des droits humains. Pour ce faire, le bureau doit s'engager avec la société civile et la défendre.



LA SOCIÉTÉ CIVILE EXCLUE

Les processus de l'ONU sont centrés sur les États, et par conséquent, la société civile constitue un contre-poids important. Elle a besoin d'accès pour pouvoir tenter d'influencer les décisions et demander des comptes aux États. Mais la distance entre les aspirations et la réalité a été lamentablement exposée lors de la session annuelle de haut niveau de l'AGNU qui s'est déroulée à New York en septembre.

Les uns après les autres, les présidents ont fait la queue pour prononcer leur discours. Plusieurs d'entre eux ont condamné la guerre de la Russie contre l'Ukraine, et certains ont même soutenu la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies afin de limiter le droit de veto dont dispose la Russie. Le président Biden est allé plus loin qu'auparavant, en **soutenant** l'idée d'élargir le nombre de membres du Conseil, une idée **soutenue** par de nombreux États africains.

Certains présidents ont abusé leur opportunité de parole. Le président iranien Ebrahim Raisi a utilisé son **discours** pour dépeindre son pays comme pionnier de la lutte contre l'injustice, alors même que des **manifestants iraniens** étaient **abattus par son régime**. Le Premier ministre malien Abdoulaye Maiga a fait l'éloge des relations chaleureuses de son pays avec la Russie. De nombreux discours n'avaient clairement aucun intérêt international, et visaient uniquement un public national.

L'intérêt réel de la session de haut niveau est la possibilité d'avoir des interactions moins formelles. Mais la société civile a été écartée de ces opportunités. Les OSC qui avaient franchi les obstacles de l'accréditation auprès du Conseil économique et social des Nations unies (CESNU), et qui pouvaient donc accéder au siège des Nations Unies pendant le reste de l'année, ont été empêchés d'entrer pour des raisons de sécurité. La société civile a continué à organiser une pléthore d'initiatives parallèles, mais son exclusion du siège de l'ONU l'a privée d'une occasion inestimable de s'engager.

Cela a mis en évidence un problème plus important : la société civile lutte constamment pour l'accès. Les intentions de l'ONU sont désormais encourageantes à cet égard. En 2020, le secrétaire général António Guterres a lancé un **appel à l'action pour les droits de l'homme**, qui promettait de placer les droits de l'homme au centre du travail de l'ONU - ce qui n'est que possible si la société civile est en mesure de jouer pleinement son rôle. Cet appel a été accompagné d'une **note d'orientation** sur l'espace civique

pour toute l'ONU. Mais il y a peu de signes de suivi. Le manque de ressources fait partie du problème : les droits humains sont censés être l'un des trois piliers de l'ONU, avec le développement, la paix et la sécurité, mais ils sont le parent pauvre, ne recevant qu'environ **4 %** du financement régulier.

La société civile continuera à faire pression pour obtenir des engagements plus ambitieux. Jusqu'à présent, peu de progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre du rapport de 2021, **Notre Programme Commun**, sur la réforme des Nations Unies. Ce programme était déjà une déception pour la société civile, en raison du rejet de l'idée modeste de nommer un envoyé ou un représentant de haut niveau de la société civile à l'échelle de l'ONU, alors qu'il s'agit d'un besoin urgent pour favoriser l'engagement de la société civile.



QUELQUES PROGRÈS EN MATIÈRE D'ACCREDITATION

Un petit pas en avant a été fait en décembre lorsque neuf OSC ont reçu le statut CESNU après des années d'efforts. L'accréditation est entre les mains du Comité des ONG, un organe subsidiaire du CESNU composé de 19 États, qui reporte souvent les demandes des OSC travaillant sur des questions de droits humains auxquelles certains États s'opposent. Plusieurs OSC ont dû faire face à des années de questions et de demandes de documents supplémentaires, dans un processus qui semblait viser délibérément à l'attrition. La plus longue attente - **15 ans** - était pour le Réseau international de solidarité Dalit, dont l'accréditation a été retardée par l'Inde.

Lorsque le comité a de nouveau bloqué l'accréditation de neuf OSC, la **délégation américaine** a fait pression pour que la décision soit prise par le CESNU, composé de 54 membres, qui a voté en faveur de leur accréditation, avec 24 voix pour, 17 contre et 11 abstentions. Presque tous les États avec des restrictions sévères en matière d'espace civique ont voté contre l'accréditation.

Malgré les mesures prises pour accréditer les OSC cette fois-ci, la tendance de les bloquer demeure. En janvier 2023, le Comité a recommandé l'accréditation d'une OSC mais en a **reporté** 103 autres. Les questions posées par les États aux OSC qui ont été refusé l'accréditation montrent clairement leur méfiance à l'égard des OSC qui défendent les droits humains. Le Comité des ONG est un obstacle à l'engagement de la société civile auprès des Nations Unies et doit être réformé de toute urgence.

UN TEST DE VALEURS POUR LES INSTITUTIONS

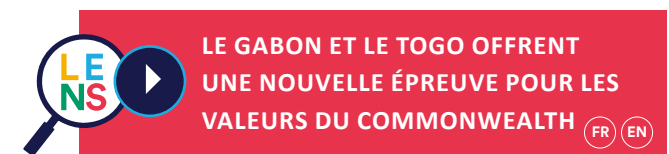
En dehors de l'ONU, l'année a été marquée par un retour vers la normalité pour plusieurs organisations internationales, qui ont pu tenir des sommets présentiels clés pour la première fois depuis le début de la pandémie. En novembre, l'Organisation internationale de la Francophonie, le réseau international des pays francophones, a tenu sa réunion en Tunisie. Il n'y a pas eu de véritables tentatives de discuter le comportement de **plus en plus dictatorial** du régime du président Kais Saied ; la réunion lui ayant plutôt offert du prestige.

C'était une situation similaire au Commonwealth. À l'instar de la Tunisie, et de **l'Égypte avec la COP27**, la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui finalement tenue en juin, a démontré qu'un bilan désastreux en matière de droits humains ne constitue pas un obstacle à l'organisation d'un sommet international : elle s'est déroulée au Rwanda,

où les détracteurs du président tyrannique Paul Kagame sont régulièrement **tués ou emprisonnés**.

Un autre développement indique que les engagements du Commonwealth en faveur de la démocratie et des droits humains n'augmentent pas à grande échelle : lors du sommet, deux nouveaux pays ont été accueillis en tant que membres - le Gabon et le Togo. Comme d'autres pays africains francophones, ils tiennent à prendre leur distance avec la France, et rejoindre un réseau d'anciennes colonies britanniques est un moyen de communiquer cela.

Mais aucun des deux pays ne satisfait les conditions d'entrée en matière de démocratie et de droits humains. Aucun des deux gouvernements ne permet la tenue d'élections libres et équitables, et tous deux restreignent sévèrement les droits des personnes à s'organiser, à protester et à s'exprimer. Ils ont tous deux des présidents autocratiques de longue date qui ont succédé à leurs pères présidents. L'adhésion au Commonwealth semble être un moyen de blanchir leur réputation.



Par ailleurs, le Forum des îles du Pacifique, l'organe de coopération régionale de l'Océanie, s'est réuni en juillet. Le sommet s'est terminé de manière harmonieuse, aidé par le fait que le nouveau gouvernement australien prend le changement climatique **au sérieux**. La coopération régionale a toutefois basculé négativement lorsque Kiribati a quitté l'organisation, déclarant qu'il y avait un parti pris contre les pays de la région de Micronésie. En janvier 2023, la situation a semblé être résolue avec **l'annonce** de la réadhésion de Kiribati.

Le contexte de la réunion était l'augmentation de l'importance de la Chine dans la région. Juste avant le sommet, la Chine a tenté de conclure un accord



La juge Miatta Maria Samba entre dans la salle d'audience pour le procès de Mahamat Said Abdel Kani à la Cour pénale internationale à La Haye, Pays-Bas, le 26 septembre 2022.

Photo par Peter Dejong/Reuters via Gallo Images

économique et de sécurité à l'échelle régionale. Plusieurs États ont déclaré avoir besoin de plus de temps avant de conclure un accord. De plus, ils ont clairement indiqué de manière collective qu'ils attendaient de leurs partenaires qu'ils s'engagent à prendre des mesures sérieuses en matière de changement climatique. La Chine continue d'entretenir des relations bilatérales avec plusieurs États insulaires du Pacifique, notamment les Kiribati - cette relation pourrait être à l'origine du désaccord - et les Îles Salomon. En réponse à cette situation, l'Australie et les États-Unis ont été invités à intensifier leur engagement.

Il est évident que pour examiner à la fois les opportunités et les risques que des relations renforcées peuvent apporter, les États doivent travailler collectivement au sein du Forum des îles du Pacifique. Ils doivent également s'assurer qu'ils sont guidés par les principes du respect des droits humains et qu'ils écoutent les voix de la société civile.



LES TEMPS CHANGENT EN OCÉANIE ?

EN

LES ESPOIRS DE JUSTICE INTERNATIONALE

Une des raisons importantes pour l'existence du système international est l'espoir qu'il puisse garantir la responsabilité et la justice en cas de violation des droits humains. L'année 2022 a marqué les 20 ans du Statut de Rome, qui a créé la CPI, chargée d'enquêter et de poursuivre les auteurs de crimes graves contre les droits humains. En septembre, la CPI a **entamé** le procès de Mahamat Said Abdel Kani, accusé d'avoir commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre dans le cadre d'une rébellion armée en République centrafricaine en 2013.

Depuis sa fondation en 1998, la CPI a poursuivi et condamné plusieurs auteurs de violations des droits humains. Chaque poursuite offre une certaine réparation aux victimes et combat l'impunité. Mais il faut tenir compte d'un autre défi important : plusieurs États puissants - dont la Chine, la Russie et les États-Unis, trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies - n'ont pas ratifié le Statut de Rome, ce qui limite la capacité de la Cour à les obliger à rendre des comptes.

En l'absence de compétence pour cause de non-ratification, la CPI peut toujours agir sur la base d'un renvoi du CSNU - avec tous les défis que cela comporte - et le principal responsable de la CPI peut lancer des enquêtes de manière indépendante. Mais sans la coopération des États, on ne peut guère s'attendre à des progrès. Une institution internationale créée pour compenser les défaillances des États - pour poursuivre les crimes graves lorsque les tribunaux nationaux ne peuvent ou ne veulent pas le faire - reste vulnérable aux manœuvres des États. Cela a contraint la CPI à adopter une approche disparate, en enquêtant et en engageant des poursuites lorsqu'elle le peut.

L'Ukraine n'est pas membre de la CPI, mais après le début de la guerre, son gouvernement a reconnu sa compétence. En mai, la CPI a envoyé en Ukraine la plus grande équipe d'enquêteurs de son histoire pour commencer à recueillir des preuves. L'espoir est qu'un jour les auteurs des crimes commis par la Russie puissent être tenus pour responsables.

L'existence de la CPI maintient l'espoir des victimes de violations des droits humains. Mais la CPI pourrait rendre des comptes plus efficacement si les États soutenant l'action de la CPI à l'égard de la Russie - notamment les États-Unis - faisaient le prochain pas logique et se plaçaient également sous sa juridiction. Ces États devraient indiquer clairement qu'ils soutiennent l'institution de manière inconditionnelle, et pas seulement quand ça leur convient.

L'ONU devrait créer un tribunal international pour établir les faits de l'agression militaire de la Fédération de Russie, tandis que la CPI devrait examiner et statuer rapidement sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité en Ukraine.



SASHA ROMANTSOVA
Centre pour les libertés civiles, Ukraine



**LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE
CÉLÈBRE SES 20 ANS**

FR ES EN

La CPI n'est pas le seul bras de la justice internationale. En novembre, Kunti Kamara, un ancien chef rebelle de la guerre civile du Liberia (1989-1996), a été condamné à la **prison à vie** pour avoir commis des crimes contre l'humanité. Le procès s'est déroulé devant un tribunal français agissant sur la base du principe de compétence universelle, selon lequel tout État peut agir dans les cas de crimes contre le droit international.

Ce principe est de plus en plus utilisé par les États européens, notamment la Finlande, l'Allemagne et la Suisse. En janvier, Anwar Raslan, un ancien haut responsable des services de renseignement syriens, a été condamné à la prison à vie après avoir été **reconnu coupable** de crimes contre l'humanité en Allemagne.

Ces poursuites donnent de l'espoir qu'à côté de la CPI, il existe plusieurs voies complémentaires vers la justice internationale. La société civile a un rôle important à jouer : premièrement en faisant pression pour que davantage d'États exercent le principe de compétence universelle, mais aussi en recueillant les preuves qui permettront de demander des comptes aux auteurs de crimes.

Les OSC sur le terrain ont eu l'occasion de s'exprimer dans des procès impliquant des Libériens à l'étranger, et les victimes et survivants ont aussi eu leur mot à dire. La communauté internationale nous aide à obtenir justice en ouvrant un procès contre les accusés. C'est pour cela qu'elle est unique et importante dans la quête de justice au Liberia.



ADAMA DEMPSTER
Plateforme de défense des droits humains de la société civile du Liberia



**JUSTICE TRANSNATIONALE :
L'IMPUNITÉ REMISE EN QUESTION**

FR EN

NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les institutions et les accords internationaux doivent continuer à évoluer pour pouvoir anticiper et être à la hauteur des défis d'un monde en constante évolution. La pandémie de COVID-19 a démontré à quel point les institutions à tous les niveaux sont mal équipées pour faire face à une urgence mondiale. Des millions de vies ont été perdues en conséquence du manque de préparation. Les approches centrées sur les États ont dominé, les intérêts nationaux étroitement définis ont prévalu et la coopération internationale a été faible. Les leçons de la pandémie doivent être tirées pour répondre aux futures crises mondiales.

En 2022, la rédaction d'un traité sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies a commencé, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette initiative a été prise à la suite d'un énorme plaidoyer de la part de la société civile, qui, avant même que le COVID-19 ne frappe, réclamait une coopération internationale plus forte.

Les principes d'équité, de transparence et de responsabilisation doivent être intégrés dans ce traité. Nous devons réfléchir à ce qui doit être réglé ou rectifié, car c'est sur cela que nous serons tenus responsables. La société civile demande manifestement à avoir plus de poids dans les questions de santé et dans l'élaboration du traité sur les pandémies, et je pense que ce changement est vraiment nécessaire.



BARBARA STOCKING

Panel pour une convention mondiale sur la santé publique

La pandémie a **montré** la différence cruciale que fait la société civile pour aider les communautés et faire respecter les droits. La société civile dispose du rôle d'observateur officiel à l'OMS, mais elle devrait disposer d'une marge d'influence beaucoup plus grande pour qu'un traité inclusif et efficace puisse être réalisé. Les voix du Sud de la planète doivent être écoutées davantage, compte tenu des vastes inégalités mondiales que la pandémie a révélées.



TRAITÉ SUR LES PANDÉMIES : LE MONDE SERA-T-IL PRÊT POUR LA PROCHAINE CRISE ?

FR ES EN

La société civile continuera à essayer d'influencer d'autres traités importants qui sont actuellement en cours de négociation, notamment ceux sur [la conservation des océans, l'utilisation des plastiques](#) et [les entreprises et les droits humains](#). L'influence positive de la société civile a été démontrée par l'accord relativement progressif sur un **Cadre mondial pour la biodiversité** en décembre. La valeur que la société civile peut apporter a également été démontrée par le rôle qu'elle continue de jouer au sein de l'ONUSIDA, où des représentants de la société civile siègent à l'organe directeur, garantissant que son aide reste axé sur les personnes qui en ont le plus besoin.

Notre objectif est d'apporter les perspectives et l'expérience des personnes vivant avec le VIH/SIDA et des populations particulièrement touchées par la pandémie, ainsi que de la société civile, pour faire en sorte que l'ONUSIDA soit guidé par une approche équitable, fondée sur les droits et avec une approche de genre, afin de garantir à tous l'accès à des services complets de prévention, de diagnostic, de traitement, de soins et de soutien en matière de SIDA.



GASTÓN DEVISICH

Fundación Huésped, Argentine

La pandémie et la guerre en Ukraine ne sont pas les seules crises à avoir mis en évidence l'insuffisance des dispositifs actuels de gouvernance mondiale. Le changement climatique, la **crise alimentaire** dans le monde, la hausse du coût de la vie et les énormes inégalités économiques sont des exemples clairs d'un échec de la gouvernance mondiale. Les problèmes mondiaux sont trop importants pour être confiés uniquement aux États. Ces défis nécessitent des solutions mondiales. Cependant, pour assurer que les réponses soient efficaces, les processus internationaux doivent être ouverts à la société civile, la permettant de s'exprimer.

Les opportunités à venir doivent être saisies pour plaider en faveur de la réforme. Parmi celles-ci se trouve notamment le Sommet de l'avenir, qui doit se tenir en 2024 afin d'élaborer un « Pacte pour l'avenir ». Avant cela se tiendra une session dans le cadre de l'AGNU de haut niveau de 2023 pour faire le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable - un programme de développement ambitieux qui est impossible à réaliser sans la pleine participation de la société civile. Dans ces événements ainsi que dans tous les autres, la société civile doit être un partenaire à part entière et ses appels à rendre les institutions de la gouvernance mondiale plus démocratiques, plus réceptifs et plus aptes à faire face aux défis contemporains doivent être entendus.

3 IDÉES POUR L'ACTION

- 1 En mettant en évidence le dysfonctionnement du CSNU, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a créé une opportunité unique de réforme. La société civile doit travailler avec des États partageant les mêmes idées pour élargir le Conseil et limiter l'utilisation du droit de veto, afin de le rendre à la fois plus inclusif et plus efficace.
- 2 Les nominations aux postes de haut niveau de l'ONU, y compris celles du Secrétaire général et du Haut-Commissaire, doivent faire l'objet d'un scrutin plus approfondi. La société civile doit continuer à faire pression pour que les processus de sélection soient transparents, pour inclure un dialogue avec la société civile et un engagement à sélectionner au mérite.
- 3 L'accès limité de la société civile aux forums intergouvernementaux crée de mauvais résultats : en l'absence de la pression et de l'influence exercées par la société civile, les engagements et les normes sont souvent trop faibles. Dans un premier temps, pour améliorer l'accès de la société civile à tous les niveaux, les Nations Unies devraient désigner un envoyé ou un représentant de haut niveau de la société civile chargé de coordonner l'engagement.



REMERCIEMENTS





ENTRETIENS

L'analyse contenue dans le présent rapport n'aurait pas été possible sans la contribution et les points de vue d'activistes de la société civile, de personnalités de premier plan et d'experts du monde entier. Nous remercions les interlocuteurs suivants pour leur contribution au présent rapport :

► **Lina Abou Habib**, « Liban : Cette élection a mis en avant de nouvelles voix qui parlent de droits », 23.mai.2022 ► **Bilkis Abouosba**, « Yémen : Les femmes sont complètement absentes des organes de décision ; politiquement nous n'existons pas », 9.mars.2022 ► **Eucharía Abua**, « CSW66 : Les Etats membres de l'ONU doivent faire des efforts pour honorer leurs engagements chez eux », 4.avr.2022 ► **Banan Abu Zain Eddin**, « Jordanie : La solidarité féministe transnationale est vitale dans la lutte contre la violence basée sur le genre », 23.août.2022 ► **Tamara Adrián**, « Nations Unies : Le pouvoir des groupes anti-droits s'accroît ; des temps difficiles nous attendent », 9.août.2022 ► **Hadiya Afzal**, « Afghanistan : L'absence de dialogue et les sanctions punitives nuisent à la promotion des droits humains », 30.sep.2022 ► **Safaath Ahmed Zahir**, « Maldives : Nous avons parcouru un long chemin, mais il reste beaucoup à faire pour ouvrir davantage l'espace civique », 17.oct.2022 ► **Dilan Akbayır**, « Turquie : Les réfugiés sont le bouc émissaire idéal en temps de crise », 10.juin.2022 ► **Maria Al Abdeh**, « Syrie : La pandémie a ajouté une nouvelle couche à l'accès réduit des femmes aux soins de santé », 4.mars.2022 ► **Bassam Alahmad**, « Turquie : Les réfugiés civils ne doivent pas être utilisés comme monnaie d'échange politique », 13.juil.2022 ► **Alyaa Al Ansari**, « Irak : Nous avons soumis de nombreux projets de loi, mais le Parlement refuse d'adopter une loi contre la violence liée au sexe », 7.mars.2022 ► **Ruth Alipaz Cuqui**, « Bolivie : pour exercer leurs droits, les peuples autochtones n'ont besoin de la permission de personne », 10.fév.2022 ► **Tariq Al-Olaimy**, « COP27 : la justice climatique exige l'annulation de la dette, des réparations et un financement climatique sans dette pour les petits États insulaires en développement », 1.nov.2022 ► **Ana Lucía Álvarez**, « Nicaragua : Le cas de María Esperanza fait partie d'un processus croissant de criminalisation de la protestation sociale », 19.fév.2022 ► **Alicia Amarilla**, « Paraguay : Tant que la terre restera entre les mains de particuliers, le conflit continuera », 5.jan.2022 ► **Ghida Anani**, « Liban : Les abus contre les femmes sont le produit direct des déséquilibres de genre dans une société patriarcale », 10.mars.2022 ► **Cecilia Ananías Soto**, « Chili : Le travail domestique et les soins incombent encore majoritairement aux femmes », 8.mars.2022 ► **Militant birman anonyme**, « Myanmar : La junte militaire au pouvoir utilise la peur comme instrument de domination », 20.sep.2022 ► **Militant mongol anonyme**, « Mongolie : Le gouvernement prend des décisions sans véritable consultation », 21.juil.2022 ► **Militant palestinien anonyme**, « Palestine : Les puissances coloniales du nord ont normalisé le meurtre et la dévastation dans le sud global », 1.sep.2022 ► **Catarina Antunes Gomes et Cesaltina Abreu**, « Angola : Beaucoup d'efforts ont été déployés pour exclure les gens du processus électoral », 12.sep.2022 ► **Rachid Aouine**, « Algérie : Les autorités arrêtent les défenseurs des droits humains pour étouffer la société civile », 16.mars.2022 ► **Darcy Ataman**, « Société civile : La musique peut être un point d'entrée car c'est la dernière chose que l'on peut nous interdire », 23.nov.2022 ► **Arash Azizzada**, « Afghanistan : La saisine des actifs souverains va aggraver la pire catastrophe humanitaire au monde », 3.oct.2022 ► **Iliana Balabanova**, « Bulgarie : les organisations de défense des droits des femmes travaillent ensemble à l'objectif d'une Europe féministe », 2.mars.2022 ► **Pascoal Baptistiny**, « Angola : Les chances d'une véritable démocratie en Angola sont assez faibles », 8.sep.2022 ► **Carolina Barrero**, « Cuba : Les seules options disponibles sont la prison, l'exil ou la soumission », 22.nov.2022 ► **Marco Antonio Becerra**, « Chili : Il existe un consensus social sur le fait que l'exclusion arbitraire des familles diverses est inacceptable », 18.fév.2022 ► **Sudha Bharadwaj**, « Inde : Le gouvernement traite la dissidence de manière très inquiétante », 16.fév.2022 ► **Anna Birley**, « Royaume-Uni : Pour que les femmes soient respectées, la réforme de la police est nécessaire mais pas suffisante », 23.fév.2022 ► **María Teresa Blandón**,

« Nicaragua : Le régime cherche à annihiler toute forme d'organisation citoyenne autonome », 29. août.2022 ► **Bold Voices**, « Royaume-Uni : L'éducation peut permettre à la prochaine génération de rompre avec la culture de la violence basée sur le genre », 3.mars.2022 ► **Nixon Boumba**, « Haïti : La communauté internationale ne s'est jamais attaquée aux causes profondes de la crise », 26.jan.2022 ► **Break the Taboo Malta**, « Malta : Les gens devraient pouvoir accéder à l'avortement localement sans risque de criminalisation ou de stigmatisation », 19.déc.2022 ► **Yaropolk Brynykh**, « Ukraine : Si nous partageons les informations, les dirigeants ne pourront pas fermer les yeux sur les violations des humains », 25.mars.2022 ► **Kahar S Cahyono**, « Indonésie : Les communautés ont droit à ce que leurs opinions soient entendues et prises en compte », 8.nov.2022 ► **Sara Casadei**, « Saint-Marin : Il y a eu une demande écrasante pour que les femmes obtiennent le droit de choisir », 18.jan.2022 ► **Sutawan Chanprasert**, « Thaïlande : Un logiciel espion a été utilisé pour surveiller l'activité en ligne des manifestants », 17. août.2022 ► **Benedicta Chisom**, « Nigeria : Le gouvernement fédéral et l'ASUU ont donné l'impression que notre éducation ne comptait pas », 16.mai.2022 ► **Lee Chung Lun**, « Cambodge : Aucune élection libre et équitable ne peut avoir lieu dans l'environnement politique actuel », 28.juin.2022 ► **Monique Clesca**, « Haïti : La société civile doit s'impliquer car les acteurs politiques ne peuvent pas trouver de solution à nos problèmes », 3.nov.2022 ► **Jessica Corredor Villamil et Lina Arroyave**, « Colombie : L'absence de statut migratoire régulier impose des obstacles à l'accès aux droits », 29.nov.2022 ► **Kop'ep Dabugat**, « Burkina Faso : Pour une grande partie de la société civile, la sécurité est une préoccupation plus urgente que la démocratie », 26.oct.2022 ► **Serene Dardari et Mahmoud Abdullah**, « Liban : le monde semble commencer à oublier les réfugiés syriens », 6.déc.2022 ► **Agni Das et Aiman Khan**, « Inde : Une société civile efficace est essentielle pour faire progresser les droits humains », 9.mai.2022 ► **Paul de Clerck**, « Europe : Le traité sur la Charte de l'énergie a un effet paralysant sur la législation climatique », 14.nov.2022 ► **Magdalena Demczak**, « Pologne : Si beaucoup de petites actions sont réalisées par de nombreuses personnes, nous pouvons réaliser de grandes choses », 17.mard.2022 ► **Adama Dempster**, « Liberia : Toute personne ayant commis des crimes pendant les guerres civiles doit être poursuivie, où qu'elle se trouve », 24.oct.2022 ► **Sofia de Robina**, « Mexique : Le problème de l'insécurité est primordial, mais il ne peut être résolu par la militarisation », 13.oct.2022 ► **Gastón Devisich**, « Santé mondiale : En cette journée mondiale du sida, nous rappelons que la pandémie de VIH n'est pas terminée », 1.déc.2022 ► **Abdel-Rahman El Mahdi**, « Soudan : Le gouvernement et la communauté internationale doivent s'engager davantage avec la société civile », 11.jan.2022 ► **Omar Elmawi**, « Afrique de l'Est : Le projet d'oléoduc ouvrirait des écosystèmes critiques à l'exploitation commerciale du pétrole », 21.avr.2022 ► **Chibeze Ezekiel**, « COP27 : La participation de la société civile est importante car elle représente les voix des communautés », 4.nov.2022 ► **Jawad Fairouz**, « Bahreïn : Cette élection est un fiction : son seul rôle est de donner une image de démocratie », 12.nov.2022 ► **Aziza Fakher**, « Tunisie : Nous ne sommes que des étudiants qui luttent pour l'avenir à une époque où nos opinions ne sont pas prises en compte », 31.mars.2022 ► **Carmen Aida Faria**, « Colombie : La société civile est un pilier important dans le travail avec la population migrante », 30.nov.2022 ► **Ruki Fernando**, « Sri Lanka : Les manifestations en cours ont mis le gouvernement sur la défensive », 20.avr.2022 ► **Einat Fogel-Levin**, « Palestine : La loi antiterroriste est utilisée pour restreindre le travail politique en Palestine et réduire l'espace civique en Israël », 5.jan.2022 ► **Bhavani Fonseca**, « Sri Lanka : En manifestant pacifiquement, nous espérons protéger notre démocratie », 19.avr.2022 ► **Sara García Gross**, « El Salvador : La justice patriarcale persécute, torture et maltraite les femmes », 25.fév.2022 ► **Hazel Gavigan**, « Campagne mondiale : L'avenir du travail exige que l'on cesse de se focaliser sur le temps », 27.juin.2022 ► **Amine Ghali**, « Tunisie : La société civile n'est pas encore directement menacée, mais nous pensons que notre tour arrivera », 20.jan.2022 ► **Amine Ghali**, « Tunisie : La nouvelle Constitution confèrera au président des pouvoirs étendus et ouvrira les portes à de nouvelles violations », 20.juil.2022 ► **Allison Gill**, « Ouzbékistan : La défense des droits humains et du travail est un marathon, pas un sprint », 29.avr.2022 ► **Claudia González**, « Guatemala : Le droit pénal est utilisé comme une arme de persécution politique », 23.déc.2022 ► **Judith Götz**, « Autriche : Si quelque chose a changé pour les femmes pendant la pandémie, c'est pour le pire », 3.mars.2022 ► **Zarin Hainsworth**, « Royaume-Uni : La violence contre les femmes se poursuit au niveau pandémique au Royaume-Uni comme ailleurs », 12.avr.2022 ► **Syeda Hameed**, « Inde : L'interdiction du hijab n'est qu'un outil de plus utilisé par les politiciens de droite pour rester au pouvoir », 5.mai.2022 ► **Rosalea Hamilton**, « Jamaïque : Nous devons établir une république où le peuple est souverain et non la Reine », 14.juil.2022 ► **Sophie Hansal et Hannah Steiner**, « Autriche : Malheureusement, les périodes de crise se sont rarement avérées être un catalyseur pour l'égalité de genre », 6.mars.2022 ► **Adrian Hartnett-Beasley**, « Bermudes : Un droit dont la communauté LGBTQI+ a bénéficié pendant quatre ans a été supprimé », 27.mai.2022 ► **Theresa Haas**, « États-Unis : La

campagne de syndicalisation chez Starbucks a stimulé l'imagination des travailleurs à travers le pays », 8.juin.2022 ► **Fondation Helsinki pour les droits humains**, « Pologne : Le droit à l'avortement sera inévitablement au premier plan de la Journée internationale de la femme de cette année », 4.mars.2022 ► **Hejaaz Hizbullah**, « Sri Lanka : Ils nous arrêtent pour nous faire cesser, nous faire taire et instiller la peur chez les autres », 30.mai.2022 ► **Ellie Hooper**, « Nations Unies : L'adoption d'un Traité sur la haute mer solide serait véritablement historique », 14.sep.2022 ► **Fernanda Hopenhaym**, « Nations Unies : Les questions en suspens dans la négociation du traité sont principalement des discussions politiques », 13.déc.2022 ► **Terry Ince**, « CSW66 : Les femmes doivent avoir davantage accès à un véritable pouvoir de décision politique », 11.avr.2022 ► **Mariela Infante**, « Chili : La rédaction de la nouvelle Constitution est une opportunité historique pour les femmes », 15.mars.2022 ► **Marwan Issa**, « Liban : Le mouvement politique des jeunes a été un pilier majeur de l'opposition à la classe dirigeante », 25.mai.2022 ► **Marie Jahodová**, « République tchèque : Nous pensons que le nouveau gouvernement défendra les principes démocratiques », 13.jan.2022 ► **Adama Jallow**, « Gambie : La société civile s'efforce de faire en sorte que Jammeh et les autres auteurs de violations des droits humains soient poursuivis en justice », 15.juin.2022 ► **Sharif Jamil**, « Bangladesh : La société civile a fait beaucoup d'efforts pour empêcher le Japon de financer le projet Matarbari », 5. août.2022 ► **Eliana Jimeno et Charlotte Cramer**, « Europe : Les retards dans la lutte contre la violence basée sur le genre coûtent la vie aux femmes, aux enfants et aux personnes LGBTQI+ », 1.déc.2022 ► **John Paul Jose**, « Nations Unies : Les négociations du Traité sur la haute mer sont des discussions à huis clos excluant la société civile », 13.sep.2022 ► **Nazik Kabalo**, « Soudan : Nous sommes de retour à la situation qui a précédé la révolution », 26.juin.2022 ► **Michael Kaiyatsa**, « Malawi : Les tactiques utilisées par l'administration actuelle sont les mêmes que celles utilisées par ses prédécesseurs », 24.août.2022 ► **Mwape Kapepula et Pamela Mateyo**, « Zambie : Notre objectif est de briser les préjugés de la société à l'égard des filles », 7.mars.2022 ► **Unusa Karimu**, « Cameroun : Les communautés autochtones doivent être à l'avant-garde de leur propre mouvement et parler en leur nom », 3.août.2022 ► **Joseph Kariuki**, « Kenya : Tenir les policiers responsables des meurtres devant un tribunal sera le principal moyen de dissuasion », 31.jan.2022 ► **Alaa Khorchid**, « Liban : Les principaux responsables de la crise actuelle sont les propriétaires des banques et leur avidité pour le profit », 31.oct.2022 ► **Helen Kidan**, « Erythrée : En raison de la fermeture de l'espace civique, il est difficile de renforcer la résilience des communautés à l'intérieur du pays », 4.août.2022 ► **Maria Kuznetsova**, « Russie : Ces manifestations sont essentielles à la préservation de la société civile russe », 22.mars.2022 ► **Monique Kwachou**, « Cameroun : La communauté internationale n'a pas contribué au traitement des causes profondes de la crise anglophone », 6.oct.2022 ► **Virginie Ladisch**, « Canada : Le pape n'a pas présenté d'excuses claires aux peuples autochtones au nom de l'Église catholique », 25.août.2022 ► **Antonio Lara**, « Mexique : Les défenseurs des droits humains mettent constamment leur liberté et leur vie en danger », 9.mars.2022 ► **Andrew Lvali**, « Sierra Leone : Nous plaillons pour un espace civique où les gens peuvent protester sans risques », 30.août.2022 ► **Berns Lebbie**, « Sierra Leone : La société civile a besoin d'un soutien international pour surveiller la mise en œuvre des nouvelles lois foncières », 11.sep.2022 ► **Baraka Lengua**, « Tanzanie : le gouvernement tente de faire taire ceux qui s'opposent à l'oléoduc », 22.avr.2022 ► **Opio Sam Leticia**, « Ouganda : les discours de haine contre les personnes LGBTQI+ émanent des chefs religieux, traditionnels et politiques », 20.juin.2022 ► **Victoria Lichet**, « Nations Unies : La réglementation environnementale devrait désormais être guidée par une approche fondée sur les droits humains », 9.sep.2022 ► **Jeeva M**, « Inde : Nous avons obtenu une victoire historique en matière de droits du travail pour les travailleuses dalits », 12.mai.2022 ► **Natalia Malysheva**, « Russie : La censure des sources médiatiques menace de créer un vide informationnel », 24.mars.2022 ► **Libakiso Matlho**, « Lesotho : Nous devons coopérer pour promouvoir la démocratie et demander des comptes à nos dirigeants », 12.oct.2022 ► **Samuel Matsikure**, « Zimbabwe : La société commence seulement à s'ouvrir à l'idée de vivre harmonieusement avec les personnes LGBTQI+ », 6.juin.2022 ► **Oleksandra Matviichuk**, « Ukraine : Les organisations internationales ne sont manifestement pas à la hauteur de leurs responsabilités historiques », 29.mars.2022 ► **Fatia Maulidiyanti**, « Indonésie : Le nouveau code pénal est dangereux pour la société civile », 16.déc.2022 ► **Helen McEachern**, « CSW66 : Le plaidoyer pour le changement de politique prend du temps et un engagement à long terme », 13.avr.2022 ► **Rabia Mehmood**, « Pakistan : Le soutien international à la société civile doit s'accompagner d'une compréhension de notre contexte politique et social », 29.juil.2022 ► **Miroslav Mijatović**, « Serbie : Nous ne nous battons pas seulement au niveau local ; nous envoyons un message au monde », 14.fév.2022 ► **Kyeong Min Shin**, « Corée du Nord : De nombreuses femmes s'échappent pour faire l'expérience des libertés qui leur sont refusées », 7.nov.2022 ► **Carmen Miquel Acosta**, « Espagne : Le principal défi est de consolider les droits reconnus par la loi et d'éviter tout retour en arrière », 2.nov.2022

► **Kylie Moore-Gilbert**, « Iran : La mort de Mahsa met en lumière le combat que doivent mener les femmes pour mener leur vie quotidienne », 8.oct.2022 ► **Nyombi Morris**, « Ouganda : Notre gouvernement ne se soucie que du profit, pas des gens », 25.avr.2022 ► **Horia Mosadiq**, « Afghanistan : Notre combat pour la redevabilité est devenu mille fois plus difficile sous le régime des Talibans », 30.avr.2022 ► **Joy Hayley Munthali et Dorothy Kazombo Mwale**, « CSW66 : Les défenseurs de l'environnement sont fortement sous-représentés dans la prise de décision », 7.avr.2022 ► **Glenroy Murray**, « Jamaïque : Les lois discriminatoires à l'encontre des personnes LGBTQI+ envoient un signal sur notre place dans la société », 4.juin.2022 ► **Prudence Mutiso**, « Tanzanie : La nouvelle administration s'engage à mettre fin aux politiques discriminatoires qui sapent les droits des filles », 22.déc.2022 ► **Margaret Mutsamvi**, « Zimbabwe : Les jeunes femmes devraient être au centre des discussions sur les questions qui les concernent », 2.mars.2022 ► **Nadim Nashif**, « Palestine : Ils nous qualifient d'antisémites ou de terroristes pour nous faire taire et paralyser notre travail en faveur des droits humains », 9.juin.2022 ► **Farrah Naz**, « Pakistan : En raison des normes patriarcales, les femmes subissent des discriminations à tous les niveaux », 6.mars.2022 ► **Espoir Ngalukiye et Sankara Bin Kartumwa**, « RDC : La mission de maintien de la paix des Nations Unies a échoué », 23.août.2022 ► **Eileen Ng Fábrega**, « Panama : Les manifestations reflètent les inégalités structurelles et la frustration face à une corruption flagrante », 2.sep.2022 ► **Akira Nishiyama**, « Japon : Les liens entre la politique et la droite religieuse ont entravé les progrès en matière de droits LGBTQI+ », 15.août.2022 ► **Amanda Nomnqa**, « Afrique du Sud : Nous voulons vivre dans un environnement qui respecte les femmes et reconnaît nos droits fondamentaux », 2.déc.2022 ► **Ernest Nyimai**, « Zimbabwe : Nous avons besoin que les OSC continuent à travailler et à défendre les droits des personnes », 1.juin.2022 ► **Oiza Q Obasuyi**, « Italie : Nous anticipons une hostilité envers la société civile qui travaille sur les droits humains », 9.oct.2022 ► **Ken Ogembo**, « Kenya : Les gens sont découragés de voter quand ils pensent que leurs voix ne comptent pas », 19.août.2022 ► **Paul Okumu**, « Kenya : Le refus de ressources pour l'éducation civique a été un coup dur pour la société civile », 9.mai.2022 ► **Stephen Okwany**, « Kenya : Le gouvernement a fait peser tout le poids de la lutte contre l'homophobie sur la société civile », 31.mai.2022 ► **Joseph Moses Oleshangay**, « Tanzanie : Les droits humains du peuple Maasai sont violés par l'assimilation et la relocalisation involontaires », 8.juil.2022 ► **Adeyeye Olorunfemi**, « Nigeria : Le gouvernement est plus disposé à négocier avec des terroristes qu'avec des enseignants en grève », 13.05.2022 ► **Melanie Omeniho**, « Canada : Les peuples autochtones les plus marginalisés subissent de sévères violations de leurs droits humains », 14.août.2022 ► **Caleb Orozco**, « Belize : Il reste de nombreuses lois qui font des personnes LGBTQI+ des citoyens de seconde classe », 21.juin.2022 ► **Wanun Permpibul et Misun Woo**, « CSW66 : « L'élaboration des politiques au niveau mondial est déconnectée des réalités des femmes », 8.avr.2022 ► **Sotiris Petropoulos**, « Grèce : Ensemble on peut faire plus », 23.mars.2022 ► **Tharma Pillai**, « Malaisie : Les jeunes électeurs pourraient être les décideurs », 24.nov.2022 ► **Nymia Pimentel-Simbulan**, « Philippines : Nous veillerons à ce que les droits humains figurent à l'ordre du jour des élections », 24.fév.2022 ► **Nuril Qomariyah**, « Indonésie : Le projet de loi sur la violence sexuelle est un pas de plus dans la revendication des droits des femmes et des enfants », 19.mai.2022. ► **Sohanur Rahman**, « COP27 : Nous doutons de pouvoir nous mobiliser comme nous l'avons fait pour la COP26 », 3.nov.2022 ► **Nelya Rakhimova**, « Russie : Toute tactique utilisée par les manifestants sera probablement interdite et considérée comme un crime », 18.mars.2022 ► **Marta María Ramírez**, « Cuba : Toutes les tactiques utilisées par les activistes ont été transformées en crimes », 2.juin.2022 ► **Sohrab Razaghi**, « Iran : Le cas de Mahsa Amini était une étincelle dans une situation inflammable », 25.oct.2022 ► **Sasha Romantsova**, « Ukraine : La présence des organisations internationales est essentielle pour garantir la sécurité des couloirs humanitaires », 28.mars.2022 ► **Gina Romero**, « Colombie : Les gens sont fatigués de la longue hégémonie des élites politiques qui sont aussi des élites économiques », 30.juin.2022 ► **Ahmed Samih**, « Egypte : Le président cherche désespérément à attirer l'attention internationale avant l'élection de 2024 », 31.août.2022 ► **Vani Saraswathi**, « Qatar : les réformes du travail doivent se poursuivre après la Coupe du monde », 17.nov.2022 ► **Maung Sawyeddollah**, « Les réfugiés rohingyas : Nous voulons rentrer chez nous en paix », 6.juil.2022 ► **Denis Shedow**, « Russie : Nous espérons que les entreprises de médias sociaux éviteront de devenir un outil de censure », 19.jan.2022 ► **Mona Seif**, « Egypte : Nous avons affaire à une machine répressive extrêmement élaborée et très créative », 5.oct.2022 ► **Daniela Silva**, « Brésil : Si Bolsonaro reste président, c'est une menace pour l'Amazonie et donc pour l'humanité », 21.sep.2022 ► **Severin Sindizera**, « Burundi : Notre droit à être reconnu et représenté en tant que communauté autochtone est violé », 12.jul.2022 ► **Solidary Wheels**, « Espagne : Nous exigeons la création de voies légales et sûres pour la migration ; les tentatives de l'arrêter ne feront que causer plus de souffrance », 1.août.2022 ► **Azza Soliman**, « Egypte : Les droits des femmes ne sont pas une priorité dans le programme du gouvernement »,

8.août.2022 ► **Zakia Soman**, « Inde : Les filles musulmanes sont obligées de choisir entre l'éducation et le hijab », 11.mai.2022 ► **Abdoulaye Oumou Sow**, « Guinée : L'avenir démocratique de la région se joue dans notre pays », 16.août.2022 ► **Nicky Spencer-Coker**, « Sierra Leone : Nous sommes confrontés à une campagne incessante de la part de groupes anti-droits », 18.août.2022 ► **Nelli Stevenson**, « Australie : Des lois répressives ont été introduites pour limiter la capacité des gens à protester contre l'injustice climatique », 21.déc.2022 ► **Barbara Stocking**, « Traité sur les pandémies : Les États ont une responsabilité commune pour assurer la sécurité du monde et doivent être tenus responsables », 18.mai.2022 ► **Kristina Stockwood**, « EAU : De nombreux dirigeants restent silencieux face aux violations systématiques des droits humains », 22.mars.2022 ► **Julieta Suárez Cao**, « Chili : La question essentielle est de savoir comment la société va réagir si une nouvelle Constitution n'en sort pas », 3.sep.2022 ► **Juan Carlos Sueiro**, « Pérou : Les réglementations environnementales ont été assouplies, alors qu'elles auraient dû être renforcées », 11.fév.2022 ► **Edy Táborá**, « Honduras : Il faut s'attaquer aux racines du conflit : le transfert des ressources naturelles », 10.mai.2022 ► **Halaleh Taheri**, « Royaume-Uni : Les femmes des minorités ethniques sont souvent traitées comme des citoyens de seconde zone », 25.nov.2022 ► **Dibussi Tande**, « Cameroun : Le mécontentement des anglophones doit être abordé par le biais d'une discussion sérieuse avec toutes les parties », 14.oct.2022 ► **Anouk Theunissen**, Humaira Rahbin et Meetra Qutb, « Afghanistan : Un suivi de source ouverte révèle à la fois la répression des droits des femmes et l'impact sur leur vie », 18.déc.2022 ► **Olaide Kayode Timileyin**, « Nigeria : Les gens subissent des violations flagrantes de leurs droits en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre », 3.juin.2022 ► **Farid Tukhbatullin**, « Turkménistan : Il n'y a rien qui ressemble à une véritable société civile - et aucune condition pour qu'elle émerge », 10.mars.2022 ► **Marinel Ubaldo**, « Philippines : Nous craignons que la démocratie pour laquelle ceux qui nous ont précédés se sont battus si durement ne soit effacée », 20.mai.2022 ► **Kaylee Uland et Jessica Nguyen**, « Vietnam : L'absence de réponse à la torture des prisonniers politiques devrait entraîner une révision des accords commerciaux », 29.juin.2022 ► **Erika Venadero**, « Mexique : Les changements juridiques concernant les droits des LGBTQI+ n'entraînent pas de changements sociaux immédiats », 26.nov.2022 ► **Visibles**, « Guatemala : Les groupes anti-droits cherchent à maintenir les privilèges de certains au détriment des droits des autres », 21.mars.2022 ► **Matiullah Wesa**, « Afghanistan : L'éducation est notre droit fondamental, c'est un droit islamique, c'est un droit humain », 5.avr.2022 ► **Plate-forme Stop au féminicide**, « Turquie : Nous continuons à organiser et à manifester pour qu'aucune voix ne reste inaudible », 8.mars.2022 ► **Kyaw Win**, « Myanmar : Si nous ne prenons pas les mesures appropriées, la junte commettra d'autres crimes », 1.mars.2022 ► **Paul Wright**, « Australie : Les Australiens autochtones doivent être représentés au cœur de l'élaboration des politiques », 10.août.2022 ► **Min-Hsuan Wu**, « Taiwan : La Chine nous fera ce qu'elle a fait à Hong Kong, et ce qu'elle fait depuis longtemps aux Tibétains et aux Ouïgours », 15.nov.2022 ► **Edoardo Zanchini**, « Italie : La Constitution prend désormais en compte les intérêts des générations futures », 14.avr.2022 ► **Yevgeniy Zhovtis**, « Kazakhstan : Aucune réforme économique ou sociale n'apportera de réel changement sans une réforme politique sérieuse », 3.fév.2022 ► **Sinegugu Zukulu**, « Afrique du Sud : On nous a refusé le droit de donner ou pas notre consentement, alors nous avons porté Shell devant les tribunaux - et nous avons gagné », 29.sep.2022

Toutes les citations utilisées dans le présent rapport sont des extraits adaptés d'entretiens avec des activistes de la société civile, des personnalités de premier plan et des experts. Les entretiens complets sont disponibles sur le **site d'entretiens** du CIVICUS Lens.



CONTACTEZ-NOUS



civicus.org



info@civicus.org



/CIVICUS



@CIVICUSalliance

SIÈGE SOCIAL
25 Owl Street, 6ème étage
Johannesbourg, 2092
Afrique du Sud
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

BUREAU POUR L'ONU :
New York
We Work
450 Lexington Ave
New-York, NY 10017
États-Unis

BUREAU POUR L'ONU :
GENÈVE
11 Avenue de la Paix
Genève, CH-1202
Suisse
Tel: +41 (0)22 733 3435